

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



HAITI

**Misère,
exil et
"tontons
macoutes"**



Les chars à Gdansk

**Révolution et contre-révolution politiques
en Pologne**

Sommaire du numéro 117 du 25 janvier 1982

3	POLOGNE	Révolution et contre-révolution politiques en Pologne	Secrétariat unifié (SU) de la IVe INTERNATIONALE
14	EL SALVADOR	Sur le Front occidental de la guérilla, entretien avec Nadia Palacios, commandant du Front « Feliciano Ama » du FMLN	Miguel Angel GUARDADO RIVAS
16	GUATEMALA	« L'homme nouveau se forge dans le processus même de la lutte révolutionnaire ... », entretien avec la camarade « Lola », de la Direction nationale de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP)	Mario RODRIGUEZ MENENDEZ
19	HAITI	En l'absence d'alternative bourgeoise, Washington renforce son appui à « Baby Doc »	Livio MAITAN
21	—	Entretien avec un dirigeant du Parti des travailleurs haïtiens (PTH)	INPRECOR
21	SAINT-DOMINGUE	Des milliers de travailleurs haïtiens sont vendus chaque année aux planteurs de Saint-Domingue	Livio MAITAN
24	HAITI	Aux origines de la première République noire	Emilio CORDERO MICHEL
27	RFA-AFRIQUE DU SUD	Le dialogue Nord-Sud selon Helmut Schmidt	Wolfgang WEITZ
31	BRESIL	Les dirigeants du Parti des travailleurs (PT) précisent leur conception du socialisme	« EM TEMPO »
34	EL SALVADOR	Convocation du prochain Forum international de solidarité avec le Salvador à Mexico	CMSPS
34	COLOMBIE	Le camarade Ricardo Sanchez, dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), a été enlevé	INPRECOR
35	MEXIQUE	Premiers succès de la campagne électorale du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT)	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC», compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue : _____

Commune |-----|

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Révolution et contre-révolution politiques en Pologne

Résolution adoptée par le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale le 8 janvier 1981.

— 1 —

Le 13 décembre 1981, la bureaucratie a pris l'initiative de lancer la contre-révolution politique en Pologne. Elle a ainsi déclaré une guerre sans merci aux travailleurs pour sauvegarder ses privilèges de caste au pouvoir. Elle a porté un coup d'arrêt à la montée de la révolution politique, à la montée d'un puissant mouvement de masse qui s'acheminait vers l'établissement d'un pouvoir démocratique des travailleurs. L'établissement de l'état de guerre a répondu à l'impérieuse nécessité de frapper Solidarité avant que ne se développe un mouvement de « grève active », que les échéances du référendum et des élections ne se présentent et que, finalement, ne prenne forme une direction du mouvement apte à faire face à la question du pouvoir.

Par l'instauration de l'état de guerre, la bureaucratie a liquidé l'existence ouverte des organes de type soviétique (conseils) que s'étaient donnés les travailleurs. La situation de dualité de pouvoir ouverte en 1980 ne pouvait se prolonger indéfiniment.

La bureaucratie — qui pouvait encore compter sur un appareil de répression très largement intact, peu touché par la contestation antibureaucratique — a choisi l'heure et le terrain de l'offensive. Depuis des mois, tous ses efforts pour renverser la situation étaient soutenus par Moscou et s'arc-boutaient sur les menaces et l'appui matériel de la bureaucratie soviétique.

Une défaite a été infligée aux travailleurs polonais, mais, à l'étape actuelle, la classe ouvrière n'est pas écrasée. Solidarité est fortement désorganisé par la répression. Une grande partie de sa direction est décapitée. Néanmoins, l'ampleur même du syndicat et du mouvement social, les expériences faites comme la profondeur de la haine populaire contre la dictature du Conseil militaire de salut national, permettent que se manifeste une large résistance sous diverses formes et que se constituent des réseaux clandestins. Une longue période de heurts localisés et fragmentés s'est ouverte. Il est du devoir du prolétariat international de soutenir de toutes ses forces le combat des masses laborieuses et de la nation polonaise pour mettre en échec le *diktat* du général Jaruzelski et de Leonid Brejnev. Dans cette solidarité avec Solidarité, les travailleurs

doivent faire leurs leçons de démocratie ouvrière et les expériences d'autogestion conquises de haute lutte par les travailleurs polonais.

— 2 —

Durant le second semestre 1981, les facteurs de mobilisation des masses ont tous tendu à poser avec de plus en plus d'acuité la question de la gestion de l'ensemble de la société par les travailleurs. Les besoins mêmes de la population et la paralysie du système de gestion bureaucratique révélaient qu'un projet d'autogestion partielle, de partage des tâches avec le pouvoir en place, était irréaliste et impraticable. Durant cette période, des heurts ouverts se sont produits à de nombreuses occasions :

— « Marches de la faim » pour dénoncer le sabotage de l'approvisionnement et l'ineptie de l'organisation du rationnement ; initiatives encore restreintes de contrôle par Solidarité sur les stocks et la distribution des produits alimentaires ;

— Contestation de la politique des prix des denrées alimentaires et, à ce titre, rejet ouvert par le Ier Congrès national de Solidarité de la décision de hausse des prix en octobre ;

— Bataille constante contre les mesures de censure gouvernementale et pour l'accès aux médias de Solidarité ; grève de protestation en septembre contre l'arrêt de l'enquête sur la provocation policière de Bydgoszcz au mois de mars ;

— A partir du mois d'août 1981, développement du mouvement pour l'autogestion ouvrière et des conseils de travailleurs ; conflits sur la nomination des directeurs ; modification de la production dans diverses entreprises et initiatives de jonction entre les usines et la campagne (par exemple, utilisation sur place du charbon destiné à l'exportation) ;

— Affrontement sur la Loi sur l'autogestion et sur les projets de réforme économique ; en novembre, la polarisation s'est accentuée lors de la liquidation par le gouvernement de la discussion comme du projet de réforme économique et de la prise de mesures de centralisation extrêmes ; en réponse à cette escalade du pouvoir et à cet approfondissement de la crise économique, le thème de la « grève active » (remise en marche des usines sous le contrôle des travailleurs), celui de la né-

cessité d'établir un Plan d'urgence ouvrier et celui de former des « gardes ouvrières » se sont développés au sein de diverses directions régionales de Solidarité.

— Antagonismes entre Solidarité et le pouvoir bureaucratique sur la question des élections libres, à l'échelon local comme national, organisées sur la base du pluralisme politique et rompant donc avec la pratique des listes uniques du Front d'unité nationale ; défi lancé par la direction de Solidarité proposant un référendum national au sein du syndicat « sur l'exercice et les méthodes du pouvoir ».

Ainsi, le mouvement de masse contre la bureaucratie revendiquait-il l'application de l'article premier de la Constitution polonaise : « *Le pouvoir appartient au peuple travailleur des villes et des campagnes.* » La dynamique des batailles menées par les travailleurs tendait aussi à les faire échapper au faux dilemme : ou bien gestion hyper-centralisée et bureaucratique de l'économie, ou bien retour à une économie de marché — même baptisée autogérée — proposée par de nombreux experts. La première solution, les travailleurs la combattaient ouvertement depuis août 1980. En affirmant leur volonté et leur capacité de gestion ainsi que leurs préoccupations égalitaires, ils commençaient à entrevoir les menaces de la seconde : chômage, inégalités accrues dans la société, privilèges accordés aux techniciens de la gestion dans le cadre de l'autonomie financière des entreprises. Ce qu'ils cherchaient, en fait, c'était bâtir un système se fondant sur l'initiative, la gestion et le pouvoir des producteurs, donc sur un changement qualitatif de la socialisation de l'ensemble des moyens de production.

— 3 —

a) L'instauration de l'état de guerre, l'arrestation massive de ceux qui militaient et pensaient librement, l'imposition d'une dictature sans fards, démontrent une nouvelle fois qu'il ne peut y avoir de réforme ni de démocratisation graduelle d'un régime bureaucratique. En fait, depuis août 1980, les exigences mêmes de sa propre survie conduisaient l'appareil bureaucratique à refuser l'existence et le développement d'un syndicat indépendant, de masse et démocratique.

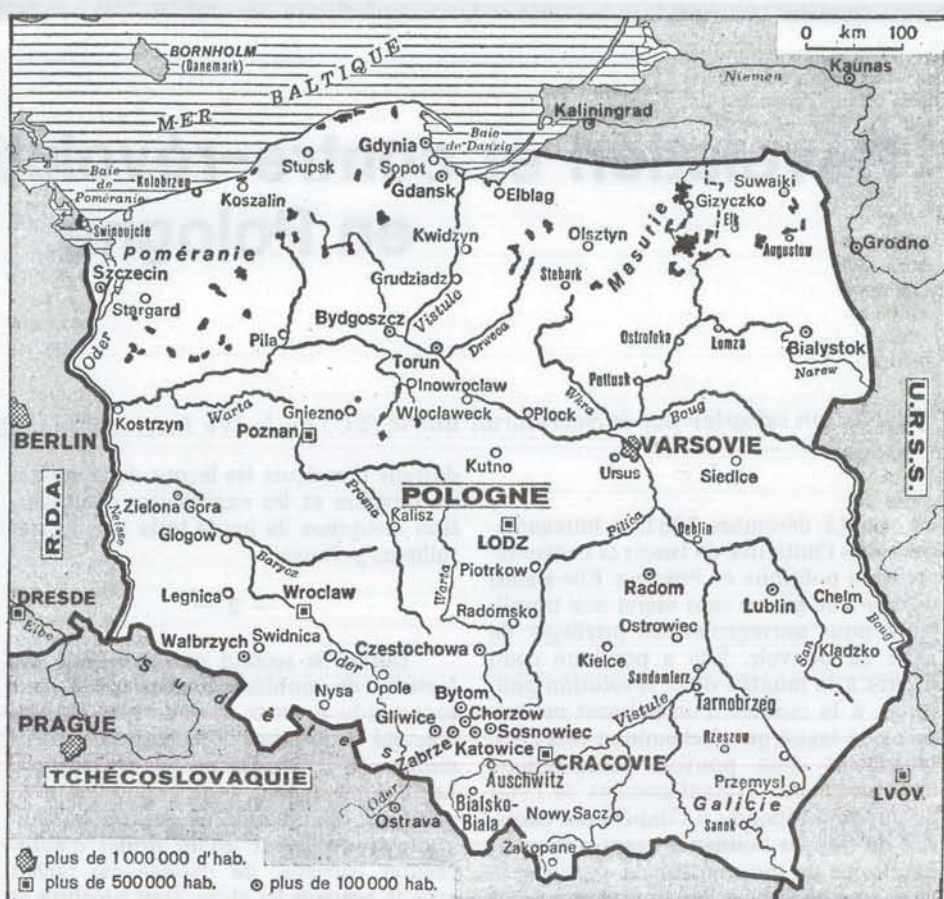
Si la force soudaine et l'ampleur du mouvement l'avaient surpris et contraint à apposer sa signature au bas des accords de Gdansk, il n'a cessé de les remettre en cause, de refuser leur codification légale et leur application. Il n'a mis en œuvre aucune réforme effective, aucun « renouveau ». Il a manœuvré. Les concessions effectuées s'inscrivaient dans le cadre d'une politique d'autodéfense immédiate. Il s'agissait pour lui de parer au plus pressé tout en réunissant les éléments de la contre-offensive.

La bureaucratie a montré sa résolution à défendre son monopole du pouvoir politique parce que c'est là la source et la garantie de ses privilèges matériels énormes, que les travailleurs polonais avaient dès le début dénoncés radicalement. De plus, les Jaruzelski et Olszowski, en portant un coup aux masses ouvrières polonaises, protègent aussi les intérêts de l'ensemble de la bureaucratie à l'échelle internationale. Le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) déclaraient ensemble à Varsovie, dès avril 1981 : « Les deux parties ont souligné l'importance exceptionnelle du rassemblement de toutes les forces patriotiques du peuple pour prévenir les menaces qui pèsent sur les conquêtes du socialisme en Pologne, pour riposter aux tentatives des groupes d'opposition d'établir un double pouvoir dans le pays. Le PCUS est solidaire des efforts du POUP pour défendre le socialisme et stabiliser la situation sociale et économique. »

Le cynisme des prétextes invoqués et la violence des accusations portées contre Solidarité, accusé d'être « antisocialiste » et « contre-révolutionnaire », sont à la mesure même des privilèges que le pouvoir bureaucratique veut sauvegarder. Il n'a même pas tenté de démontrer que les 10 millions de travailleurs organisés dans Solidarité voulaient réintroduire l'appropriation privée des moyens de production et du surproduit social. Et pour cause : à de multiples reprises, Solidarité s'est prononcé pour l'appropriation collective, la socialisation des moyens de production. En outre, plus d'un million de membres du POUP étaient devenus membres de Solidarité, ce syndicat qui organisait l'immense majorité des travailleurs manuels et intellectuels.

Par contre, les généraux et divers apparatchiks ne manquent pas d'accuser la classe ouvrière d'avoir voulu « s'emparer du pouvoir ». L'accusation est une dénonciation par elle-même de l'usurpation bureaucratique du pouvoir.

D'ailleurs, aujourd'hui, les centaines de milliers de policiers et de soldats de la seconde puissance militaire du Pacte de Varsovie ne combattent pas des « agents du capitalisme » ni « l'impérialisme », ils emprisonnent et bâillonnent des milliers de représentants des travailleurs. Le pouvoir bureaucratique manifeste ainsi pour les intérêts collectifs de la classe ouvrière le même mépris que celui dont il a fait preuve en conduisant le pays à la faillite économique. Et, lorsqu'il affirme que la loi martiale s'imposait pour sauver l'éco-



nomie du désastre, il avoue à nouveau sa forfaiture. En effet, dans un pays où la propriété privée des moyens de production essentiels a disparu, la lutte contre une crise économique de cette dimension passe nécessairement par le déploiement de l'initiative des travailleurs et de la paysannerie. Or, c'est la guerre à ces travailleurs qu'a déclaré le Conseil militaire de salut national, qui s'avoue dès lors Conseil militaire de salut de la bureaucratie.

b) La bureaucratie disposait d'une base sociale réduite s'effritant toujours davantage, mais elle avait une conscience aiguë de l'enjeu de la bataille et de l'inéluctabilité d'un affrontement. Elle s'y est donc préparée. Par contre, Solidarité, qui rassemblait les forces vives de la nation, n'a pris que tardivement et partiellement la mesure même de la mise en question radicale du pouvoir bureaucratique qu'il nourrissait.

D'une part, se développait un processus de prise de conscience de la nécessité impérieuse de préparer un combat central et de se porter candidat au pouvoir. Mais ce processus était fort inégal et il n'avait pas encore donné naissance à un courant organisé au plan national, alors que des avancées significatives en ce sens se manifestaient au plan régional.

D'autre part, un ensemble de courants actifs et disposant d'une audience importante dans les instances de direction de Solidarité — surtout grâce aux experts — développait une stratégie d'autolimitation du mouvement. Selon eux, cette stratégie devait permettre de repousser les échéances jusqu'au moment où

l'impuissance du pouvoir central permettrait une solution proposée de fait par Solidarité, quels que soient les différents contenus qu'ils souhaitaient lui donner. Au-delà des différenciations qui pouvaient se manifester dans ces secteurs de la direction, aucun d'entre eux ne préparait les travailleurs à battre en brèche la capacité d'action que détenait un pouvoir disposant toujours — malgré son apparente paralysie — d'une force de frappe centralisée et d'une infrastructure (télécommunications, médias, transports, etc.) couvrant l'ensemble du pays.

Tout au long des événements, la hiérarchie catholique, influente dans des cercles dirigeants de Solidarité, n'a eu de cesse de jouer un rôle de médiation entre les forces en présence et de conforter les positions favorables à cette autolimitation. Elle a cherché, par divers compromis, à stabiliser l'instabilité. Elle tirait de ce rôle de médiateur une influence et un poids politique accrus, espérant les mettre à profit pour obtenir de nouvelles concessions du pouvoir en sa faveur, telle la création d'un parti démocrate-chrétien. En revanche, l'issue victorieuse d'une lutte qui aurait fait de Solidarité l'instrument d'une conquête effective de sa souveraineté par le peuple polonais, au plan politique, social et économique, aurait réduit d'autant dans la société le rôle de la hiérarchie ecclésiastique. Cette dernière était consciente de ce défi historique.

— 4 —

Dans le creuset de ce gigantesque mouvement, durant dix-huit mois, une large direction s'est forgée au sein de So-

lidarité. Sur divers terrains, son évolution a été positive. Elle a su enregistrer, à plusieurs reprises, la poussée des travailleurs. Face aux pièges tendus par le POUP, elle a maintenu l'unité d'ensemble du mouvement. Elle a fermement réagi aux mesures répressives du régime. Elle s'est refusée, au-delà d'indécisions et de compromis très partiels, à toute pratique de collaboration d'ensemble avec la bureaucratie. Elle s'est montrée capable d'organiser des discussions démocratiques d'une ampleur exceptionnelle. Nombre des éléments qui la composaient ont connu une progression rapide dans leur capacité de donner des réponses aux problèmes sociaux et économiques.

Néanmoins, une série de faiblesses et de manques perduraient. Ainsi, en mars 1981, face à la provocation de Bydgoszcz, la direction de Solidarité a manifesté sa capacité et sa volonté de préparer la grève générale pour se défendre contre les attaques de la bureaucratie. Mais, finalement, elle a désamorcé cette riposte en n'utilisant pas l'énorme potentiel de force que représentaient ses millions de membres actifs. La grève, interrompue à ce stade de préparation, a été une expérience importante qui n'a pu être faite par les masses.

Depuis l'été 1981, le cumul des effets de la crise économique, du sabotage du pouvoir et de la dynamique des très nombreuses luttes spontanées allait mettre à l'ordre du jour la nécessité d'une réponse positive sur le plan social, économique et politique et celle de la création d'instruments de centralisation des efforts de contrôle social et d'autogestion ouvrière. Face à ce type de tâches, s'est révélée toute l'insuffisance d'une stratégie d'autolimitation. Tactiquement, une telle conception se justifiait, initialement, étant donné la chape de plomb que faisait peser sur le mouvement ouvrier la menace de l'intervention soviétique, l'isolement relatif des travailleurs polonais et le besoin de construire un syndicat majoritaire dans la classe ouvrière. Après des mois d'essor du mouvement de masse, qui avait élevé très haut pour les Soviétiques le prix à payer pour une intervention, cette stratégie a abouti à une impasse. Elle se refusait à prendre en compte les besoins mêmes issus de l'écroulement du système de gestion bureaucratique et de l'activité des masses suscités par la gabe-gie généralisée.

Dès lors, au niveau de la direction, se sont succédés des oscillations et des hésitations. Les principaux porte-parole du syndicat soit étaient contraints, plus d'une fois, de chevaucher des grèves de secteurs combattifs — mais dont les revendications et l'action ne s'affirmaient pas comme une réponse à la désorganisation de la vie économique et à ses conséquences pour la population —, soit devaient prêcher la cessation des mouvements de luttes. Dans les deux cas, le syndicat et sa direction risquaient de perdre un peu de crédibilité et d'autorité auprès des travailleurs en lutte et auprès de fractions de la population qui attendaient une réponse à leurs problèmes. La bureaucratie a cherché à profiter de cette situation.



Rassemblement sur la place du marché de Cracovie en novembre 1980. (DR)

En proposant la « grève active » et en renforçant la coordination des conseils de travailleurs, comme le proposaient, dès l'été, des secteurs encore très minoritaires de Solidarité, le combat aurait acquis une légitimité accrue. Il aurait été porté sur un terrain où la répression bureaucratique était plus difficile. La lutte des masses se serait liée à une volonté d'apporter une solution aux difficultés sociales et économiques. Un nouveau progrès dans l'auto-organisation aurait surgi des impératifs mêmes du combat contre le sabotage et l'impéritie bureaucratiques.

La « grève active » était conçue comme un moyen devant, dans une première étape, donner le pouvoir économique aux travailleurs. Se limiter à cela ne permettait pas de se préparer aux affrontements qui se profilaient à l'horizon. Une telle orientation devait se doubler d'une réponse d'ensemble sur le plan politique qui aurait permis de centraliser les organes d'autogestion (deuxième Chambre de l'autogestion), de préparer une solution alternative au Plan gouvernemental et, dans ce cadre, d'aborder les tâches de l'autodéfense et la préparation à l'affrontement.

Le Ier Congrès national de Solidarité a traduit le contraste entre, d'un côté, l'ampleur du mouvement, son autorité et sa légitimité alternative et, de l'autre, la faiblesse des propositions d'actions susceptibles de coordonner les énergies prolétariennes.

Dès le début novembre 1981, le processus de différenciation dans les rangs de Solidarité s'est accéléré. Les tendances favorables à des initiatives de coordinations régionales des conseils de travailleurs et à la « grève active » se sont renforcées, avant tout au sein des directions syndicales de quelques grandes régions et parmi les travailleurs d'entreprises clés. La mise sur pieds de « gardes ouvrières » a été envisagée. La question du pouvoir devenait si immédiatement à l'ordre du jour que presque tous les membres de la Commission nationale (KK) de Solidarité durent le reconnaître. Ils en ont discuté sans ambages au début décembre, à Radom puis

à Gdansk, tout en constatant, pour la majorité d'entre eux, qu'ils n'étaient pas prêts à y faire face. Toutefois, ils ont continué à penser que la bureaucratie ne disposait pas de la possibilité, à très court terme, de dicter les échéances. Pourtant, le général Jaruzelski comme le Kremlin étaient tout à fait conscients de ce que, si les masses ne disposaient pas encore des instruments aptes à centraliser toutes leurs forces, une maturation politique s'opérait cependant qui favorisait une telle conquête. La direction de la bureaucratie a donc choisi d'intervenir rapidement et brutalement. La centralisation du pouvoir et de la volonté bureaucratique ont permis à la caste parasitaire, même fortement ébranlée, d'imposer son initiative à un mouvement de millions de travailleurs, d'intellectuels, de jeunes, qui n'était pas préparé à lui opposer, à tous les niveaux, son propre contre-pouvoir centralisé.

La disponibilité des travailleurs, comme la dynamique de leur combat, rendait objectivement possible une autre issue. Ce n'est pas dans une faiblesse intrinsèque des masses ou dans une carence de leur volonté de lutte qu'a résidé l'origine de cette absence de contre-pouvoir centralisé. Elle s'est située dans le manque d'un parti politique organisé et conscient, ou du moins d'une tendance révolutionnaire disposant d'une influence nationale, capable de saisir aussi bien la logique objective d'affrontement découlant du combat des travailleurs que la nature véritable de l'ennemi bureaucratique. Son existence aurait grandement limité les effets de désorientation suscités par toutes les manœuvres de diversion — telles les propositions de « concorde nationale » gérée par le POUP, l'Eglise et Solidarité — et la surprise provoquée par une contre-attaque frontale.

Un contre-pouvoir centralisé aurait représenté le cadre nécessaire à une solution de l'affrontement favorable aux travailleurs. Il aurait fallu, à cette fin, que s'affirme dans les organes d'auto-organisation une force révolutionnaire capable d'impulser les initiatives politiques et pra-

tiques pour neutraliser une intervention répressive de la bureaucratie et permettre l'exercice réel du pouvoir par la classe ouvrière.

— 5 —

a) En instaurant l'état de guerre et un Conseil militaire de salut national, la bureaucratie a modifié les formes de sa domination traditionnelle. Elle exprime ainsi la faiblesse extrême de son assise sociale et la crise accentuée des institutions (POUP, Front d'unité nationale, Diète, etc.) fondant son hégémonie politique.

Le POUP est l'un des « partis communistes » au pouvoir qui a été le plus soumis à des chocs répétés. Après les expériences de Wladyslaw Gomulka en 1956 et de Edward Gierek en 1970, la carte du « renouveau » du parti et de « l'homme providentiel » était très difficile à jouer. La brève carrière de Stanislaw Kania illustre la précarité des solutions de rechange cherchées dans la continuité des expériences passées.

Sous le choc de l'essor des masses, le parti, gonflé et miné par la corruption, s'est désagrégé. Il a fallu exclure des milliers d'apparatchiks. Selon les chiffres officiels, sous-estimant la réalité, 400 000 membres ont rendu leur carte et environ un million de membres ont adhéré spontanément à Solidarité (le parti comptait 3 millions de membres, dont 45 % d'ouvriers, concentrés en particulier dans les 170 grandes usines devenues les places fortes de Solidarité). De nombreuses sections du POUP des grandes usines se sont dissoutes ou ont été dissoutes de fait, parce que les travailleurs refusaient de continuer à les financer sur le budget de leur entreprise. Le IXe Congrès, dit de « renouveau », du POUP a fait long feu. Les initiatives des fractions qui refusaient ouvertement tout compromis, comme le « Forum de Katowice », ont rencontré d'extrêmes difficultés pour accroître leur influence. Bien que disposant des ressources de l'appareil d'Etat et s'appuyant sur l'aide du Kremlin, le POUP apparaissait désorienté et même paralysé. Il n'était pourtant pas prêt à lâcher les rênes du pouvoir. Sa capacité de réaction de bête traquée a été sous-estimée par des milliers de militants de Solidarité.

A l'affaiblissement très grand du POUP s'est ajoutée une perte relative de son contrôle sur la Diète. Comme en Tchécoslovaquie, lors du Printemps de Prague, on a assisté à un processus d'autonomisation initial du Parlement. Les partis traditionnellement inféodés au pouvoir commencent à prendre quelques distances à l'occasion de tels séismes sociaux. Ainsi, le 3 octobre, la Diète a-t-elle refusé d'adopter les mesures d'urgence proposées par le général Jaruzelski, alors déjà Premier ministre, tout en lançant un avertissement sévère à Solidarité pour que soit mis fin aux grèves.

b) Cette double crise institutionnelle ne laissait comme dernière issue que le recours à l'armée, au « parti en uniforme », instrument fiable pour des actions plani-

fiées et centralisées de contre-offensive de la caste bureaucratique. Dans ce domaine, l'armée a agi en étroite liaison avec les forces armées de l'URSS.

Depuis 1980, quasiment sans discontinuité, le Pacte de Varsovie, sous l'égide des maréchaux soviétiques, a multiplié les manœuvres militaires combinées. Dans le cadre même de ces opérations militaires, se préparait la mise en place d'un système de télécommunications parallèle devant permettre l'isolement de la Pologne et l'interruption de toutes les communications intérieures. Des rencontres au plus haut niveau se sont multipliées à l'automne 1981, entre les militaires polonais au gouvernement et les dirigeants politiques et militaires du Kremlin.

L'accession, le 18 octobre 1981, du ministre de la Défense et Premier ministre, le général Jaruzelski, à la tête du POUP, reflétait ce glissement vers une domination bureaucratique s'appuyant ouvertement et directement sur l'appareil de répression militaro-policière. Elle annonçait la préparation d'une contre-attaque d'envergure. Mais le sens effectif de cette nomination a été loin d'être compris dans la direction de Solidarité. Certains de ses membres pensaient même que « la situation serait meilleure qu'avant » (Lech Walesa). Selon eux, un interlocuteur effectif existerait ainsi et éloignerait dès lors la menace d'une intervention soviétique militaire directe.

Le 19 octobre, une réunion du Conseil militaire du ministère de la Défense précisait « les tâches des forces armées polonaises, à partir de la résolution du POUP du 18 octobre ». Déjà en septembre, un plan prévoyant la présence de soldats dans les mines, pour « aider à la production », avait connu un début limité de réalisation. Le 18 octobre, la prolongation de deux mois du service militaire pour le contingent sous les drapeaux était décidée. Les généraux, tous membres du POUP, ne voyaient pas d'un bon œil l'arrivée de jeunes recrues ayant vécu directement l'expérience de lutte des mois précédents. Le nombre de réformés a été particulièrement important durant cette période. Le 23 octobre, c'est Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, qui annonçait l'envoi de 883 unités militaires, de 3 à 4 personnes, avec systématiquement un officier, à travers tout le pays pour « résoudre les conflits locaux et prendre des mesures contre les carences de l'administration locale ». En réalité, ce déploiement de l'armée, qui durera quelques semaines, devait lui faciliter la préparation d'une prise en mains directe de l'appareil administratif et la mise en place d'un plan répressif ajusté et efficace.

Enfin, le 2 décembre, la milice a attaqué l'Académie des élèves-pompiers occupée avec l'appui de Solidarité. Ce mouvement reflétait directement l'impact de Solidarité dans un secteur des forces militarisées. Le général Jaruzelski et ses pairs se devaient de réagir. En brisant cette occupation par la force, ils ont choisi de tester la détermination de Solidarité sur un terrain non directement lié à la classe ouvrière, mais dont la nature en fai-

sait une plaque sensible pour le pouvoir. La direction de Solidarité a hésité à lancer immédiatement une riposte générale, dans la ligne de ce qu'elle avait préparé en mars 1981. Dès lors, le pouvoir en a profité et a relancé ses attaques véhémentes contre le « coup d'Etat » et la « liquidation des communistes » prétendument préparés par Solidarité. La direction bureaucratique, quelles que soient ses faiblesses, a compris à ce moment-là qu'elle pouvait prendre le risque de pousser à l'épreuve de forces sur le terrain, et au moment qu'elle jugerait le plus favorable. Le samedi 12 décembre à minuit, alors que les travailleurs étaient hors de leurs usines, le POUP et ses généraux ont imposé brutalement le silence à la classe ouvrière.

c) L'appareil bureaucratique, pour assurer sa survie, a réorganisé son monopole du pouvoir en devant prendre appui, sans aucun camouflage, sur les forces paramilitaires et les unités spécialisées de l'armée, appuyées par le contingent. Mais il ne s'agit pas de l'entrée sur la scène politique d'un troisième acteur indépendant de la bureaucratie et du POUP, et qui serait l'armée. Le corps des officiers supérieurs représente le noyau dur du parti. Tous les généraux et les colonels sont membres du parti et leur immense majorité est diplômée des académies militaires de l'URSS. Ainsi, le général Jaruzelski est premier secrétaire du POUP, parti investi par la Constitution polonaise du rôle dirigeant dans la société. Siwicki, chef d'état-major et vice-ministre de la Défense, a été nommé le 28 octobre dernier au Bureau politique (BP) ; Milewski, chargé aujourd'hui de la sécurité intérieure est aussi membre du BP ; Kiszczak, patron du 2e Bureau polonais, est à la tête des « forces opérationnelles » de sécurité et est un collaborateur du général Jaruzelski à la direction du POUP. D'ailleurs, depuis le printemps 1981, le rôle des militaires dans la « section des cadres » du POUP s'était élargi.

Cette interpénétration entre les sommets du POUP et les sommets de l'armée écarte l'idée de l'émergence d'une « troisième force ». Néanmoins, l'actuel changement du système de domination de la bureaucratie traduit la très profonde perte de légitimité du POUP et la rupture extrême entre la caste bureaucratique et les forces vives de la nation. C'est là l'expression d'une nouvelle étape dans la crise de la dictature bureaucratique.

Pour l'URSS, l'établissement de l'état de guerre par la milice et l'armée nationale polonaise constituait la solution la moins coûteuse, sur tous les plans, pour tenter d'obtenir la normalisation. Que l'autonomie des forces militaires polonaises ne soit qu'apparente, c'est un fait, mais cette apparence a son importance au plan politique national et international.

— 6 —

a) L'objectif immédiat du Conseil militaire de salut national était de briser Solidarité en tant qu'appareil organisé na-

tionalement — appareil d'ailleurs peu préparé politiquement et donc organisationnellement à ce type de choc — et d'intimider suffisamment un secteur assez large de la population pour le persuader de la vanité de toute résistance. En outre, il a répandu l'idée que ce coup de force était la dernière chance d'éviter une intervention soviétique directe.

L'illusion existait — même au sein de Solidarité — que l'armée polonaise ne pourrait que frapper un gros coup de poing sur la table, sans changer grand chose à la situation. Or, toutes les mesures décrétées depuis le samedi 12 décembre à minuit sont là pour prouver, brutalement, le contraire : rafle massive des dirigeants et militants de Solidarité, arrêtés pour la plupart à leur domicile ; arrestations aussi d'intellectuels et d'étudiants ; dissolution de Solidarité rurale, des organisations étudiantes, de l'Association des journalistes, voire de l'Union polonaise des chasseurs s'ajoutant à celle de Solidarité ; « suspension » des trois organisations catholiques existantes ; mise à sac des locaux de Solidarité et d'autres organisations ; interruption des télécommunications urbaines, interurbaines et internationales ; autorisation de paraître aux seuls journaux du parti (*Trybuna Ludu*) et de l'armée (*Zolnierz Wolnosci*) ; radio et télévision placées sous le contrôle des forces de police ; déplacements dans le pays et vente d'essence interdits ; militarisation des secteurs clés de l'économie et assujettissement à la loi martiale de ceux qui y travaillent.

La bureaucratie comptait sur l'effet de surprise et sur une utilisation directe des seules forces de répression paramilitaires intimement intégrées aux mécanismes de distribution des privilèges du régime bureaucratique. Ces troupes, de la milice aux gardes-frontières, forment un corps de 350 000 fonctionnaires en uniforme et en civil.

Elle a ajouté à l'instrument répressif direct les ressources que lui procure son contrôle sur les fournitures de première nécessité (denrées alimentaires et habillement). Elle a instauré le travail obligatoire. Ainsi, tous ceux qui ne disposaient pas d'un emploi « normal » ont-ils dû se présenter à l'administration et accepter le poste qui leur a été assigné. Il s'agit là d'un moyen de dépister ceux qui avaient comme emploi un poste de permanent syndical (ils étaient 40 000 à Solidarité). Elle a introduit, sous le couvert de l'autonomie financière des entreprises, un rapport entre les résultats de la production et les salaires afin de miner la résistance passive des ouvriers et de les diviser. Les directions d'entreprises, avec l'aide de commissaires militaires, ont organisé l'échange des laissez-passer, licencié massivement et réengagé de façon sélective. Dans l'administration comme dans les entreprises, les salariés ont dû signer des déclarations de loyauté pour conserver ou retrouver un emploi. Des procès, dans la tradition stalinienne, ont été organisés, où l'accusation n'a pas à être motivée et où la peine est sans appel.

b) Compte-tenu du degré encore limité de la centralisation de l'auto-organisation et du manque de clarté politique des cercles dirigeants de Solidarité, une riposte rapide et coordonnée à un tel train de mesures était impensable. De fait, le coup de force lui-même s'est nourri de ces faiblesses. Cependant, la réaction spontanée des travailleurs polonais, qui a été de qualifier le quadrillage militaire du pays par les forces polonaises comme une occupation traduit l'échec politique de la tentative de justification d'un coup de force à couleur nationaliste.



L'extraordinaire élan du mouvement de masse et le refus viscéral de la restauration de l'ordre bureaucratique ont conduit à un essor semi-spontané des grèves et à une résistance très ample : plus de quinze jours de grève et d'occupation dans les mines de Silésie (bastion de Solidarité avec 1,5 million de membres) ; grèves, occupations et heurts dans des centaines d'entreprises et dans les villes les plus importantes : Varsovie, Katowice, Gdansk, Lublin, Wrocław, Łódź, Radom, Poznań, Elbląg, Gdynia, Toruń, etc. ; des appels à la grève générale ont été lancés par des comités d'entreprises phares (Ursus, Huta Varsovie, chantiers navals Warski à Szczecin) et par cinq membres de la Commission nationale (KK) de Solidarité, le 14 décembre. Ils déclaraient : « En accord avec les résolutions adoptées par la KK le 4 décembre à Radom et le 12 décembre à Gdansk (...) nous répondons à la violence par la grève générale (...). Aucun syndicat, aucune organisation ne peuvent laisser, sans réagir, leurs dirigeants être victimes de la répression, privés de leurs droits, ni voir limiter les libertés des citoyens (...). En entreprenant cette grève, nous rappelons la nécessité de faire preuve de discipline et de calme, de respecter la propriété de l'Etat et d'éviter autant que possible un affrontement non nécessaire avec les forces de sécurité. »

Les étudiants comme les intellectuels qui refusaient de se compromettre avec le régime ont manifesté aussi leur opposition (manifestation défiant la milice, distribution de tracts pour commémorer la lutte de 1970). Pour neutraliser certains retranchements plus solides de la résistance, le Comité militaire de salut national n'a pas hésité à lockoutter jusqu'au 4 janvier les travailleurs des chantiers navals Warski de Szczecin et des chantiers navals de Gdansk.

Après une première phase de résistance plus active, a pris forme une *résistance passive*. Les travailleurs cherchent à utiliser au maximum la maîtrise qu'ils ont de l'appareil de production pour mettre en échec le projet de normalisation conduit à la pointe des baïonnettes par la bureaucratie. Ils cherchent à faire tourner à vide une partie de la machine économique que les commissaires militaires voudraient relancer. Ils tentent d'isoler ceux qui collaborent avec le régime et de faire la preuve que cet appareil de production, formellement « propriété du peuple », ne peut en aucune façon fonctionner de manière satisfaisante contre la volonté expresse des travailleurs.

Dans la résistance elle-même, Solidarité utilise ses traditions d'organisation et de lutte au niveau de l'entreprise comme les milliers d'astuces d'opposition passive expérimentées depuis des années par les travailleurs (application scrupuleuse des règlements, surtout quand ils sont absurdes, respect absolu des limitations mises à toute initiative ouvrière). Ce refus de participer devient un facteur de désordre latent qui mine profondément l'image d'un pouvoir qui se veut d'ordre. Cette opposition peut permettre des actions multiformes favorables à la constitution de réseaux clandestins qui s'alimentent du crédit total de la caste bureaucratique, de son enracinement social tenu et des espaces « libres » constitués dans les usines et dans les églises.

« *L'esprit de Solidarité* » — selon les termes des appels clandestins du syndicat — s'est déjà manifesté dans l'organisation de l'appui aux prisonniers et à leurs familles, ce qui constitue une opposition déclarée à la dictature bureaucratico-militaire. Des actions directes contre la milice, certes restreintes, peuvent aussi prendre forme, d'autant plus qu'elles puiseront leur motivation dans l'esprit de la « lutte contre l'occupant ».

Ce type de résistance passive, sur une échelle aussi large, ne peut durer au-delà d'un certain temps. Les contraintes de la vie sociale et économique quotidienne et les lézards qu'elles provoquent dans le front soudé de l'hostilité au régime en diminuent, à la longue, l'intensité et la portée. Il n'est cependant pas totalement exclu que cette résistance se combine avec quelques explosions de masse, fragmentées, contre des mesures sociales et économiques d'une grande brutalité et qui viendraient s'ajouter à la loi martiale. Mais toute mobilisation large et ouverte contre le régime nécessiterait un minimum de perspective d'ensemble.

Quels que soient les divers épisodes de la résistance, il ne fait pourtant pas de doute que l'ampleur même du mouvement des travailleurs organisés dans Solidarité implique qu'il ne puisse être totalement liquidé. Toute une génération de jeunes travailleurs, étudiants et intellectuels vient de faire une expérience relativement longue d'organisation et de combat. De plus, les quatre ans de préparation à cette lutte — qui se résument pour l'essentiel dans l'histoire du Comité d'auto-défense sociale - KOR et des réseaux ou-

vriers liés au bulletin *Robotnik* (l'Ouvrier) — ont conquis un prestige énorme à la lumière même de l'émergence de Solidarité. Ainsi, au-delà de la démoralisation qui peut toucher de nombreux militants, il ne fait pas de doute qu'une action souterraine de résistance et de réorganisation se déploiera, qu'une continuité se confirmera. Au cours de nouvelles phases de combat contre la dictature bureaucratique, de nouveaux cadres se sélectionneront. Des clarifications politiques s'opéreront. Il y a là une différence importante avec ce qui s'est produit en Hongrie après 1956 et en Tchécoslovaquie après 1968. Cela d'autant plus que le niveau de crise économique atteint par l'ensemble des régimes bureaucratiques est sans précédent, sans comparaison avec les années 1960 et 1970.

— 7 —

Après plus de trois semaines de loi martiale, de contrôle absolu sur les moyens de communications, d'utilisation de toutes les ressources de l'appareil d'Etat, le Comité militaire de salut national n'a pas réussi à obtenir le ralliement de dirigeants de Solidarité. Il se trouve contraint de taire le nom de quelques dirigeants subalternes avec lesquels il affirme négocier. Il n'a pu obtenir de résultats malgré toutes les pressions exercées sur Lech Walesa, emprisonné pour « discuter » de l'avenir du mouvement syndical indépendant et autogéré « dans le cadre des principes constitutionnels ». Aucun secteur de l'intelligentsia n'a encore accepté de soutenir le rôle de « sauveur de la nation » que s'arroge la dictature. Cette dernière n'a même pas tenté d'organiser des manifestations factices de soutien, coutume pourtant chère aux stalinien.

Par contre, les revanchards de tout poil n'ont pas trouvé mieux, pour tenter de faire vibrer la corde nationaliste, que de lancer une nouvelle et ample campagne antisémite. Il est vrai qu'elle trouve ses chefs d'orchestre au sommet du régime, avec les Olszowski et les Gornicki, porte-parole et conseillers du général Jaruzelski.

Tout fait donc ressortir l'isolement sans précédent du pouvoir, le fossé entre ceux qui « sauvent la nation » et la nation elle-même.

L'impasse dans laquelle se trouve le régime est manifeste, mais l'essentiel est préservé : sauvegarder le pouvoir, fondement des privilèges de la bureaucratie. Tous les efforts de celle-ci, dans la phase à venir, vont tendre à sortir de cette impasse, tout en maintenant le contrôle policier le plus rigoureux sur le pays.

Dans cette besogne, elle compte sur l'aide que peut lui apporter la hiérarchie catholique. Elle attend aussi de ses créanciers impérialistes une attitude tout à fait compréhensive, puisque « l'ordre est rétabli ». Le Conseil militaire de salut national multiplie les déclarations sur sa volonté de « ne pas revenir sur les principes fondamentaux du processus de démocratisation ». Cela devrait conforter la modération du Vatican et de ses acolytes polonais et faciliter politiquement la tâche du chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt.

Dans les nouvelles conditions établies par l'état de guerre, le Conseil militaire de salut national tente — une fois de plus — de diviser les travailleurs, de passer un accord de façade et de relancer un syndicat « indépendant » ... de l'expérience de Solidarité. Il tentera, pour les besoins mêmes du fonctionnement du système socio-économique existant en Pologne, de créer les conditions d'une hégémonie politique ne reposant pas directement et ouvertement sur la force des baïonnettes. De plus, pour le moyen terme, les dirigeants du Kremlin ne peuvent s'accommoder d'une situation où la seconde armée du Pacte de Varsovie se verrait absorbée par des tâches plus directement politiques, et dont les effets de démoralisation seraient incontestables et limiteraient de ce fait sa capacité opérationnelle dans le cadre de ce Pacte.

Mais une modification des rouages actuels de domination et une réorganisation de la scène politique nécessiteraient une série de préconditions, fort difficiles à réunir :

— Une stabilisation effective du parti, qu'il porte le nom de POUP ou un autre, et un minimum de crédibilité pour cette formation. L'instauration de l'état de guerre et la répression contre les travailleurs a conduit à une nouvelle hémorragie de ses membres ouvriers. La bataille conduite par les revanchards des ex-« forums » ne se fait pas seulement contre les militants de Solidarité, mais aussi contre tous les membres du POUP qui s'étaient montrés faibles ou avaient collaboré avec le syndicat indépendant. La purge va bon train. La reconstruction du parti risque d'être pénible. Pourtant, l'effort est systématique pour réactiver les structures du parti, le faire réapparaître et équilibrer la distribution des rôles de dirigeants publics entre les généraux et les Rakowski, Kubiak, Barcikowski et Olszowski. Le mercredi 16 décembre déjà, Olszowski faisait savoir publiquement que le parti « appuyait ces mesures énergiques qui étaient indispensables pour sauver le régime socialiste ».

Des membres du POUP participent à des « comités de citoyens pour le salut national », c'est-à-dire qui coopèrent avec la police. En fait, la seule perspective du parti semble être d'incarner l'ordre établi. Il retrouvera par là son statut légal mais pas de légitimité.

— Tout projet de recomposition politique un tant soit peu viable nécessiterait une situation économique bien meilleure. De plus, le coup de force, sur ce terrain devait précisément permettre d'imposer un vaste plan d'austérité, avec le chômage, les hausses de prix, les limitations des dépenses sociales, l'accroissement de la discipline du travail qui en découlent. Les premiers décrets du Conseil militaire de salut national annonçaient une telle orientation. La situation économique, par elle-même, nourrit un mécontentement permanent. Dans ce cadre, un syndicat « indépendant » étroitement surveillé, cogérant les projets du régime, ne trouverait aucun écho auprès du gros des travailleurs.

Certes, l'autre facette d'une telle réforme économique, à côté de l'austérité pour les masses, consistera à réserver aux

Le général Jaruzelski à la tête du défilé du 1er mai 1981 à Varsovie. (DR)



directeurs et au personnel d'encadrement la plus grande part des primes prévues. Par ce biais, les dirigeants actuels pourraient chercher à s'attacher une base sociale et à se présenter comme partisans d'un « renouveau » économique. Mais, une fois de plus, cette perspective n'a une chance de réussite que dans la mesure où la résistance déclinerait très fortement et où la démoralisation gagnerait en profondeur. Alors seulement pourrait être levé le contrôle social policier et l'hyper-centralisation du régime actuel, contradictoires avec la logique interne d'une politique économique à la Janos Kadar, qui n'avait d'ailleurs pas non plus démarré dès le lendemain de 1956 en Hongrie.

Enfin, si les difficultés d'approvisionnement actuelles et le refus de déstockage de produits de l'agriculture et de l'élevage de la part des paysans devaient se prolonger, la réquisition des produits agricoles deviendra nécessaire. Le fossé s'élargira encore plus entre les paysans et le régime. Alors s'évanouiront les espoirs de s'en attacher une partie par le biais de quelques concessions (prix d'achat des produits, livraisons avantageuses d'engrais, etc.).

— La hiérarchie de l'Eglise reste une des cartes maîtresses que le général Jaruzelski doit s'assurer. Il s'est déjà félicité de son rôle modérateur. Le coup de force a placé les sommets de l'Eglise dans une situation délicate. Depuis 1956, ils avaient obtenu toute une série d'avantages et de privilèges (argent, infrastructure, imprimeries, presse, organisations propres, possibilité accrue d'éduquer des jeunes et d'influencer la population). Pour le Vatican, l'Eglise polonaise représentait une place-forte et une tête de pont dans les « pays de l'Est ». A Rome comme à Varsovie, on craint qu'une résistance plus active des ouvriers ne conduise à de violents affrontements et que — les Soviétiques se mêlant plus encore des affaires polonaises — toutes ces concessions ne soient annulées.

Voilà la base matérielle de la recherche constante par Mgr Glemp, le primat de Pologne, d'une solution de compromis. Mais ce compromis n'est pas à portée de la main, non seulement parce que le pouvoir n'a pas grand chose à offrir, mais parce que là réside le risque d'une cassure avec les travailleurs que l'Eglise influence. Les tensions au sein même de l'Eglise le manifestent, d'autant plus qu'aujourd'hui les églises sont utilisées comme lieux de l'organisation de la résistance.

Il était donc certainement plus facile de proclamer l'état de guerre que de lui faire succéder la normalisation. Jamais une bureaucratie, sur une échelle aussi large, n'a dû réorganiser son système de pouvoir à tous les niveaux, depuis celui des entreprises jusqu'au plan gouvernemental, en passant par les régions.

— 8 —

a) L'instauration de l'état de guerre porte un coup grave à l'ensemble du prolétariat international. Le combat des millions de travailleurs de Solidarité, depuis



Patrouille de l'armée polonaise dans les rues de Varsovie. (DR)

août 1980, était une des pointes les plus avancées des luttes du prolétariat à l'échelle mondiale. Il représente une expérience sans précédent dans l'histoire de la lutte contre la dictature bureaucratique et dans la volonté ouvrière de socialisation effective des moyens de production et de la richesse sociale.

Le désastre économique et social en Pologne, avant l'essor des mobilisations ouvrières, illustre déjà combien la caste bureaucratique mine les fondations de la construction d'une société socialiste. La bureaucratie a aggravé toutes les disproportions de base de l'économie : celle entre l'industrie et les ressources énergétiques, celle entre l'industrie et l'agriculture, celle entre la production matérielle et les services sociaux. Elle a accentué la dépendance par rapport à l'économie capitaliste internationale en provoquant un endettement énorme. Elle a développé la gabegie, le gaspillage, la corruption, l'irresponsabilité généralisée et l'inégalité sociale. De véritables « fiefs », aux mains de cliques bureaucratiques particulières, sont apparues dans l'industrie, et la planification ne pouvait que s'en ressentir. Tout cela a débouché sur une crise d'envergure, perceptible dès 1979. Le général Jaruzelski et Leonid Brejnev, en supprimant tous les droits démocratiques conquis par les masses polonaises, en interdisant les syndicats et les grèves, ont une fois de plus prouvé leur volonté farouche de bloquer tout progrès vers le socialisme.

Dans ce combat entre un gouvernement bureaucratique et les masses, nous avons été et nous sommes totalement du côté des masses. L'Etat ouvrier ne subissait aucun assaut de l'impérialisme pour restaurer le capitalisme. Aucune force sociale consistante ne voulait réintroduire l'appropriation privée du surproduit social et n'aurait même pu mettre en pratique un tel projet, face à des millions d'ou-

vriers qui voulaient gérer directement les usines. La bureaucratie et sa dictature, qui ont usurpé le pouvoir au sein de l'Etat ouvrier étaient, elles, par contre, attaquées. Le prolétariat tendait à mettre en question radicalement le pouvoir d'une minorité privilégiée, défendue par tout un appareil de répression. L'élimination de la caste bureaucratique ne pouvait que renforcer et non pas affaiblir la propriété collective, renforcer et non pas affaiblir la classe ouvrière à l'échelle internationale. La liquidation du pouvoir bureaucratique aurait démontré, pratiquement, aux yeux des masses du monde entier, que l'économie et la société pouvaient être dirigées par l'ensemble des travailleurs, et non pas autoritairement et arbitrairement par une minorité bureaucratique. Un pas de géant vers la socialisation substantielle de l'économie, vers le socialisme, aurait été accompli.

Voilà ce qui explique, en substance, la Sainte-Alliance qui s'est faite, de Wall Street au Kremlin. Les travailleurs polonais empêchaient de coexister en rond, il fallait mettre fin à leurs prétentions immodérées.

Le Kremlin n'a pu que se féliciter de voir ses « conseils » appliqués avec diligence, sans être contraint de participer directement et massivement à la répression. Le prix d'une telle participation aurait été très lourd, tant du point de vue politique que matériel. Le général Jaruzelski et les siens, en essayant de casser les reins de Solidarité, ne défendent pas que leurs propres intérêts, ils défendent ceux de l'ensemble des régimes bureaucratiques. La sensibilité de la presse soviétique à l'« Appel aux travailleurs de l'Est » l'a bien montré : « Au Congrès de Solidarité, à Gdansk, les forces anti-socialistes, inspirées par les services spéciaux américains, ont annoncé une croisade contre le socialisme en Pologne et dans l'ensemble de la communauté socialiste en adoptant le fa-

meux "Appel aux peuples de l'Europe de l'Est". » (*Pravda*, 25 décembre 1981). L'Allemand de l'Est Heinrich Honecker a avoué que « l'évolution en Pologne au cours des mois écoulés suscitait une inquiétude croissante, chez nous, communistes ... ». Le réflexe d'autodéfense de la bureaucratie a fonctionné à plein. La solidarité de caste est complète : voilà ce qu'ils osent appeler « internationalisme prolétarien ».

Ces dernières années, la direction cubaine s'est engagée dans un soutien actif aux révolutions en cours en Amérique centrale. Elle appuie toujours l'Angola contre les opérations militaires d'envergure des racistes sud-africains. Pourtant, dans le cas de la Pologne, la presse quotidienne cubaine a repris fidèlement les thèmes favoris de l'agence soviétique *Tass*. Elle a ainsi apporté son soutien à la « lutte » engagée par le Conseil militaire de salut national « contre le chaos et les éléments contre-révolutionnaires pour sauvegarder les structures socialistes » (*Granma*, 19 décembre 1981). Elle présente Solidarité comme étant manipulé par l'impérialisme. Les dirigeants du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua ont suivi la direction cubaine dans cette voie. Ces explications et ces informations truquées ne peuvent que méséduquer la classe ouvrière et l'avant-garde cubaines et nicaraguayennes en matière d'internationalisme prolétarien. Elles ne peuvent que renforcer le blocage de tout progrès vers une effective démocratie socialiste. Cette orientation va avoir de graves répercussions sur la conscience politique de l'avant-garde ouvrière dans toute l'Amérique latine. Elle va créer des obstacles pour la défense efficace de la révolution centro-américaine, ainsi que pour celle de l'Etat ouvrier cubain contre l'agression impérialiste.

b) Le cynisme des forces impérialistes face à l'imposition de la loi martiale a peu d'égal dans le passé. Le lundi 14 décembre, le *Figaro* écrivait : « Le général Jaruzelski ne pouvait agir autrement qu'il l'a fait dans la nuit du samedi à dimanche. C'est le dernier pari de la Pologne indépendante. » Le *Washington Post* du même jour lui faisait écho : « Le général Jaruzelski a tenté un ultime effort pour éviter l'affrontement. C'est une dernière chance pour la Pologne. » Le porte-parole du gouvernement de la RFA affirmait : « Concernant la situation en Pologne, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Helmut Schmidt, estime nécessaire de déclarer ceci : "L'important est que la crise en Pologne soit contrôlée." »

Les 27 milliards de dollars d'endettement de la Pologne envers l'Ouest, dont plus de 16 milliards auprès de banques privées, motivaient sérieusement les cercles dirigeants impérialistes pour soutenir le « retour à l'ordre ». Les 450 banques concernées avaient réclamé avec insistance l'application d'un vaste programme d'austérité et suggéré, par là-même, une reprise en mains. La « solution Jaruzelski » permet, selon elles, d'avoir enfin un « interlocuteur responsable » dans un

« pays responsable ». Le *Wall Street Journal* l'avoue sans fards : « La plupart des banquiers pensent qu'un gouvernement autoritaire est bon parce qu'il impose la discipline. » Cette discipline est nécessaire pour que les banques impérialistes puissent continuer à transférer une partie de la richesse produite par les travailleurs polonais dans leurs coffres. Et le Conseil militaire de salut national n'a pas attendu longtemps pour répondre aux espoirs des gouvernements et banquiers impérialistes : des dizaines de millions de dollars sont immédiatement tombés dans leur escarcelle. C'est là quelque chose qui pèse plus que tous les droits démocratiques. D'ailleurs, pourquoi les impérialistes défendraient-ils le droit de grève et les syndicats, eux qui lancent partout des programmes d'austérité et cherchent sans cesse à porter atteinte à la libre activité des syndicats ? Ainsi, un même fil conducteur guide toutes les déclarations des forces bourgeoises et impérialistes : les travailleurs polonais sont allés trop loin, ils n'ont pas su se plier aux exigences de l'austérité ; dans ce sens, ils portent la responsabilité de ce coup d'Etat ; l'ordre et la discipline en Pologne, c'est un ordre, une discipline (prétendument) exigés par les lois de l'économie, en général, et du remboursement de la dette aux banques occidentales, en particulier.

Les puissances impérialistes, et plus spécialement les Etats-Unis, vont utiliser pleinement la contre-révolution bureaucratique lancée par la bureaucratie polonaise et soviétique :

— Washington, prétextant la nécessité de résister à « l'intervention soviétique » et au « totalitarisme », va profiter de la conjoncture internationale pour accroître son aide aux dictatures sanguinaires d'Amérique centrale, renforcer la coordination de l'intervention contre-révolutionnaire au Salvador et contre les révolutions au Nicaragua et à Grenade.

Ronald Reagan illustre cette politique impérialiste lorsqu'il réclame la levée

Derrière le tank, ce cinéma de Varsovie affiche le film « Apocalypse Now ... » (DR)



définitive de toutes les restrictions à l'aide militaire à la dictature turque, bastion de l'OTAN, au moment où il redouble de démagogie sur la défense de la liberté ... dans le camp adverse. Israël, comme en 1956, a froidement utilisé le climat créé par la déclaration de l'état de guerre en Pologne pour annexer le plateau du Golan.

— Une campagne est lancée par les divers gouvernements impérialistes pour justifier leur effort de remilitarisation, avec les coupes budgétaires au plan social qui l'accompagnent. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy lui-même en a profité pour annoncer la mise en chantier d'un septième sous-marin atomique français. Les généraux polonais, le POUP et le Kremlin ont offert l'occasion rêvée à la réaction pour tenter de battre en brèche les mobilisations antimilitaristes qui s'étaient développées conjointement à l'essor de la lutte des masses polonaises.

— Enfin, la bourgeoisie fera flèche de tout bois, sur le plan politique et idéologique, pour essayer, avec l'appui inestimable des bureaucraties syndicales et des forces réformistes, d'enfermer les travailleurs des pays capitalistes dans le dilemme : soit l'austérité dans la « démocratie », soit le risque d'une « société totalitaire » imposant pareillement l'austérité. La bourgeoisie utilisera ce dernier argument pour renforcer sa propagande antisocialiste et anticommuniste.

La simple évocation des arguments tirés du « coup de Varsovie » par les forces impérialistes suffit à indiquer sa portée à l'encontre des intérêts du prolétariat international.

Le concert anti-ouvrier des forces impérialistes était harmonieux. Mais, dans un contexte marqué par la crise économique et les développements de la révolution coloniale, la « crise polonaise » a suscité une nouvelle exacerbation des contradictions inter-impérialistes. La bourgeoisie allemande, en tête des puissances impérialistes européennes, résiste à une escalade de guerre froide qui mettrait en péril ses intérêts économiques par rapport aux marchés des démocraties populaires et de l'URSS. Elle s'est présentée, dans l'immédiat, comme le principal dispensateur d'une aide économique à la Pologne ; elle s'est proclamée le défenseur le plus résolu du maintien des accords de l'après-guerre entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin en Europe. Ces accords visent en substance à maintenir le capitalisme en Europe occidentale et l'emprise de la bureaucratie du Kremlin sur les démocraties populaires.

— 9 —

Les réactions des partis sociaux-démocrates et des partis communistes face à la défaite infligée au prolétariat polonais ne peuvent être saisies qu'au travers du prisme de la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme.

Au-delà des positions très différentes face à l'imposition de l'état de guerre, les appareils réformistes ont toujours mani-



Manifestation de commémoration de la répression des émeutes de 1970, le 16 décembre 1980 à Gdansk. (DR)

festé soit les plus extrêmes réticences, soit une opposition plus ou moins ouverte vis-à-vis du combat des travailleurs polonais. La dynamique de la lutte qui se déroulait en Pologne contestait trop radicalement aussi bien leur domination bureaucratique sur le mouvement syndical que leur politique de capitulation devant les exigences d'austérité de la bourgeoisie. Dans cette réserve ou cette opposition pouvaient, en quelque sorte, se lire une solidarité de bureaucrates. De plus, les appareils réformistes utiliseront la défaite des travailleurs polonais pour mettre en garde contre un affrontement central avec l'ennemi de classe, qui déboucherait inéluctablement sur l'instauration d'un « Etat fort ». Ils justifieront ainsi leur politique de collaboration de classe.

a) Face au déclenchement de la guerre contre les travailleurs polonais, les partis sociaux-démocrates de RFA, d'Autriche et de Grande-Bretagne se sont fondamentalement alignés derrière les intérêts des bourgeoisies impérialistes. Le chancelier autrichien Bruno Kreisky, par exemple, a affirmé : « *Je pense que la proclamation de l'état de siège en Pologne est une dernière tentative d'éviter le pire.* » Les relations étroites entre le capitalisme autrichien, son secteur d'Etat et les marchés des pays de l'Est donnent son fondement à cette manière d'entériner le coup de force et de défendre le *statu quo*. Les quelques protestations des dirigeants sociaux-démocrates (Italie, Suède, Belgique, Norvège, Suisse) se limitent pour l'essentiel à des proclamations de défense des droits démocratiques en général. Ils évitent de mettre en avant le besoin d'une solidarité active avec Solidarité en tant que syndicat indépendant et autogéré. Ils estompent ainsi tout contenu de classe de la solidarité et la noient dans une campagne que la bourgeoisie peut utiliser à son profit. Ils se refusent à utiliser leurs ressources pour mobiliser effectivement les travailleurs, pour multiplier les initiatives visant à battre en brèche l'isolement dans

lequel sont plongés les militants de Solidarité.

La gauche officielle social-démocrate elle-même — comme le montre Tony Benn en Grande-Bretagne et la gauche du Parti socialiste (SPD) en RFA — a été le plus souvent silencieuse, acceptant pour l'essentiel le cadre politique imposé par les appareils.

En France cependant, la pression des travailleurs, la capacité d'initiative de l'extrême-gauche, les rapports concurrentiels entre le PS et le PC, l'impulsion donnée par les directions du PS et de la CFDT en fonction d'objectifs qui leurs sont propres, ont fait que la physionomie du mouvement de protestation a plus massivement pris les traits d'une mobilisation de classe en soutien aux masses laborieuses polonaises.

b) L'essor de la révolution politique en Pologne comme le déclenchement de la contre-révolution bureaucratique ont débouché sur une nouvelle étape de la crise des partis communistes, déjà nourrie, dans la plupart des pays, par les développements internes de la lutte de classe. Les tendances centrifuges au sein de l'ensemble des PC des pays capitalistes se sont exacerbées. La contradiction entre la référence à l'URSS et l'insertion dans la réalité nationale s'est tendue à l'extrême. Le jeu de ces différents facteurs — dans les conditions particulières de chaque pays, de la trajectoire historique de ces PC et de leurs rapports avec les partis sociaux-démocrates — s'est traduit par tout un éventail de positions des différents partis communistes. Elles s'expriment aussi à l'intérieur même de chaque PC, comme en France, en Italie et en Espagne, par exemple.

A une extrémité de la palette, on trouve les positions du PC français, du PC portugais, du PC de RFA ou du Danemark. Fondamentalement, ces derniers soutiennent l'établissement de l'état de guerre qui aurait « permis à la Pologne socialiste d'échapper au péril mortel de

la contre-révolution ». Paradoxe apparent, mais en fait convergence entre les difficultés de la bureaucratie soviétique et leurs intérêts organisationnels propres, certains de ces PC présentent les « mesures exceptionnelles prises par le général Jaruzelski » comme la meilleure des solutions par rapport à une possible intervention soviétique...

Toute leur orientation consiste à propager les promesses du général Jaruzelski sur l'aspect « limité et temporaire des restrictions des libertés », sur le fait que le « droit de grève restera un droit imprescriptible ». Selon eux, toute mobilisation en faveur de Solidarité ne peut que « jeter de l'huile sur le feu » et empêcher le Conseil militaire de salut national de tenir ses promesses. Dans cette optique, réclamer la libération des militants syndicalistes, le respect des libertés démocratiques et d'action syndicale serait « pousser Jaruzelski au crime ». La bureaucratie de ces PC, non seulement défend avec fermeté le *statu quo*, mais identifie le socialisme et la lutte contre le capitalisme avec la politique des bureaucraties au pouvoir et leur régime.

A l'autre extrémité, on trouve la position du Parti communiste italien (PCI), et également celle du Parti communiste d'Espagne (PCE).

Le premier condamne vigoureusement l'état de guerre en Pologne, réclame la libération des prisonniers politiques, la suppression des mesures interdisant l'activité syndicale et le « coup porté par l'utilisation de la force militaire à la cause même du socialisme ». En déclarant qu'il s'agit « de prendre acte que la phase de développement du socialisme qui s'est initiée avec la révolution d'Octobre a épuisé son énergie propre... » et en liant les événements de Pologne à la politique de l'URSS et à l'évolution interne du régime soviétique, le PCI pousse très loin son conflit avec Moscou.

Cependant, toute l'orientation du PCI se place dans le cadre d'une stratégie



Une vue de la salle du 1er Congrès national de Solidarité à Gdansk en septembre 1981. (DR)

de « compromis historique » pour la Pologne, entre « toutes les composantes fondamentales de la société polonaise ». Il fallait, selon lui, pousser avec plus de « fermeté et de cohérence la ligne du «renouveau» ». Il ne s'agit donc pas de se prononcer pour le pouvoir démocratique des ouvriers, mais pour la « coresponsabilité » dans le cadre du régime, aux côtés du POUP, de l'Eglise et des forces petites-bourgeoises (paysans). Cette orientation s'inscrit logiquement dans la politique de « détente internationale », de *statu quo*. Elle aboutit à un appel ouvert à la collaboration avec les forces social-démocrates — de RFA, de France et de Scandinavie —, dont certaines acceptent ouvertement la forfaiture accomplie en Pologne. La position du PCI sur la Pologne — quels que soient les éléments permettant d'engager un débat de fond dans le mouvement ouvrier sur la question du stalinisme — reste le reflet fidèle de sa stratégie de collaboration de classes. Elle tend simplement à revaloriser la « démocratie bourgeoise », en faisant l'impasse sur le pouvoir des travailleurs (révolution d'Octobre) et la démocratie socialiste.

La position du PCE par rapport à celle du PCI ne se différencie que sur la nature de la référence à la révolution d'Octobre. La direction du PCE maintient cette référence de façon explicite, malgré son aspect rituel. Cela joue un rôle dans la crise interne du PCE. En effet, ce rappel de la révolution d'Octobre sert

d'argument polémique contre le secteur « rénovateur » (accusé d'être « social-démocrate ») et vise à neutraliser les attaques du secteur dit « pro-soviétique ». Il faut souligner, de plus, que ni le PCE ni les Commissions ouvrières (liées au PCE) n'ont participé ou appelé à des mobilisations de solidarité avec les travailleurs polonais.

La forme et la nature de la montée de masse en Pologne, comme les contradictions entre les PC et au sein des PC, stimulent dans le mouvement syndical, dans une série de pays européens, des différenciations analogues.

L'impact des « événements polonais » sur le mouvement ouvrier international, s'entrelaçant avec les questions de stratégie anticapitaliste posées par la crise et les besoins de la solidarité combattante avec la révolution en Amérique centrale ou de la lutte contre la remilitarisation, devient un facteur important de politisation d'un secteur d'avant-garde de la classe ouvrière. Il a amplifié, en particulier en France, le développement d'une opposition, surtout dans la CGT, et lui a permis de faire un pas en avant dans son homogénéisation.

— 10 —

Le mouvement ouvrier international doit s'engager massivement et unitaire-

ment dans une campagne d'aide à la résistance des travailleurs polonais. Le mot d'ordre « *Proletaires de tous les pays, unissez-vous !* » doit devenir la devise du mouvement de solidarité avec Solidarité. Le combat des travailleurs polonais se poursuit. Leur résistance difficile ouvre une nouvelle étape de la lutte du prolétariat contre le totalitarisme bureaucratique. Dans cette rude bataille sont en train de se forger les dirigeants ouvriers, jeunes et intellectuels de la Révolution politique. Plus la résistance sera efficace, plus la preuve sera donnée de l'impossibilité pour la bureaucratie d'imposer ses solutions contre-révolutionnaires, d'imposer le silence, à l'intérieur comme sur le plan international, plus l'espoir nourrira le refus massif des travailleurs. Il faut donc repousser toute orientation qui se contenterait de faire de cette solidarité un simple « hommage rendu aux luttes magnifiques des travailleurs polonais », enterrant par avance toute perspective d'avenir pour le combat en cours, le rejetant par là dans le silence et l'isolement. Une telle approche ne peut que faire le jeu des appareils bureaucratiques de tout poil.

La IVe Internationale engage toutes ses forces pour impulser au sein du mouvement ouvrier international la campagne de solidarité avec les masses prolétariennes de Pologne. Tous ceux qui, aujourd'hui, dans les rangs de la classe ouvrière, se refusent à impulser cette mobilisation divisent les masses ouvrières, dans leur propre pays et internationalement.

Se mobiliser contre l'interdiction de Solidarité, c'est simultanément soutenir les travailleurs polonais et défendre les droits politiques et syndicaux de tous les travailleurs, de Turquie, du Brésil, du Salvador, de l'Etat espagnol ou de Roumanie. Réclamer la levée de l'état de guerre, la libération immédiate de tous les emprisonnés, la suppression de toutes les entraves aux libertés démocratiques, au droit de réunion et d'organisation, c'est défendre ces libertés contre les attaques de l'impérialisme et des bureaucraties totalitaires. Organiser la solidarité active avec les travailleurs polonais, aujourd'hui, c'est faciliter et préparer un même soutien actif du mouvement ouvrier international avec le combat de géants engagé par le peuple salvadorien contre la Junte militaire et démocrate-chrétienne et l'impérialisme américain. Ce sont là les leçons les plus élémentaires de l'internationalisme prolétarien.

Tous les liens tissés durant les mois passés entre le syndicat indépendant et autogéré des travailleurs polonais et le mouvement ouvrier des pays capitalistes doivent être mis à profit pour briser l'isolement dans lequel le général Jaruzelski veut plonger les masses polonaises. Apporter une aide matérielle, alimentaire et médicale, reste une tâche de l'heure. Cela doit permettre de renouer les liens, de faire circuler l'information et de faire connaître aux travailleurs polonais qui les soutient effectivement dans le monde :

leurs frères de classe et non les banquiers impérialistes qui ont accueilli le coup de force avec soulagement. Cette aide, passant par le canal d'organismes indépendants de l'Etat polonais (dont l'Eglise, aujourd'hui seule institution légale indépendante), peut faciliter la reconstruction des liens entre des militants de Solidarité et des secteurs de la population. En faisant tout pour envoyer des commissions syndicales enquêter sur la répression qui s'est abattue sur les militants de Solidarité, le mouvement ouvrier dévoilera l'hypocrisie à la fois des bureaucrates qui parlent du « respect des libertés » et des porte-parole de l'impérialisme qui ferment les yeux sur le sort des militants syndicaux, en Pologne comme en Turquie.

● Dans le mouvement ouvrier lui-même, les marxistes révolutionnaires développeront une explication systématique des buts et des actions de Solidarité. Aussi bien le fonctionnement démocratique du syndicat, la discussion large et publique des principales options que les débats sur l'autogestion ou les expériences de contrôle ouvrier et social, doivent devenir le patrimoine du mouvement ouvrier international. C'est ainsi que sera le plus efficacement minée la « solidarité bureaucratique » qui s'est révélée si souvent depuis 1980, soit sous la forme d'une indifférence calculée de la part des directions syndicales, soit sous celle d'une hostilité ouverte, soit sous celle d'une dénaturation des objectifs des travailleurs dans le sens des projets de collaboration de classe défendus par les appareils réformistes (co-gestion, « compromis historique »).

En élargissant au maximum cette solidarité ouvrière, dans l'unité et l'indépendance de classe, il pourra être fait en partie échec aux tentatives de l'impérialisme de mettre à profit les événements polonais pour renforcer ses positions idéologiques et politiques.

● Les marxistes révolutionnaires s'opposeront à toutes les propositions de boycott de la Pologne ou de l'URSS par les pays impérialistes. Une telle campagne ne peut que faire le jeu des grandes manœuvres politiques anticommunistes d'un Ronald Reagan, qui tente de camoufler sa politique criminelle en Amérique centrale et ailleurs. Le soutien à une campagne de « sanctions efficaces » reviendrait à réclamer des grandes banques et puissances impérialistes d'étrangler encore plus la Pologne, avec les conséquences qui en découleraient pour les masses polonaises. Car le boycott ne touchera pas aux privilèges de la bureaucratie. Et comment faire croire que la révolte des travailleurs serait accrue par une misère encore plus grande ? Pire, une telle campagne de sanctions reviendrait à semer les illusions les plus mystificatrices sur la nature et le rôle des banques impérialistes et à donner au mouvement ouvrier comme objectif de faire pression sur les banques pour « aider » les travailleurs



Affiche du film « Ouvrier 80 » retraçant les premiers pas du syndicat Solidarité. (DR)

polonais. Enfin, toute orientation de ce type facilitera, en dernier ressort, la politique des directions des PC — la campagne nationaliste de la bureaucratie soviétique jouant la carte de la « citadelle assiégée » —, et entraînera l'isolement du peuple polonais, ce que cherche précisément le général Jaruzelski. L'histoire a prouvé que le développement du stalinisme a été favorisé par l'isolement de l'URSS.

● La IVe Internationale placera sa campagne de solidarité avec Solidarité en liaison étroite avec ses efforts pour stimuler les mobilisations contre la remilitarisation, contre la politique agressive de l'OTAN, contre les initiatives criminelles de l'impérialisme américain — véritable fauteur de guerre — en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Sur ce terrain, l'unité d'intérêt de la classe ouvrière à l'échelle mondiale apparaîtra au grand jour. Toute réticence dans le soutien aux travailleurs polonais ne peut que freiner et diviser la mobilisation contre le réarmement nucléaire en Europe, pour une « Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne » et contre l'agression impérialiste en Amérique centrale. Au même titre, toute abstention ou opposition — comme on le voit dans les rangs

sociaux-démocrates — face à la mobilisation contre l'OTAN ou face au soutien à la lutte révolutionnaire des peuples du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala, ne peut qu'amoindrir l'unité et l'ampleur de l'appui au combat de la résistance des masses polonaises.

La construction et le renforcement d'une organisation révolutionnaire internationale, la IVe Internationale, représente, au sein de l'avant-garde prolétarienne, l'effort conscient nécessaire à l'accomplissement de l'ensemble de ces tâches.

- Solidarité avec Solidarité !
- A bas la dictature militaire de la bureaucratie !
- Libération immédiate de tous les prisonniers politiques, syndicalistes, étudiants et intellectuels !
- Rétablissement de toutes les libertés politiques, syndicales et civiques !
- Vive la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays avec toutes les luttes de libération, en défense de tous les exploités et opprimés, qui ne forment qu'un seul et même combat pour le monde socialiste de demain !

Secrétariat unifié (SU)
de la IVe INTERNATIONALE
8 janvier 1982.

Sur le front occidental de la guérilla

Entretien avec Nadia Palacios, commandant du FMLN
sur le Front "Feliciano Ama"

LE Front occidental « Feliciano Ama » du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) du Salvador s'étend aux départements de Santa Ana, de Sonsonate et de Ahuachapán, régions traditionnelles de grandes propriétés terriennes où est notamment cultivé le premier produit d'exportation du pays : le café. Cette zone se situe à l'ouest du pays, le long de la frontière avec le Guatemala. Dans cette région comme sur les contreforts montagneux de la frontière guatémaltèque de la région de Metapan, des combats se déroulent presque quotidiennement. Les forces du FMLN ont réussi à soustraire à la Junte militaire et démocrate-chrétienne le contrôle de plusieurs régions, comme les zones du volcan Tecana et celle de Cutumay Camones, zones arides des mines de chaux où se trouvent les deux cimenteries de la région.

Le département de Santa Ana est une région de grandes plantations de café. Dans sa partie Nord, se trouvent des régions escarpées et boisées. C'est là que le FMLN tient entièrement sous son contrôle des zones où les paysans produisent de manière collective. Des campements de la guérilla sont installés au cœur même de ces communautés villageoises. C'est là qu'opère l'état-major du Front occidental « Feliciano Ama » du FMLN.

En novembre dernier, le FMLN lançait dans cette région une opération combinée pour occuper temporairement Coatepeque, une ville de 45 000 habitants située à seulement 53 km de

la capitale San Salvador et à 13 km du chef-lieu de département Santa Ana. Les guérilleros du FMLN ont récupéré au cours de cette action des armes, des munitions, du ravitaillement et des médicaments, et se sont ensuite repliés sans dommage après avoir tenu un meeting de masse avec la population.

Simultanément, plusieurs unités de sapeurs ont dynamité des pylônes de câbles à haute-tension dans la ville de Texistepeque, en même temps qu'ils édifiaient des barricades et faisaient dérailler un train se rendant de Metapan à Santa Ana.

Cette opération a surpris les éléments de la 2e Brigade d'infanterie de Santa Ana, qui n'ont réagi que quelques heures plus tard alors que les guérilleros s'étaient déjà retirés dans les zones montagneuses. La planification de cette action a été faite sous l'autorité de l'état-major du Front occidental du FMLN, mais les détails de son exécution ont été élaborés par le commandante Nadia Palacios. Membre depuis 1973 des Forces populaires de libération « Farabundo Martí » (FPL), entrée dans la clandestinité dès 1975 pour assumer des tâches de type militaire, Nadia Palacios, qui est aussi mère d'une petite fille de 9 ans, est aujourd'hui commandante du FMLN. Elle a été interviewée dans une zone sous le contrôle du FMLN par un journaliste de la revue mexicaine *Por Esto* ; son témoignage, que nous publions ci-dessous, a été publié dans le numéro du 26 novembre 1981 de cette revue.

« POR ESTO » : — Comandante, certains organes de presse affirment que le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) n'a pas résolu tous ses problèmes logistiques. Quelle importance accordez-vous à cette question ?

Comandante Nadia PALACIOS : — La question de la logistique et du ravitaillement est une question stratégique, fondamentale, pour n'importe quelle armée et au cours de n'importe quelle guerre : des solutions qu'on y apporte dépendent pour beaucoup l'élaboration et l'exécution correcte des plans qu'une force mi-

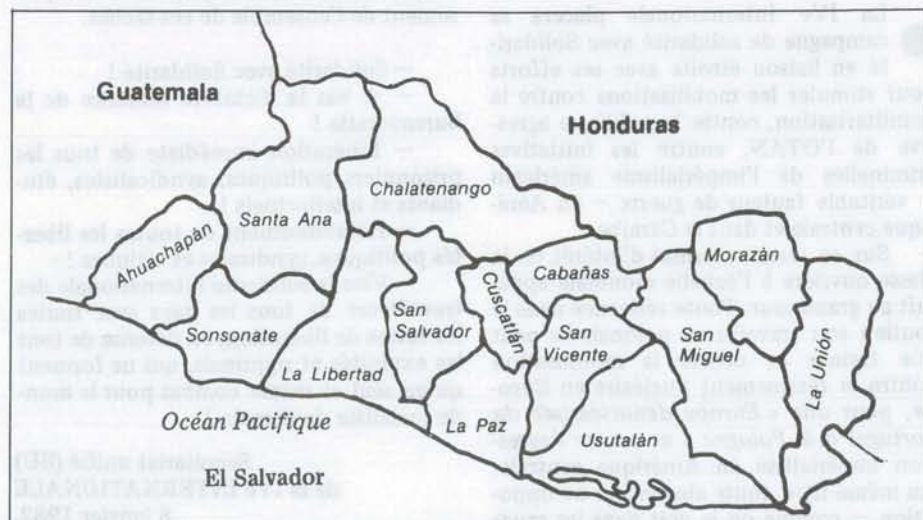
litaire se propose de mettre en œuvre, et cela vaut aussi bien dans le cas des forces armées révolutionnaires du FMLN que dans celui des armées bourgeoises. Naturellement, ces problèmes se résolvent de manière différente, selon le type d'armée dont il s'agit. Dans le cas d'une armée fantoche, réactionnaire, sans conscience, sans perspective, le fait de rencontrer des difficultés dans l'approvisionnement en munitions, en armes, en ravitaillement, mine sérieusement son moral et lui crée des problèmes terribles.

Dans le cas d'une armée du peuple comme la nôtre, d'une armée qui est née

des tripes des exploités et qui a une conscience révolutionnaire et qui s'identifie complètement avec les objectifs pour lesquels elle lutte, le problème de la logistique et du ravitaillement constitue un écueil supplémentaire, un défi à relever à n'importe quel prix, comme toutes les difficultés qui se rencontrent au cours du développement de la guerre du peuple. De sorte que, pour en revenir à votre question, il s'agit-là d'un problème important et le FMLN lui donne toute l'attention qu'il mérite, comme un élément stratégique du développement de notre lutte, mais en le situant à sa juste dimension.

— Que fait l'impérialisme américain pour essayer d'entraver le fonctionnement des lignes d'approvisionnement du FMLN ?

— En premier lieu, il a équipé les forces armées salvadoriennes pour leur donner les moyens d'intensifier leur contrôle sur les frontières terrestres, maritimes et aussi sur l'espace aérien, afin d'éviter que ne pénètrent de l'extérieur des renforts logistiques aux forces du FMLN. Ensuite, il a mis en place un contrôle plus strict dans tous les pays de la région, avec la collaboration des forces fantoches et satellites de l'armée guatémaltèque et d'un secteur de l'armée hondurienne. Au Salvador même, il a concentré ses efforts sur le contrôle des voies de communication, spécialement sur les routes menant aux zones qui



sont actuellement aux mains des forces révolutionnaires.

Finalement, faisant étalage de sa toute-puissance et de son esprit interventionniste, il s'est payé le « luxe » de menacer tous les gouvernements de la région, en annonçant qu'il était décidé à prendre des mesures de rétorsion s'ils toléraient le passage d'approvisionnement à destination des forces révolutionnaires du Salvador.

Une autre mesure qu'il a prise est le déplacement des populations qui vivent près des zones où évoluent nos forces armées dans le but de leur couper toutes possibilités de ravitaillement.

Ce sont là les moyens les plus importants que l'impérialisme et le gouvernement fantoche ont pris, dans l'idée d'isoler la guérilla de toutes ses sources de ravitaillement.

— Comment le FMLN juge-t-il l'efficacité de ces mesures mises en œuvre par l'impérialisme ?

— Avant tout, il faut signaler que ces dispositifs sont la preuve palpable de l'arrogance et de l'esprit interventionniste de l'impérialisme dans la région. Les Etats-Unis n'ont aucun droit à se mêler des affaires du Salvador et encore moins de menacer de mesures de rétorsion les peuples et les gouvernements qui nous prêtent assistance. Les moyens destinés à gêner le ravitaillement en armes et en nourriture destiné aux forces révolutionnaires sont des mesures désespérées et subjectives des yankees, et c'est une politique qui a été un échec dès le début.

Nous affirmons cela parce que, en premier lieu, les yankees et les gouvernements fantoches — tant du Salvador que des autres pays de la région — n'ont pas la capacité de contrôler leurs frontières mètre par mètre.

En second lieu, parce que la principale source d'approvisionnement de la guérilla salvadorienne ne se situe pas à l'étranger, mais à l'intérieur du pays, au cœur des casernes de l'armée ennemie, chez les militaires et les forces policières. Voilà où se trouvent les armes que le FMLN récupère chaque fois en plus grande quantité. Il vaut la peine de signaler que, pendant que l'administration Reagan parle de couper le flux du soutien logistique à la guérilla, elle accroît l'armement des troupes fantoches ce qui, à la longue, favorise le mouvement révolutionnaire parce que plus l'armée réactionnaire est approvisionnée et modernisée, meilleures seront les armes que le FMLN récupérera et utilisera pour combattre la Junte criminelle et l'impérialisme américain. La politique américaine d'armement de la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador est un facteur de sa propre défaite ...

Un autre élément, très important celui-là, est que le peuple fabrique ses propres armes qui sont très efficaces. Nous employons sur tous les fronts de la guerre et avec de très bons résultats des pièges, des mines, de l'artillerie, des charges explosives et d'autres moyens de combat qui sont fabriqués dans nos ateliers révolutionnaires et qui ont démontré leur

haut niveau d'efficacité, comme l'ont déjà fait les canons utilisés pour attaquer la 2e Brigade d'infanterie de Santa Ana.

Quant au ravitaillement, à l'alimentation, aux vêtements, aux médicaments, c'est le peuple qui résout dans leur totalité ces problèmes. Il y a un lien étroit entre la guérilla et les masses populaires, et Ronald Reagan a beau vociférer, c'est quelque chose qu'il ne pourra pas détruire.

Un autre facteur de l'échec de cette politique impérialiste est le fait que les peuples révolutionnaires et l'humanité progressiste ont manifesté — et continuent à exprimer en déclaration comme en pratique — leur détermination à ne pas abandonner le peuple héroïque du Salvador dans sa lutte pour la libération nationale et l'instauration d'un gouvernement démocratique révolutionnaire. Loin d'être isolée, la lutte du peuple salvadorien prend, mois après mois, plus de force ; une preuve en est sa reconnaissance par des pays comme la France et le Mexique. La tentative d'isoler la lutte du peuple salvadorien du reste du monde est un échec. L'impérialisme yankee, je le répète, avec tout son appareil de contrôle et de chantage, n'est pas capable d'arrêter la progression inexorable de notre lutte. Non seulement il n'est pas capable d'entraver l'approvisionnement des forces armées du FMLN, mais il est incapable d'empêcher, à terme, le triomphe de la révolution salvadorienne, le triomphe de notre peuple.

— Le FMLN a-t-il accru sa capacité de prendre des armes à l'armée régulière ?

— Oui, et pour en donner un exemple, en juillet-août, nos seules unités combattantes, ici dans cette zone, ont récupéré plus de 122 armes de guerre, parmi lesquelles plusieurs obusiers et mitrailleuses lourdes. Avec cela, on peut armer une compagnie, 122 hommes qui, vu la qualité technique et politique de ces unités, ainsi que le type de guerre populaire que nous menons, équivaut à un bataillon des forces ennemies, soit un effectif de 410 hommes. Et cela, sans compter la quantité de munitions, grenades, uniformes, ravitaillement, moyens de communication et autres matériels récupérés.

C'est-à-dire que le FMLN a progressé et continuera à le faire, dans la récupération des armes sur l'ennemi, parce que c'est notre principale source d'approvisionnement. Cela contraste avec le fait que l'ennemi ne peut pas se vanter d'avoir récupéré beaucoup de nos armes. Durant la dernière campagne menée par l'armée de la Junte, les armes perdues au combat n'ont pas dépassé le chiffre de 5 ...

— Devant la perspective de la prolongation de la guerre, le FMLN a-t-il pris des mesures concrètes pour résoudre le problème de la logistique et du ravitaillement ?

— Bien entendu, les mesures que le FMLN a prises sont un concentré de la



Guérilleros du FMLN. (DR)

stratégie de la guerre révolutionnaire, qui est la stratégie de la guerre de tout un peuple. Cela signifie promouvoir la participation de tout le peuple aux solutions des problèmes de la guerre, en comptant fondamentalement sur nos propres forces, tout en mettant à profit toute la solidarité des révolutionnaires du monde.

Les mesures plus concrètes, de notre point de vue, sont la récupération de tous types de moyens matériels aux forces de l'ennemi : armes, munitions, explosifs, appareils de communication, médicaments, uniformes ... d'une part et, d'autre part, le développement de la fabrication artisanale d'armement : artillerie avec canons sans recul, lance-roquettes, mines de divers types.

Un autre aspect est l'appui insistant que nous apportons à la production des céréales de bases, que nous avons entrepris en 1981, avec de très bons résultats. Il s'agit, aussi, du développement du système révolutionnaire de santé, tant pour s'occuper de tout ce qui relève de la chirurgie de guerre que de ce qui concerne les problèmes de santé de la population. Il s'agit également de l'approfondissement de l'appui des masses urbaines et rurales au grand réseau d'approvisionnement de tous types de ravitaillement. Il existe des zones où l'effort de guerre ne coûte pas un centime au FMLN, car ce sont déjà les masses qui fournissent la subsistance des unités militaires.

Enfin, nous faisons appel à la solidarité de tous les peuples du monde pour couper court aux manœuvres de l'impérialisme américain dans notre pays et dans la région. ■

Propos recueillis par Miguel Angel
GUARDADO RIVAS
Département de Santa Ana, El Salvador,
novembre 1981.

" L'homme nouveau se forge dans le cours de la lutte révolutionnaire... "

Entretien avec la camarade "Lola",
de la Direction nationale de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP)

L'ARMÉE de guérilla des pauvres (EGP) est l'une des quatre formations qui mènent la lutte armée contre la dictature du général Romeo Garcia Lucas. L'organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA), les Forces armées révolutionnaires (FAR), le Parti guatémaltèque du travail (PGT - noyau de direction) et l'EGP interviennent toutes dans des régions particulières (cf. *Inprecor* numéro 109, du 28 septembre 1981). Au printemps 1980, ces organisations ont néanmoins approfondi leur coordination en mettant en place une coordination nationale au niveau de leurs directions.

« POR ESTO » : — Quelle est l'importance de la formation idéologique et politique dans l'Ejército Guerrillero de los Pobres (EGP - Armée de guérilla des pauvres) du Guatemala ?

Camarade « Lola » : — Elle est fondamentale et s'explique par notre conception selon laquelle la politique commande le fusil. En ce sens, notre effort se concentre sur la formation politique et la transformation idéologique de nos combattants. Nous les préparons pour qu'ils deviennent des militants complets, c'est-à-dire capables d'affronter l'ennemi de classe sur tous les terrains et, dans le même temps, dans le cadre de ce processus, nous voulons que les combattants se dépassent eux-mêmes continuellement.

— Pourquoi est-ce une femme qui a la responsabilité de la formation politique et idéologique justement d'un Front aussi important que celui de la montagne ?

— Le fait que ce soit une femme qui soit responsable de l'éducation et de la formation politique dans le Front de la montagne répond à une situation spécifique. Les camarades de la Direction nationale de l'EGP ont considéré que, pour des raisons d'expérience, de préparation et de vocation, cette responsabilité me revenait.

— J'ai entendu dire que, pendant plusieurs années, tu avais eu les mêmes responsabilités dans les forêts du nord du Guatemala.

— C'est exact. J'ai assumé des fonctions analogues dans ces régions pendant quatre ans et demi environ.

— Camarade « Lola », quelles sont les bases idéologiques fondamentales de l'EGP ?

— Notre organisation est marxiste-léniniste et, sur la base de cette idéologie prolétarienne, nous construisons l'EGP et

développons la Guerre populaire révolutionnaire.

— Quelle conception a-t-on de l'« homme nouveau » dans le Front de la montagne ?

— Précisons tout d'abord que l'« homme nouveau » ne naît pas spontanément, il se forge dans le processus même de la lutte révolutionnaire. Nous nous efforçons de semer et de développer chez nos combattants l'esprit de révolte devant l'injustice, quelle qu'elle soit et où qu'elle soit. Parce que l'humanité est notre famille, nous stimulons l'amour, l'esprit d'entraide et de sacrifice. Nous essayons de façon permanente de combattre notre égoïsme, nous luttons pour nous défaire de notre individualisme, nous faisons tout pour développer un esprit collectif et de collaboration mutuelle. Et, partant de là, pour que prédomine chez nos combattants l'internationalisme, à savoir la capacité de ressentir la douleur d'autrui comme la sienne propre et de vouloir supprimer les causes de cette douleur de façon définitive.

— Quel est le rôle de la femme dans le Front de la montagne ?

— La femme a fondamentalement un rôle de combattante. Dans ce sens, elle ne se différencie pas de l'homme. Ses tâches et obligations correspondent aux orientations de l'organisation à différents niveaux. Une camarade peut, pour te donner un exemple, diriger et assumer des responsabilités de direction. D'autres, par contre, peuvent travailler à la base. Mais, pour te donner une précision, la révolution ne sous-estime pas la femme. Non, elle en fait véritablement une camarade combattante.

— N'y a-t-il pas de discrimination de la part des hommes vis-à-vis des femmes dans le Front de la montagne ?

Peu de reportages ont été effectués dans les zones tenues par les guérilleros guatémaltèques. Mario Menendez Rodriguez, responsable de la revue mexicaine *Por Esto* a pu s'y rendre. C'est dans le numéro 22 du 26 novembre de cet hebdomadaire qu'est publiée l'interview qu'il a faite dans les zones montagneuses du département du Quiché, de la camarade « Lola », membre de la direction nationale de l'EGP et responsable de la formation politique et idéologique dans le Front stratégique de la montagne, que nous reproduisons ci-dessous.

— Nous ne pouvons pas affirmer que tous les réflexes de discrimination aient disparu dans notre Front. Et cela est normal pour des gens qui viennent d'une société où la femme, historiquement, a souffert et souffre toujours de telles discriminations. Mais nous combattons tout cela. Les détours de la pensée comme les aspects idéologiques ne sont pas des choses que nous pouvons dire déjà dominées. Mais il faut comprendre que la Guerre populaire révolutionnaire est aussi une école où, de façon permanente, on enseigne en même temps qu'on apprend. Mais, d'autre part, il est certain qu'une femme peut assumer n'importe quelle fonction dans les rangs de la guérilla. Néanmoins, cette mentalité de discrimination existe encore même parmi nous, les femmes. Nous devons en avoir pleinement conscience pour qu'à partir de notre propre exemple, de nos propres activités, nous gagnions la place et le rôle qui nous reviennent dans la révolution et soyons capables d'éliminer toute trace de discrimination.

— De quelle façon et sous quelles formes des familles entières participent-elles au processus révolutionnaire qui se développe dans la montagne ?

— Je pense que je pourrais te répondre en te parlant de l'évolution que nous avons suivie dans l'attention accordée aux questions politiques, dans notre conception de la Guerre populaire révolutionnaire et dans notre façon de gagner à nous la paysannerie en général.

Nous ne faisons pas notre travail politique avec un seul individu, par exemple le chef de famille, nous le faisons avec la famille entière, en y faisant participer la femme et les enfants, aussi petits soient-ils. Cela explique que des familles entières se soient intégrées volontairement au processus révolutionnaire, cette intégration étant le produit du développement de leur prise de conscience.

— Quel type de relations humaines y a-t-il au sein des différents fronts et zones de guérilla de la montagne ?

— Nos relations sont fraternelles mais essentiellement politiques. Les camarades ont une très grande confiance en leurs organismes de direction, à tous les niveaux. Nous sommes parvenus à ce degré de confiance et de fraternité par la participation que nous avons tous eue dans tous les genres de tâches.

De plus, nous considérons qu'il est très important d'avoir une grande communication avec les combattants, pour qu'ils voient dans leurs responsables des camarades qui peuvent les aider, qui peuvent les orienter dans leurs problèmes personnels. Le résultat de tout cela, c'est que les combattants savent qu'ils peuvent voir leurs responsables à tout moment et pour n'importe quel problème. Nous abordons, par exemple, les problèmes personnels de façon collective — quand cela peut se faire — sous des formes différenciées, adaptées aux circonstances. L'une de ces formes est précisément la critique et l'autocritique. Nous essayons tous d'avoir une connaissance collective de la vie, des problèmes et des expériences des camarades. De là vient que nous ayons dans notre programme de formation politique comme une expérience très riche, d'une grande valeur pour notre formation intégrale à tous, le fait que les camarades puissent faire le récit de leur vie devant tous.

Pour prendre un exemple, il est très important que, dans une collectivité majoritairement composée de paysans, vienne un travailleur de la ville pour y raconter la vie des ouvriers dans les zones industrielles du pays. De même, pour les camarades qui ne sont pas paysans, pour qu'ils connaissent le degré de souffrance, d'exploitation et de désespoir des paysans pauvres du Guatemala.

— Quels sont les principaux obstacles, les principales difficultés sur le plan idéologique et politique dans ce Front de la montagne ?

— Du point de vue politique, les problèmes sont mineurs. La grande masse des paysans pauvres, des Indiens exploités, opprimés et soumis à la discrimination, représente un terrain très riche pour l'organisation révolutionnaire. En ce sens, je crois que les problèmes qui se posent sont de caractère organisationnel et tout à fait concrets. Mais les solutions viennent rapidement, car l'esprit d'initiative et de créativité est formidable.

Jusqu'à présent, nous avons surmonté toutes les difficultés qui se sont présentées. Cependant, du point de vue idéologique, se posent tous les problèmes inhérents à toute collectivité paysanne qui s'intègre à la Guerre populaire révolutionnaire et qui ont à voir avec la mentalité paysanne. Par exemple, les problèmes du radicalisme, des conceptions conservatrices, etc. Mais, avec la pratique, dans la lutte, dans le travail constant que nous faisons, nous résolvons ces problèmes.



Manifestation contre la répression à Ciudad-Guatemala. (DR)

— Quel est le travail social qui s'effectue dans la montagne ?

— A ce sujet, nous avons un critère : c'est que le meilleur, le plus grand et, de plus, l'unique travail social que nous puissions faire dans la montagne comme dans toutes les autres parties du pays, c'est précisément d'incorporer les masses dans la lutte. Parce que nous ne pourrions espérer obtenir des résultats réellement durables si nous nous contentions d'un travail social comme la distribution de nourriture par exemple, parce que ce n'est pas ce qui résoudrait réellement et de façon définitive la situation de notre pays. Concrètement, notre travail social, c'est d'intégrer tous les pauvres du Guatemala à la lutte révolutionnaire.

— Quel matériel d'étude utilise-t-on dans le Front de la montagne ?

— Nous utilisons pour les combattants tous les ouvrages qui expliquent pourquoi nous luttons, contre qui nous luttons, qui nous sommes, ce que nous cherchons, comment nous sommes organisés, et quels sont les principes fondamentaux régissant le fonctionnement politico-militaire de l'EGP.

— En quoi consistent et de quelle façon se pratiquent la critique et l'autocritique, et quels en ont été les résultats dans le Front de la montagne ?

— Sur la critique et l'autocritique, je peux te dire que, d'une façon générale, à l'intérieur de l'organisation, ce principe de fonctionnement est pour nous une des bases fondamentales et le principal instrument pour corriger nos insuffisances et dépasser nos erreurs. Nous avons essayé de systématiser l'utilisation de la critique et de l'autocritique avec des variantes spécifiques adaptées à chaque secteur de la population avec lesquels nous travaillons.

Malgré les tâches qui sont parfois très nombreuses, malgré les longues marches que nous avons à effectuer, et les circons-

tances, nous essayons d'impulser de façon régulière et systématique la critique et l'autocritique. De manière générale, nous avons chaque semaine une réunion avec les différentes instances collectives avec lesquelles nous abordons et confrontons d'une manière constructive et fraternelle les erreurs commises par chacun de nous ; et c'est dans le cadre de ces instances collectives que nous pouvons dépasser nos erreurs tous ensemble. Les résultats sont hautement positifs. Pour ceux d'entre nous qui sont depuis longtemps dans la montagne, nous avons vu la transformation des camarades. Et dans ce sens, je crois que la pratique de la critique et de l'autocritique a joué un rôle fondamental.

— J'ai pu remarquer, au cours de mon séjour dans les forêts et les montagnes du Guatemala, que l'EGP avait des écoles de combattants. En quoi consistent ces écoles, quels sont leurs objectifs ?

— Il ne s'agit pas seulement d'écoles de combattants. Dans le Front de la montagne, nous avons essayé de mettre sur pied — en plus — des écoles de cadres et d'autres officiers, c'est-à-dire plus précisément des écoles militaires proprement dites. Maintenant, pour ce qui est des écoles de combattants, y vont des camarades qui se sont fait remarquer dans leur localité et dont nous croyons qu'il est bien qu'ils passent par une période de formation militaire, et dans le même temps de préparation politique et idéologique.

Après le passage dans cette école, les camarades sont répartis dans les différentes unités de guérilla ou dans d'autres organismes où leur travail est utile.

D'autre part, nous avons également des écoles de cadres où vont des camarades qui deviendront des dirigeants politico-militaires ou bien ceux qui ont déjà une expérience de travail dans leur localité mais qu'il est nécessaire de former sur certains points. Nous donnons beaucoup d'importance au travail de formation des cadres parce que nous avons justement une conscience très claire du fait que no-

tre organisation est une organisation d'avant-garde et, donc, une organisation de cadres qui doivent être préparés sur tous les terrains pour conduire et orienter le peuple dans ses luttes.

Enfin, nous avons les écoles d'officiers, où se forment les camarades qui, à un certain moment, s'intégreront aux structures militaires avec déjà une connaissance théorique plus complète et une plus grande expérience militaire.

— Camarade « Lola », j'ai le sentiment que l'EGP est une grande famille et en même temps une grande école. Je voudrais que tu me parles du sens de ces deux notions dans le Front de la montagne.

— Je crois que ce que tu dis est vrai, au sens où nous sommes, en tant qu'organisation, à la fois une grande famille et une grande école. Nous sommes une grande école parce que, dans la lutte, chacun de nous apprend individuellement et collectivement comment faire la révolution, comment impulser les luttes de notre peuple, comment faire participer notre peuple à ces luttes. D'un autre côté, nous sommes une grande famille, parce que, au cours de toutes ces années de lutte, nous avons appris à cimenter réellement, à consolider et à forger un grand sentiment de solidarité, d'amour et de fraternité.

— Comment assure-t-on la formation des cadres politico-militaires ?

— Je commencerai par préciser que notre politique de formation des cadres se base fondamentalement sur la sélection des camarades que nous choisissons de préférence parmi les ouvriers et les paysans et nous tenons également compte des inclinations personnelles de chacun afin qu'il puisse par la suite assumer les fonctions qui lui seront assignées. D'autre part, nous pensons que les cadres doivent suivre dans leurs tâches concrètes un processus combinant la théorie et la pratique. De même, nous pensons que le travail intellectuel doit se combiner au travail manuel pour que la formation soit complète, et la formation doit commencer dans les organismes de base, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un processus ascendant. De plus, pour le bon fonctionnement et la continuité du travail des cadres, il doit y avoir un contrôle et une attention continus tout en laissant dans le même temps ces camarades faire la preuve de leur esprit d'initiative et de créativité dans leur travail de cadres.

Nous sommes d'avis que la formation politico-militaire théorique de nos cadres doit aller du simple au complexe, de l'élémentaire au supérieur, de l'étude de nos principes et de notre ligne dans la conduite de la révolution à la théorie de l'idéologie marxiste-léniniste. Et que ce processus de formation politico-militaire théorique doit combiner très étroitement les critères de classe et la méthode scientifique.

Nous répartissons nos cadres là où ils peuvent être le plus utiles et là où vont



leurs choix personnels. Nous les intégrons dans des organismes ou des équipes où ils exercent collectivement leurs fonctions de telle manière que, d'entrée, ils fassent leur travail sur l'une des bases essentielles de notre organisation que nous entendons conserver à tout prix : le principe de la direction collective. Enfin, nous prenons bien soin que leur travail concret débute sur une base élémentaire puis qu'alternativement ils fassent du travail pratique et qu'ils fréquentent l'école ; qu'ils aient une expérience de formation pour ensuite retourner dans leur localité pour accomplir leurs tâches beaucoup mieux préparés. Et ce cycle pratique-formation doit se répéter constamment.

— De ce que j'ai vu durant ces semaines de vie au sein de l'EGP, ce qu'on appelle « militarisme » n'est-il pour rien dans la ligne fondamentale de l'organisation comme le prétendent certaines personnes ...

— La presse bourgeoise et la propagande ennemie en général ont répandu beaucoup de mensonges et depuis pas mal de temps. Je pense que, sur le fond, s'il y a une organisation qu'on ne peut taxer de militariste, c'est bien l'EGP. Nous basons toute action ou toute initiative militaire sur la compréhension que peut en avoir le peuple. Nous pensons qu'une action militaire n'a pas de valeur en soi, mais n'en a que si notre peuple l'accepte, la comprend et, la plupart du temps, c'est le peuple lui-même qui demande l'exécution d'une action militaire déterminée.

Voilà le sens que l'on pourrait donner à ce qualificatif de « militariste ». Mais, de plus, et je pense que cela transparaît dans l'interview, notre organisation est fondamentalement une organisation politico-militaire qui s'est efforcée de gagner les masses et qui a effectivement réussi à gagner l'adhésion de larges secteurs des masses du peuple du Guatemala à la lutte.

— Camarade « Lola », le gouvernement qualifie de « terroristes » les révolutionnaires. Qu'est-ce que le terrorisme ?

— Je répondrai à cette question sous deux angles. Nous considérons que le terrorisme est une action militaire dont l'unique objectif est de semer la terreur. De ce point de vue, notre action militaire poursuit deux buts fondamentaux : premièrement, gagner les masses qui voient dans la réalisation de cette action militaire ce qu'elles ont désespérément cherché durant des années, à savoir l'anéantissement des oppresseurs, et, deuxièmement, l'autre aspect de notre action militaire, c'est précisément de gagner les masses, de leur démontrer qu'il existe un instrument efficace de lutte contre ceux qui les ont dominés et exploités durant tant d'années, depuis pratiquement des siècles. On ne peut donc pas qualifier l'EGP d'organisation terroriste. L'ennemi utilise ce qualificatif de terroriste comme tant d'autres qualificatifs à seule fin de déconsidérer les organisations révolutionnaires.

Maintenant, d'un autre côté, il est certain que notre action militaire terrorise l'ennemi, c'est quelque chose que nous ne pouvons pas nier. Nous le terrorisons avec toutes les actions militaires résultant de l'application de nos plans de campagne, et il a effectivement subi de lourdes pertes.

En réalité, c'est l'ennemi qui essaie de semer la terreur parmi le peuple du Guatemala, avec toutes ces tortures, ces assassinats, ce génocide. Il est parvenu à un degré extrême de sadisme et d'inhumanité. Les ennemis agissent comme ce qu'ils sont : des bêtes, un instrument de terreur contre notre peuple. Je crois qu'en ce sens, nous devrions nous souvenir de cette phrase du commandant Ernesto Che Guevara qui disait que tous les régimes, toutes les armées de pays ... comme le nôtre sont bestiaux par nature. Les bandes de terroristes para-militaires agissent avec une férocité et une bestialité qu'on peut dire sans limites. C'est précisément parce qu'ils se sentent impuissants et à chaque fois plus faibles, qu'ils agissent de cette façon bestiale. Je crois, en ce sens, et c'est clair pour le monde entier, que le régime du Guatemala, le régime du général Romeo Lucas Garcia — comme ceux qui l'ont précédé —, agit effectivement envers le peuple guatémalteque avec une bestialité et un terrorisme sans limites.

ABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

Propos recueillis par
Mario MENENDEZ RODRIGUEZ
Département du Quiché,
montagnes du Guatemala,
novembre 1981.

Une dictature pétrie de contradictions

En l'absence d'alternative bourgeoise,
Washington renforce son appui à "Baby Doc"

LES dernières informations concernant une tentative d'attentat contre le « président à vie » Jean-Claude Duvalier (« Baby Doc ») et un débarquement d'émigrés sur l'île de la Tortue ont posé de nouveau la question des perspectives de la situation haïtienne (1).

L'interview d'un dirigeant du Parti des travailleurs haïtiens (PTH), que nous publions dans ce même numéro d'*Inprecor*, donne les éléments d'information utiles sur les événements de la période allant de 1977 à 1980. C'est justement parce que les conflits étaient en train de devenir de plus en plus explosifs et que le mouvement des masses était en train de connaître une recomposition et une relance importante, que Jean-Claude Duvalier a mis fin à sa « libéralisation » contrôlée par une nouvelle vague de répression en novembre 1980. Il l'a fait d'autant plus brutalement que, dans le contexte international actuel, il ne pouvait pas escompter une amélioration de la situation économique à court terme, lui permettant d'atténuer un tant soit peu la misère de l'écrasante majorité du peuple haïtien.

La question se pose donc de savoir si les classes dominantes haïtiennes et l'impérialisme — ou du moins certains secteurs de l'impérialisme —, conscients du danger que pourrait représenter l'éclatement d'une nouvelle crise politique majeure dans une région du monde déjà profondément bouleversée, ont la possibilité d'aller dans le sens de solutions de rechange permettant de remplacer le régime duvaliériste par un régime moins discrédité, et capable de reprendre et d'élargir l'opération que Jean-Claude Duvalier lui-même avait dû amorcer à partir de 1977. De tels projets existent incontestablement ou sont en train d'être élaborés. Mais pourront-ils se concrétiser ?

Tout d'abord, il y a le conflit entre deux secteurs fondamentaux de la classe dominante, à savoir entre bourgeois industriels et bourgeois *compradores*, d'un côté, et grands propriétaires terriens, de l'autre. Il ne faut pas oublier, toutefois, que c'est ce dernier secteur qui a vu sa situation se détériorer dans le cadre du duvaliérisme, comme l'indique l'interview du dirigeant du PTH que nous publions ci-après. Peut-on sérieusement envisager que ce secteur se lance dans une opération visant à renverser le régime, alors que c'est lui qui est le plus directement confronté à la paysannerie exploitée qui représente de loin la majorité de la population active du pays et que, dans son conflit avec Jean-Claude Duvalier, ces grands propriétaires terriens se placent d'un point de vue diamétralement opposé à celui des grandes masses exploitées ? Qui peut croire que ces grands propriétaires terriens pourraient sérieusement envisager une « libéralisation » un tant soit peu effective ?

DES PROJETS POUR UNE SOLUTION DE RECHANGE ?

Des projets sont discutés, par ailleurs, dans les milieux de l'émigration aux Etats-Unis et parmi les « spécialistes » de Washington. Fin 1980, un document rédigé par Philip Abbott Luce, connu comme très proche du secrétaire d'Etat US Alexander Haig, a circulé. Ce texte envisageait la possibilité d'un « coup d'Etat indigène » que pourraient organiser des réfugiés « partisans du capitalisme ». Ceux-ci, d'après Abbott Luce, croient en la « liberté, égalité, fraternité » et en même temps en ... Milton Friedman, l'inspirateur de la politique économique du général Augusto Pinochet et d'autres dictatures de son genre.

Parmi tous ces personnages, il y aurait le vieux colonel Paul Magloire (75 ans), renversé en décembre 1956 par le père de Jean-Claude Duvalier, François Duvalier (« Papa Doc »), et, comme candidat à la présidence, Clémard Joseph Charles, ancien ministre de Duvalier et fondateur de la première banque privée haïtienne, mis en prison ultérieurement par le dictateur puis exilé aux Etats-Unis depuis 1977. On ne sait pas encore si de tels personnages posent effectivement leur candidature au « changement ». On peut néanmoins douter qu'ils puissent obtenir un soutien réel parmi les masses haïtiennes et mener à bien leurs projets éventuels.

Pendant la période de la « libéralisation » (1977-1980), deux partis ont pu développer une activité légale ou semi-légale : il s'agit du Parti démocrate-chrétien (PDC) dirigé par Sylvie Claude et du Parti social-chrétien (PSC) dirigé par Grégoire Eugène. Ils ont été frappés par la répression et leurs dirigeants ont été emprisonnés ou obligés à s'exiler. Il ne fait cependant pas de doute qu'il existe aujourd'hui à Haïti, dans la résistance, un fort courant chrétien. Mais ce courant est animé surtout par un secteur du clergé qui, notamment au cours de ces derniers mois, a pris une attitude combative en dénonçant, y compris dans les sermons du dimanche, la misère du peuple et la suppression de tout droit démocratique.

De tels courants sont susceptibles d'établir beaucoup plus de liens avec l'opposition se réclamant du mouvement ouvrier qu'avec des partis liés au jeu interne des classes dominantes. Des groupes comme celui du colonel Paul Magloire ou celui de Daniel Figielé, candidat aux élections de 1957, ou celui des Démocrates nationaux haïtiens (DNH), ne semblent pas être en très bonne position.

A la conférence régionale de l'Internationale socialiste qui s'est tenue à Saint-Domingue en mars 1980, deux organisations haïtiennes figuraient dans la liste des participants comme « organisations fraternelles » : le MRTN, représenté par Jean-Claude Bajoux et le Mouvement démocratique de libération haïtien (MODELH), représenté par son leader le plus connu, Louis Eugène Athis, et par Salvador Pineyro Roque. La première de ces organisations est absolument fantomatique. La seconde a développé une certaine activité parmi les Haïtiens vivant en République Dominicaine, grâce à la protection du gouvernement « frère » du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) — membre de l'Internationale socialiste —, mais sans aller au-delà d'activités de petit groupe de pression s'efforçant d'assurer de petites faveurs à ses membres ou sympathisants. Il ne jouit d'aucune influence de masse un tant soit peu consistante.

Par contre, l'opposition de gauche, en très grande majorité sous l'influence d'organisations se réclamant du communisme, a développé dans le passé et continue à développer un travail important au niveau des masses exploitées, en premier lieu de la paysannerie. Elle a développé son activité, sous des formes et sous des dénominations différentes, depuis plusieurs dizaines d'années ; et elle peut renouer avec une grande et longue tradition de luttes et de révoltes paysannes, ainsi qu'avec les luttes ouvrières et étudiantes de la période 1977-1980.

1. C'est la chaîne de télévision française Antenne 2 qui annonçait, le 8 janvier, la tentative d'attentat contre Jean-Claude Duvalier. Le samedi 11 janvier, un commando armé de partisans de Bernard Sansaricq, réfugié haïtien résidant aux USA, leader du Parti populaire (PP), débarquait dans l'îlot de la Tortue, au large de Haïti.

Il ne faut pas oublier qu'au début des années 1960, la révolution cubaine a exercé une grande influence en Haïti aussi. Cela avait débouché sur des tentatives de déclenchement de lutte armée rapidement écrasées. Mais des débats importants ont eu lieu depuis, notamment sur le problème des rapports entre lutte armée et luttes de masse (ultérieurement on a pu noter une certaine influence des idées maoïstes). Toutes ces expériences — de même qu'une série d'expériences faites au niveau du mouvement ouvrier international — ont eu une influence sur l'évolution d'une aile du mouvement communiste, notamment sur le PTH qui, après avoir rompu avec les PC pro-soviétiques, a aussi pris une position critique par rapport à Pékin et à Tirana.

PAS DE RELEVÉ BOURGEOISE

Les thèmes qui sont débattus dans le mouvement ouvrier haïtien sont, en tout cas, d'une importance cruciale : ils concernent aussi bien la nature de la révolution, le problème des alliances, que le rapport entre lutte armée et luttes de masse. La clarté est loin d'être faite. Par exemple, le programme de l'Union des forces patriotiques et démocratiques haïtiennes (UFODAPA) à laquelle participe le PTH s'engage à donner des garanties et des avantages fiscaux aux capitalistes haïtiens et à « rationaliser » l'activité des sociétés étrangères. Mais le débat se développe sur la base des multiples expériences faites au cours de plus de deux décennies, et aussi en liaison directe avec une activité réelle menée à un niveau de masse, bien que sous les formes strictement clandestines imposées par la répression.

La possibilité d'une éventuelle relève bourgeoise du régime duvaliériste doit être évaluée surtout sur la base de l'analyse des forces sociales en présence et de leur dynamique dans le contexte de Haïti. Or, la bourgeoisie dite nationale est sensiblement plus faible en Haïti que, par exemple, en République Dominicaine et même dans d'autres pays d'Amérique centrale. Elle est liée très directement, en tant que classe sociale et dans sa quasi-totalité, au régime duvaliériste. Un mouvement de masse contre ce régime ne pourra que se heurter à elle assez rapidement, aussi bien politiquement que socialement.

On ne voit donc pas par quelles médiations ni par quels instruments il serait possible, pour une partie des classes dominantes ou pour l'impérialisme, d'imposer une alternative bourgeoise conservatrice au duvaliérisme, une « démocratie » même extrêmement timorée. Ce qui ne veut pas dire que des tentatives ne seront pas faites dans ce sens — sur le terrain aussi bien national qu'international (le gouvernement Mitterrand-Mauroy pourrait, éventuellement, dire son mot en la matière) —, mais elles ont bien des chances d'être vouées à l'échec.

Cela n'exclut pas la possibilité que des groupes politiques bourgeois s'opposent à Jean-Claude Duvalier et soient prêts à collaborer avec l'opposition ouvrière et paysanne. Il serait absurde de ne pas exploiter de telles possibilités dans la lutte anti-dictatoriale et anti-impérialiste. Mais, fondamentalement, en Haïti encore plus qu'ailleurs, la dynamique de la révolution sera une dynamique de révolution permanente, où la lutte anti-capitaliste sera nécessairement combinée, dès ses premières phases, à la lutte anti-coloniale et anti-impérialiste. D'où la nécessité d'une stratégie claire des organisations ouvrières qui

ne devront sous aucune condition renoncer à leur rôle de direction ni subordonner l'exigence primordiale de la mobilisation des masses aux besoins d'accords tactiques éventuels avec des groupes bourgeois.

Pour les marxistes révolutionnaires, la question qui se pose n'est pas de savoir s'il y aura ou non des luttes de masses et des conflits explosifs en Haïti, mais si ces luttes et ces explosions, inscrites dans les potentialités objectives, seront exploitées à temps avec succès, grâce à l'intervention d'une direction révolutionnaire. Il va de soi que le sort de la lutte en Haïti est lié, dans une très large mesure, au développement des luttes révolutionnaires en cours en Amérique centrale et dans d'autres pays de la Caraïbe.

Les classes dominantes autochtones et les impérialistes sont parfaitement conscients de cette vérité première. C'est pourquoi ils prennent leurs dispositions (cf. encadré) pour renforcer la collaboration Haïti-USA-République Dominicaine. C'est pourquoi ils hésiteront encore à lâcher Jean-Claude Duvalier, malgré la faiblesse de son régime, de même qu'ils ont hésité jusqu'à la dernière minute à lâcher un Anastasio Somoza aux abois. Il ne s'agit pas de leur part de « comprendre » ou « ne pas comprendre », il s'agit de choisir entre ce qui existe — et qui garantit, bien qu'à court terme, leurs intérêts économiques et stratégiques — et un « changement » dont personne ne peut assurer qu'il sera « contrôlé ».

Livio MAITAN
15 janvier 1981.

L'ARMÉE DOMINICAINE PRÊTE À INTERVENIR EN HAÏTI

Au mois de janvier 1980, l'envoyé du président Jimmy Carter, Robert L. Schweitzer, a signé à Port-au-Prince un accord avec le président Jean-Claude Duvalier. Selon *Haïti Information*, publication du PUCH, le général Mario Imbert McGregor, commandant en chef des forces armées de la République Dominicaine, a annoncé trois mois après la signature de cet accord l'établissement de 12 nouveaux camps militaires dominicains à la frontière avec Haïti.

Nous reproduisons ci-dessous le texte de l'accord de Port-au-Prince, dans la version donnée par *Haïti Information* :

ACCORD DE JANVIER 1980

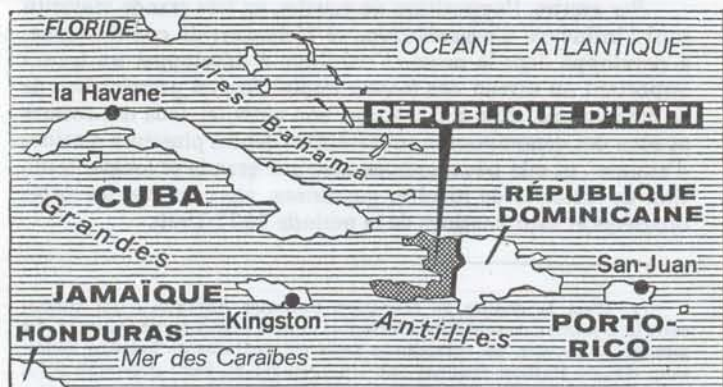
Considérant la difficulté actuelle de toute intervention des forces armées américaines en Amérique latine et en particulier en Haïti où, à tout moment, peut surgir un foyer de tension politique et militaire ;

Considérant la faiblesse numérique, matérielle, technique, tactique et combative des forces armées haïtiennes, lesquelles n'ont ni marine de guerre, ni aviation, ni artillerie ;

Les gouvernements haïtien et nord-américain proposent au gouvernement et aux forces armées dominicaines d'intervenir directement en Haïti au cas où l'on verrait apparaître un véritable front guérillero dans ce pays, pour devenir la principale force de combat contre les guérilleros haïtiens.

En conséquence, le gouvernement nord-américain déclare fermement être disposé à fournir une aide dans tous les domaines (politique, militaire, économique) au gouvernement et aux forces dominicaines pour qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle le cas échéant.

Jean-Claude DUVALIER
Robert L. SCHWEITZER
Port-au-Prince, janvier 1980.



Entretien avec un dirigeant du Parti des travailleurs haïtiens

NOUS publions ci-dessous l'interview d'un membre de la direction du Parti des travailleurs haïtiens (PTH), réalisée début décembre, à Saint-Domingue, pour *Inprecor*. Organisation fondée en 1966 et initialement d'orientation pro-maoïste, le PTH, qui a adopté depuis une position plus

indépendante de Pékin, est, avec le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), pro-soviétique, l'une des principales organisations ouvrières d'opposition au pouvoir sanglant de la dynastie des Duvalier.

« INPRECOR » : — La presse internationale a signalé en diverses occasions que, vers la fin des années 1970, le gouvernement haïtien avait esquissé une orientation nouvelle. Que peux-tu nous dire à ce sujet ?

— Il s'agit plus précisément de la période comprise entre 1977 et 1980. On a parlé à l'époque de promouvoir en Haïti une économie du type de celle de Hong Kong en faisant du pays une espèce de vitrine de l'Occident dans la Caraïbe. En fait, ce qui a été développé, ce sont les usines de montage à partir de 1972. Il s'agit d'une espèce de zone franche économique où travaillent 40 000 ouvriers environ (en République Dominicaine voisine, les ouvriers de la *zona franca* sont moitié moins nombreux). Les entreprises de cette enclave ne remplissent que des fonctions très parcellisées dans le processus de production des marchandises. C'est le cas, par exemple, de la production de balles de base-ball. La quasi-totalité des balles utilisées dans ce sport si populaire aux Etats-Unis (alors que les Haïtiens préfèrent le football) proviennent de Haïti.

— Cela n'a-t-il pas impliqué des changements appréciables dans l'économie du pays ?

— Il n'y a eu, en fait, qu'un développement très limité et très précaire. La zone franche elle-même a cessé de se développer et le cadre d'ensemble reste littéralement dramatique : le taux de chômage et de sous-emploi se situe entre 40 et 50 % de la population active et autour de 65 % dans la capitale, Port-au-Prince, qui compte quelque 800 000 habitants ; si le revenu par tête d'habitant est, en moyenne, de 150 dollars par an (ce qui place Haïti parmi les pays aux plus bas revenus), 61 % de la population ne dispose que de 60 dollars et 17 % de la population paysanne ne dépasse pas les 17 dollars (le seuil de la pauvreté absolue est évalué à un revenu annuel inférieur à 300 dollars) ; l'espérance de vie se situe entre 40 et 50 ans et la mortalité infantile est de 14,1 %. L'analphabétisme atteint le niveau record de 95 % et, dans la capitale, on évalue à 40 % la part de la population ne disposant d'aucun logement.

Haïti est resté un pays essentiellement agraire. Le pourcentage de la paysannerie dans la population active est parmi les plus élevés du monde : 80 %. La production agricole représente 43 % du produit national brut (PNB). Les grands propriétaires accaparent près des deux tiers de la terre qu'ils exploitent avec des ouvriers agricoles sur-exploités et le métagage. La pénétration des formes typiquement capitalistes à la campagne est sensiblement plus limitée que dans la République Dominicaine voisine.

— Peux-tu revenir sur la période 1977-1980 du point de vue politique ?

— Je rappelle que c'était alors l'époque de la démagogie de Jimmy Carter sur les droits de l'homme. Les Etats-Unis exerçaient une pression sur Jean-Claude Duvalier (*Baby Doc*), pour qu'il amorce une certaine « libéralisation ». En effet, des brèches ont été ouvertes. La presse a commencé à écrire plus librement et surtout il y a eu des radios qui ont pu développer leur audience du fait de leur attitude indépendante et critique par rapport au pouvoir. Le cas le plus significatif a été celui de *Radio Haïti-Inter*. En même temps, un important mouvement théâtral s'est développé. Des pièces de théâtre ont commencé à être jouées sur les places des villes et dans les villages et ont remporté un très grand succès, dans la mesure où elles exprimaient les sentiments et les aspirations du peuple. Qui plus est, le mouvement syndical a connu une certaine réactivation, et des mouvements de lutte importants se sont développés. La même chose s'est produite au niveau étudiant, où l'Union nationale des étudiants haïtiens (UNEH), à direction communiste, fondée en 1959, s'est réorganisée. En outre, est né un mouvement revendiquant la reconnaissance du créole comme langue officielle. Pour Jean-Claude Duvalier et ses complices, l'affaire devenait dangereuse...

— Comment ont-ils réagi ?

— Le signal a été pour eux l'élection à la présidence des Etats-Unis de Ronald Reagan. Ils n'ont pas perdu de temps. Dès le 28 novembre 1980, ils ont frappé toute

l'opposition, dont ils ont déporté ou emprisonné les éléments les plus représentatifs. *Radio Haïti-Inter* a été fermée, le mouvement théâtral mis hors-la-loi. Tous les partis ou groupes politiques ont été de nouveau rejetés dans la clandestinité la plus stricte.

— Quelles sont les forces politiques en Haïti ?

— Avant le coup de force du 28 novembre 1980, il y avait deux partis sociaux-chrétiens légaux. Aujourd'hui, ils ont presque complètement disparu. Dans la clandestinité, il n'y a donc que des partis se réclamant du mouvement ouvrier et des organisations liées à ces partis. Le parti qui dispose de l'influence la plus importante est le Parti des travailleurs haïtiens (PTH), fondé en 1966, qui a eu pendant une certaine période une position maoïste mais qui suit maintenant une orientation indépendante. Le PTH est partie prenante de l'Union des forces patriotiques et démocratiques haïtiennes (IFOPADA) à laquelle participe également une tendance socialiste catholique. L'IFOPADA défend une orientation anti-impérialiste, anti-féodale et anti-dictatoriale et elle entend rassembler toutes les forces antiduvaliéristes. Il existe, en deuxième lieu, le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) d'orientation pro-soviétique, dont les forces principales sont dans l'émigration et dont le dirigeant le plus connu est Gérard Pierre-Charles. Le PUCH est partie prenante de l'UDEH (Union démocratique haïtienne). Finalement, deux nouveaux groupes communistes se sont formés dans l'émigration, ce sont les groupes « 18 Mai » et « En avant ».

— Pourrais-tu nous dire quelques mots de l'histoire du mouvement communiste haïtien ?

— La naissance du mouvement communiste haïtien remonte au début des années 1930. Entre 1932 et 1945, il a été représenté par le Parti communiste haïtien (PCH). Après 1946, à la suite d'une scission, il y a eu, d'un côté, le parti qui a conservé le même nom et, de l'autre, le Parti socialiste populaire (PSP). En 1948,

le PSP s'est dissous sous l'influence des idées défendues à l'époque par le dirigeant du PC nord-américain Earl Browder. Par la suite, ce parti s'est reconstitué et il a pu mener une activité légale. Le mouvement communiste — légal depuis 1945 — voit ses deux composantes dissoutes en 1950.

En 1954, se forme le PPLN (Parti populaire de libération nationale) et, en 1959, des intellectuels qui avaient milité auparavant dans le PCH, fondent le PEP (Parti d'entente populaire). Ces deux derniers partis se réclament du marxisme-léninisme. Ils connaissent l'un comme l'autre de profondes divisions internes qui débouchent sur des scissions. Il y a finalement une recombinaison d'où surgissent le PUCH et le PTH.

Le PTH a partagé pendant toute une période les critiques adressées à la direction soviétique par le Parti communiste chinois (PCC) et le Parti du travail d'Albanie. Mais nous avons changé notre attitude vis-à-vis de ces deux partis en 1976, en estimant que les Chinois avaient adopté à leur tour une ligne révisionniste.

— Quelle est l'attitude du PTH vis-à-vis de Cuba ?

— Nous estimons maintenant que nous devons mettre l'accent sur la solidarité face aux menaces impérialistes et non sur les critiques. Nous pensons, toutefois, que les Cubains subissent l'influence soviétique et s'inspirent du modèle économique de l'URSS.

— Que penses-tu des événements de Pologne ?

— Je veux préciser que — traditionnellement — il y a à Haïti un intérêt pour ce qui se passe en Pologne. Pendant la guerre d'Indépendance, au début du XIXe siècle, des soldats polonais de l'armée française sont passés du côté des patriotes haïtiens. Par ailleurs, nous avons critiqué la direction révisionniste polonaise à partir de 1966, en établissant à l'époque des rapports avec des marxistes-léninistes polonais. Nous pensons que *Solidarnosc* est un mouvement différencié où il existe des courants qui subissent l'influence de l'impérialisme. Mais, dans l'ensemble, il s'agit d'un mouvement de masse contre la bureaucratie qui doit être soutenu. Nous sommes, donc, solidaires de *Solidarnosc*.

— Peux-tu nous dire quelque chose sur le mouvement syndical haïtien ?

— Il faut rappeler qu'entre 1958 et 1965 il a existé à Haïti un très fort mouvement syndical. Ce mouvement était unifié : un seul syndicat existait dans les entreprises et il n'y avait qu'une seule centrale au niveau national, l'Union intersyndicale haïtienne (UIH), celle-ci était dirigée par les communistes. Après 1965, le régime a imposé par la répression ses syndicats « jaunes ».

En 1970, il y a eu de nouveaux mouvements et une phase de recombinaison a

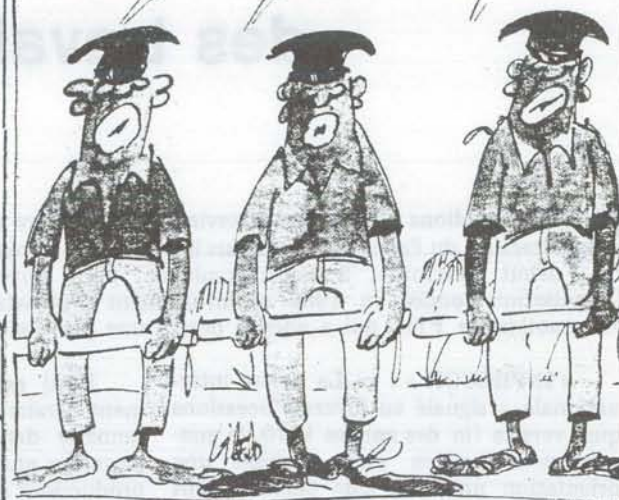
GISCARD AIDE DUVALIER

... ET POU'TANT, M. LE PRÉSIDENT SAIT QUE JE N'AI PAS UN SEUL DIAMANT À LUI OFFRI' !



LA FRANCE AIDE HAÏTI

VIVE LA FWANCE !



Dessins parus au Canada dans le journal quotidien « La Presse » de Montréal en novembre 1981 et stigmatisant les amitiés particulières de Valéry Giscard d'Estaing et son ministre de la Coopération avec le régime défendu par les « tontons macoutes ». (DR)

commencé. En 1978-1979 notamment, il y a eu un travail à la base pour réorganiser une centrale nationale. Les communistes ont repris le contrôle de certains syndicats et des grèves ont eu lieu. De leur côté, les sociaux-chrétiens ont formé la Confédération autonome des travailleurs haïtiens (CATH) avec l'aide du Venezuela, mais il s'agit d'une opération artificielle qui n'a pas remporté grand succès auprès des masses.

Le coup de force du 28 novembre 1980 a ouvert une nouvelle phase de la répression qui a impliqué, entre autres, l'élimination des communistes des syndicats.

— Quelle est la situation actuelle ?

— La situation est mauvaise dans le sens qu'il n'y a plus de mobilisation du mouvement de masse. Toute activité doit être développée sous des formes strictement clandestines. Nous nous efforçons d'organiser des comités à la base, notamment parmi les paysans. Je précise que le PTH accorde une très grande importance au travail dans la paysannerie.

— Quelle est votre perspective stratégique ?

— Le PTH est un parti anticapitaliste qui mène aujourd'hui une lutte anti-impérialiste, anti-féodale et anti-dictatoriale. Nous estimons qu'il faut se préparer à la lutte armée. En effet, par quels autres moyens serait-il possible de renverser Jean-Claude Duvalier et sa dictature féroce ?

Le PUCH était lui aussi pour la lutte armée depuis 1969 mais, en 1978, il a abandonné cette orientation pour mieux mettre à profit la « libéralisation » du régime. Après la nouvelle vague de répression, il n'a pas adopté une nouvelle position.

— Est-ce qu'on peut considérer que Jean-Claude Duvalier a réussi à ressouder son régime ?

— Des conflits existent depuis des années au sein du régime. Ils reflètent le conflit entre propriétaires fonciers et bourgeois *compradores* qui se combine avec une rivalité raciale. Alors que les grands propriétaires fonciers sont noirs, les *compradores* sont le plus souvent blancs ou mulâtres. Aujourd'hui, ce sont ces derniers qui ont le dessus. Ils exploitent, entre autres, la position de la femme de Jean-Claude Duvalier et de sa famille — une famille bourgeoise puissante — et contrôlent la police. Par ailleurs, le régime a eu à plusieurs reprises des conflits sérieux avec Washington. Par exemple, Jean-Claude Duvalier a toujours évité de créer une armée trop forte, de peur qu'elle n'apparaisse comme une alternative possible à son régime. Il a misé sur le renforcement de sa milice, les *tontons macoutes*, alors que Washington était d'un avis opposé.

— Est-ce que tu estimes qu'il existe une alternative bourgeoise conservatrice à Jean-Claude Duvalier ?

— Je crois qu'il est très difficile qu'une telle alternative se concrétise. C'est pourquoi, d'ailleurs, Washington hésite à laisser tomber Jean-Claude Duvalier.

— Y a-t-il d'autres problèmes que tu voudrais soulever ?

— Le peuple haïtien et toutes les victimes du régime duvalériste ont besoin de la solidarité de tous les peuples et, en premier lieu, de toutes les organisations ouvrières dans le monde. Il faut absolument que cette solidarité s'organise et se manifeste beaucoup plus que cela n'a été le cas jusqu'à présent.

Santo Domingo, 10 décembre 1981.

L'enfer des "bateys"

Des milliers de Haïtiens sont vendus chaque année aux planteurs de Saint-Domingue

Livio MAITAN

Un certain nombre de Haïtiens fuient leur pays sur des embarcations de fortune dans l'espoir de gagner la côte toute proche des Etats-Unis (1), pour y trouver un hypothétique travail. Le chômage, le sous-emploi chronique, la faim au sens strict du terme, ont poussé et poussent un nombre beaucoup plus grand de Haïtiens à émigrer vers l'autre partie de l'île, en République Dominicaine, où ils constituent une partie très importante du prolétariat agricole.

Il existe, tout d'abord, une couche de travailleurs plus ou moins stabilisée qui vit en République Dominicaine depuis des années, voire des décennies. Le plus souvent, leurs enfants n'ont jamais vu leur pays d'origine. Selon des calculs officiels, ces travailleurs seraient au nombre de 250 000 au moins, ce qui représente environ 10 % du total de la population active. Ils travaillent pour la plupart dans les plantations de canne sucrée, secteur fondamental de l'économie dominicaine.

Des témoignages sur les conditions de vie et de travail de ces Haïtiens commencent à être connus. Le plus significatif et le plus complet est sans doute celui fourni par Maurice Lemoine dans un remarquable reportage (2).

A l'occasion d'une visite dans un *batey* (campement) et de discussions avec des gens qui y travaillent, on ne peut que confirmer le bien-fondé du récit de Maurice Lemoine. En parcourant les rues du *batey*, la misère se manifeste sous tous ses aspects. Les « maisons » sont en réalité des baraques délabrées où, sur de superficies de 10-15 m², vivent 6, 8, voire 10

personnes. Dans ces *bateys* règne une sinistre division du travail dont le but est d'opposer des exploités à d'autres exploités dans une lutte féroce pour la survie. Dans les plantations travaillent des hommes épuisés et ravagés par la malnutrition. Certains d'entre eux semblent avoir 35-40 ans alors qu'ils n'en ont qu'une vingtaine.

Ce que ces travailleurs peuvent gagner varie sensiblement selon les tâches qu'ils accomplissent, l'efficacité de l'organisation du travail et d'autres facteurs plus conjoncturels, comme les saisons. Dans la mesure où il est possible de faire une moyenne, pendant la saison de la *zafra* (récolte), le salaire mensuel oscille entre 30 et 50 pesos (3). Pour donner une idée du pouvoir d'achat d'un tel salaire, il suffit d'indiquer qu'une livre de riz — l'aliment de base — coûte dans les magasins des *bateys* de 40 à 42 centavos. Par ailleurs, une loi du 25 mai 1979 a fixé le salaire minimum pour un ouvrier agricole à 3,50 pesos par jour. Selon des calculs faits en 1978, une famille de six membres aurait besoin pour vivre de 205 pesos par mois. Les services sociaux sont tout simplement inexistantes et l'assistance médicale n'intervient que dans des cas extrêmes.

Normalement, ces travailleurs ne sont pas organisés dans des syndicats. Pourtant, il y a une retenue d'un peso par mois pour le syndicat qui, en échange, fournit les vêtements de travail... La plupart de ces émigrés n'ont aucun permis de séjour : ils sont donc à la merci des autorités dominicaines qui, dès qu'elles en considèrent un comme indiscipliné ou « suspect », l'expulsent sans problèmes. Si l'expulsé est livré à la milice des *ton-*

tons macoutes haïtiens, il est jeté en prison ou tout simplement assassiné.

Bien que cela puisse paraître absurde, ces travailleurs — surnommés les « vieux » — jouissent d'une situation relativement privilégiée par rapport à la main-d'œuvre saisonnière qui ne reste en République Dominicaine que pendant la période de la *zafra* qui dure environ six mois. Officiellement, il ne s'agit que de 15 000 personnes, mais en fait ils sont beaucoup plus nombreux car il faut y ajouter les émigrants illégaux. Cette émigration a lieu sur la base d'un accord signé entre les gouvernements des deux pays concernés et dont l'application dépend essentiellement du Conseil d'Etat du sucre (CEA), entreprise nationalisée qui possède 12 *ingenios* (raffineries de sucre) sur 100 000 hectares. Les conditions du contrat (transport, logement, sécurité sociale, etc.) ne sont presque jamais respectées.

L'Etat haïtien perçoit une somme de 1 250 000 dollars du CEA pour 15 000 travailleurs qu'il augmente par des abus de toutes sortes et dont il ne dépense qu'une partie insignifiante pour eux. En fait, on peut dire que les 15 000 Haïtiens sont littéralement vendus par leur gouvernement. Par ailleurs, le secrétaire du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) a expliqué, dans une interview, que le gouvernement touchait 14 pesos par tête de Haïtien livré aux exploités dominicains. Si l'on considère que ces immigrés n'ont pas le droit de sortir de leur *batey* qui est surveillé par des gardes armés, organisés dans un corps paramilitaire, et qu'ils ne jouissent d'aucun droit civil, on voit que le terme « esclavage » correspond strictement à la réalité (4).

Le recrutement de ces travailleurs se fait dans des conditions qui les exposent à toutes sortes de tracasseries et d'escroqueries. Leur transport par camions sur des routes à peine carrossables est rendu d'autant plus pénible qu'ils doivent le plus souvent attendre des jours et des

1. Cf. Vincent Kermel, « Des "boat people's" qui n'intéressent pas Washington », *Inprecor* numéro 114, du 7 décembre 1981.

2. Maurice Lemoine, *Sucre amer*, Editions Encre, Paris, 1981.

3. Au cours officiel, 1 peso — soit 100 centavos — vaut 1 dollar ; au marché libre, 1 dollar se négocie à 1,25/1,30 peso.

4. Il est significatif à cet égard que ces travailleurs soient appelés couramment les « Kongos ». Les derniers esclaves arrivés à Saint-Domingue au XIX^e siècle provenaient justement du Congo.



Travailleurs haïtiens à Saint-Domingue. (DR)

jours à la frontière sans abris ni nourriture. Lorsqu'ils arrivent au *batey* — où ils sont logés dans des *baracones* (baraquements) à côté desquels les « maisons » des « vieux » sont luxueuses —, ils peuvent rester 5, 10 et même 15 jours sans travailler et donc sans être payés, condamnés à endurer la faim et à s'endetter auprès des usuriers du camp pour survivre. Même lorsqu'ils commencent à travailler, ils ne sont payés qu'après que la canne ait été pesée (ce sont surtout des coupeurs et des ramasseurs), ce qui demande parfois plusieurs jours ; entre-temps, la canne a perdu de son humidité, donc de son poids, et leur salaire s'en trouve réduit d'autant, car ils sont payés à la tonne.

De plus, ces travailleurs surexploités sont les victimes toutes désignées du racisme anti-haïtien qui ne cesse de sévir en République Dominicaine où le Haïtien est considéré comme un être inférieur, qui accepte des travaux que même les Domi-

nicains les plus misérables ne font pas, et qui est capable de commettre n'importe quel crime. Des mères vont jusqu'à menacer leurs enfants d'appeler « le Haïtien » s'ils ne sont pas sages... En réalité, c'est justement contre les Haïtiens qu'on peut tout se permettre dans les *bateys*, et même en dehors. Le fait de tuer un Haïtien n'entraîne pas nécessairement une condamnation : dans la plupart des cas, les assassins restent en liberté ou sont acquittés par des juges complaisants.

Ainsi se survit une tradition qui remonte très loin. L'épisode le plus dramatique reste celui du massacre froidement ordonné par le dictateur Rafael Trujillo en 1937, lors d'une très grave crise économique. Les Haïtiens ont été à cette occasion voués à la haine des Dominicains comme « *nègres étrangers au pays, méprisables, voleurs de bétail* », etc. Entre 30 000 et 40 000 d'entre eux ont été assassinés en un peu moins de deux semaines. Des Noirs dominicains ont aussi été

tués au cours de ce massacre, car les critères de « sélection » n'étaient pas très « rigoureux ». Les bandes de tueurs du gouvernement interpellaient tout Noir qu'elles rencontraient en lui intimant : « *Diga Usted perejil !* » (Dites « persil »). Les Haïtiens ayant beaucoup de difficulté à prononcer correctement le mot espagnol « *perjil* », toute personne n'ayant pas une prononciation espagnole correcte, était condamnée...

Le fait qu'à l'occasion du dernier recensement les enquêteurs devaient préciser — entre autres — si la personne interrogée avait ou non un accent « haïtien » ou « étranger », indique que les « autorités » dominicaines, tout en se réclamant du « socialisme démocratique » depuis la victoire électorale de la social-démocratie en 1978, ont encore des réflexes inquiétants.

Livio MAITAN
Décembre 1981.

HAITI

Aux origines de la première République noire

LA colonie française de Saint-Domingue — qui constituera le futur Etat haïtien — a été, entre 1790 et 1804, le théâtre d'insurrections, de mouvements révolutionnaires et de guerres de libération. Nous reproduisons ci-dessous l'analyse

Emilio CORDERO MICHEL

Sous l'impulsion du renversement du système féodal par la Révolution française de 1789, avec l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir politique et sa consolidation comme classe dominante, la situation politique, économique et sociale de toutes les colonies d'Amérique changea radicalement. Dans la colonie française de Saint-Domingue, la conscience de la bourgeoisie coloniale, de la classe moyenne mulâtre et des masses des esclaves se réveilla et ces classes se sont lancées dans une lutte généralisée : d'un côté, la bourgeoisie coloniale contre le monopole commercial de la bourgeoisie métropolitaine, les mulâtres dans leur aspiration à l'égalité sociale, les esclaves dans la conquête de leur liberté ; de l'autre, la classe moyenne mulâtre et les masses esclaves contre l'une et l'autre bourgeoisie.

Le mouvement révolutionnaire surgi des contradictions sociales qui existaient dans la colonie française ne fut pas qu'une rébellion des esclaves contre la dure exploitation dont ils étaient victimes ni le résultat de la lutte des mulâtres pour conquérir l'égalité proclamée dans la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789. Il fut un vaste mouvement où la force décisive de la révolution

fut représentée par les masses dirigées par la classe moyenne mulâtre et les cadres révolutionnaires de la classe esclave, dans le but d'établir un nouvel ordre social capitaliste sous le contrôle démocratique du peuple. Son importance réside dans le fait qu'il a infligé un coup décisif au mode de production basé sur l'esclavage dans les colonies et a donné naissance à des formes nouvelles du développement historique en Amérique ; à des formes qui, du fait de leur formation récente et de leurs faiblesses, de leurs contradictions internes et de leurs conflits avec le capitalisme financier naissant des Etats-Unis, allaient disparaître au cours des cent années suivantes pour renaître à partir du premier quart du XXe siècle.

La révolution dans la colonie française de Saint-Domingue ne fut aucunement une révolution bourgeoise pure et encore moins une révolution « *marxiste réalisée par des prolétaires contre la bourgeoisie coloniale* », parce qu'il n'y avait pas de masses prolétariennes en Haïti et que les dirigeants militaires révolutionnaires n'avaient pas pour but de collectiviser la propriété des moyens de production. En fait, beaucoup des traits du système esclavagiste-capitaliste antécédent — qui avait créé les conditions objectives de son développement et de ses propres particularités

de la révolution haïtienne du début du XIXe siècle, telle qu'elle apparaît dans les conclusions du livre *La revolucion haitiana y Santo Domingo*, publiée par Emilio Cordero Michel à Saint-Domingue en 1968.

— furent maintenus. C'est justement pourquoi l'ordre surgi de la révolution a eu un caractère si contradictoire : d'un côté, les anciens esclaves et le semi-servage patriarcal de François Dominique Toussaint-Louverture ; de l'autre, la classe moyenne mulâtre et l'ordre capitaliste.

Toussaint-Louverture a imposé une dictature militaire fondée sur une alliance stricte entre les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie commerciale britannique et nord-américaine, et sur le travail semi-servile de la paysannerie noire, et il n'a pas résolu les problèmes fondamentaux de la révolution : le pouvoir révolutionnaire, l'Indépendance et la distribution des terres des colons blancs. Cela a été la conséquence de la position économique de anciens esclaves dans le cadre du mode de production esclavagiste qui les empêchait d'être les promoteurs de rapports de production correspondant au développement objectif des forces productives dans la société coloniale. La classe moyenne mulâtre, tout en étant idéologiquement plus homogène, n'a pas pu — elle non plus — implanter le pouvoir révolutionnaire ni faire valoir ses aspirations ni à plus forte raison celle des masses noires des anciens esclaves, et cela à cause des profondes contradictions internes qui la minaient.

L'invasion décidée par Bonaparte, emportée par son rêve de domination sur les trois continents et les revendications de la bourgeoisie française qui aspirait à de nouvelles conquêtes coloniales, a provoqué la chute du régime de Toussaint-Louverture et l'alliance révolutionnaire des masses des anciens esclaves avec la classe moyenne mulâtre pour réaliser les objectifs de la révolution. Ces objectifs ont été atteints en 1804 lorsque le général noir Jean-Jacques Dessalines proclama l'Indépendance, créa l'Etat haïtien et imposa une dictature militaire dirigée par les cadres révolutionnaires des anciens esclaves et ceux de la classe moyenne mulâtre. Les tâches fondamentales de cette dictature militaire révolutionnaire étaient les suivantes :

- anéantir le danger représenté par les Français et la classe des propriétaires blancs ;
- consolider l'Indépendance nationale ;
- garantir la liberté des masses noires ;
- réaliser la distribution des terres de la grande propriété agraire entre les soldats révolutionnaires ;
- créer le nouvel ordre capitaliste, dirigé par l'Etat, et réorganiser l'économie, le régime du travail et de la propriété, l'administration, les tribunaux, etc.

La mort de Dessalines en 1806 fit renaître les contradictions et les antagonismes entre la classe moyenne mulâtre et la masse des anciens esclaves et brisa l'alliance réalisée en 1803 pour établir un seul pouvoir révolutionnaire. Cela eut

comme conséquence la division de Haïti ; au nord, Henri Christophe, qui préserva la grande propriété terrienne (latifundium), un système de travail semi-servile et patriarcal et la dictature basée sur les militaires privilégiés de sa monarchie ; au sud, Anne Alexandre Pétion, qui introduisit la petite propriété agraire des paysans-soldats, le régime parlementaire, les codes bourgeois, la production marchande, l'éducation des masses, etc.

Malgré son caractère contradictoire, depuis Pétion, l'Etat haïtien fut fondamentalement l'instrument de la classe moyenne dominante pour la création d'un ordre capitaliste fondé sur la petite propriété rurale. Un tel ordre ne put pas être construit parce que l'Etat subit les contraintes des contradictions internes de la nouvelle société surgie de l'ancienne colonie, comme les pressions des puissances économiques d'Amérique du Nord qui, depuis le début du siècle, avaient commencé à se lancer dans la région de la Caraïbe.

Haïti fut le seul pays d'Amérique à entreprendre au XIX^e siècle une distribution des terres aux masses paysannes et à rompre définitivement tout lien économique avec la métropole. Sa révolution fut donc une révolution démocratique de libération nationale dont le point culminant fut l'abolition de l'esclavage *pour la première fois dans le monde moderne* et la création du premier Etat indépendant d'Amérique latine.

En ce qui concerne la politique haïtienne à l'égard de Saint-Domingue espagnol, la stratégie de Toussaint-Louverture fut orientée vers l'intégration pacifique de deux colonies dans une même entité poli-

tique. C'est avec cet objectif qu'il stimula l'économie en promouvant le développement de l'agriculture et du commerce, alors que les Espagnols les avaient laissés à l'état d'économie naturelle. Comme Saint-Domingue espagnol dépendait exclusivement de l'élevage et de la coupe du bois — le sucre suffisait à peine à la consommation intérieure, on ne produisait pas de café ni de cacao, d'indigo, de coton, etc., le tabac n'étant cultivé et commercialisé qu'aux alentours de la ville de Santiago — et que son activité commerciale essentielle avec la colonie française voisine, avec l'Angleterre et les Etats-Unis, avait été interrompue depuis le début de la révolution, Toussaint-Louverture ouvrit les ports de Santo Domingo, Monte Cristi, Puerto Plata, Samaná, Neyba et Azua au commerce britannique et nord-américain et recommença à exporter du bétail vers la partie occidentale de l'île. Avec ces mesures et l'essor économique qui s'ensuivit, il put gagner l'appui des grands propriétaires terriens (*terratenientes*) et des commerçants, alors que, par l'abolition de l'esclavage — bien qu'il ait introduit le travail forcé — et la démocratisation qui permit aux mulâtres et aux Noirs d'entrer dans l'armée, les administrations locales et la fonction publique, il obtint la sympathie de tous les secteurs sociaux de Saint-Domingue espagnol.

L'UNIFICATION RATEE DE L'ILE

La politique de Dessalines poursuivait des objectifs identiques. En outre, il voulut éliminer le danger que représentait pour le jeune Etat haïtien la présence

Une rue dans un bidonville de la capitale Port-au-Prince. (DR)



dans la partie orientale de l'île des restes de l'armée napoléonienne sous le commandement de Ferrand. Sa faillite dans l'unification de l'île fut essentiellement déterminée par ses erreurs politiques à l'égard de Saint-Domingue espagnol et par son incapacité à appliquer une politique d'équilibre entre les classes sociales favorables à l'unification.

Avec l'introduction des sévères lois du travail et de l'augmentation de la production agricole adoptées par le régime de Toussaint-Louverture — qui favorisaient les commerçants et les propriétaires dont elles reçurent l'approbation —, les esclaves de Saint-Domingue espagnol, qui avaient pourtant toujours exprimé leur sympathie à l'égard de leurs frères de la partie occidentale de l'île, durent finalement enregistrer une détérioration de leurs conditions d'existence. Ils étaient habitués à travailler dans le cadre d'un système moins rigoureux que celui de Haïti à la suite des changements des rapports de production découlant de la forme de production basée sur l'élevage. Les commerçants et les éleveurs de la zone frontalière et du Cibao appuyèrent Dessalines jusqu'au moment où celui-ci les frappa par une lourde imposition pour faire face aux frais de la guerre et, devant son refus de l'abolir, ils lui tournèrent le dos. L'unité politique de l'île ne fut accueillie favorablement que par les secteurs inférieurs et moyens de la classe moyenne mulâtre, urbaine et rurale, du Cibao (artisans, petits commerçants, petits producteurs de tabac et officiers de l'armée).

En poursuivant à Saint-Domingue espagnol la lutte de classe féroce entre les Noirs et les Blancs propriétaires des moyens de production, Dessalines apeura et neutralisa les éléments fondamentaux de la société coloniale qui auraient pu

soutenir l'unification de l'île. En d'autres termes, il ne sut pas profiter de la leçon de Toussaint-Louverture. C'est pour cette raison que — même aujourd'hui — des épisodes comme les massacres de Moca et les événements sanglants de Santiago sont restés dans la mémoire du peuple dominicain. Ces faits sanglants ne cessent d'être exploités par les historiens anti-haïtiens selon lesquels « *les dettes de sang doivent être payées* » et les voisins de l'Est « *devraient être transférés en Guyane française ou en Afrique* », puisqu'ils représentent « *une menace ethnique* » pour les Dominicains.

QUELQUES DATES ESSENTIELLES DE L'HISTOIRE DE HAÏTI

1697 — A la suite du traité de Ryswick, l'île est partagée entre la France et l'Espagne.

1790 — Insurrection de Vincent Ojé et Jean-Baptiste Chavanne, exécutés par la suite.

1794 — Décret de la Convention, à Paris, abolissant l'esclavage.

1795 — Avec le Traité de Bâle, l'Espagne cède à la France sa partie de l'île, décision qui ne sera pas appliquée.

1798-1800 — Lutte de libération menée par François Dominique Toussaint-Louverture.

1801 — Toussaint-Louverture procède à l'unification de l'île.

1803 — Toussaint-Louverture meurt emprisonné en France après sa capture par les armées envoyées par le « consul à vie » Bonaparte.

1804 — Proclamation de l'Indépendance après la guerre de libération (1802-1804).

1805 — Promulgation de la deuxième Constitution haïtienne qui stipule : « *L'empire de Haïti est un et indivisible.* »

1805 — Expédition du général noir Jean-Jacques Dessalines à Saint-Domingue.

1805 — Retrait de Dessalines, qui lève le siège de la ville de Santo Domingo et se livre à des exactions dans certaines régions du pays.

1822 — Le président haïtien Jean-Pierre Boyer fait occuper Saint-Domingue.

1844 — Indépendance de la République Dominicaine.

1915-1934 — Occupation de Haïti par les Etats-Unis.

1957 — François Duvalier prend le pouvoir en renversant la dictature du colonel Magloire.

1971 — Mort de François Duvalier. Son fils Jean-Claude Duvalier lui succède.

Ces historiens ne servent pas les intérêts des jeunes et du peuple. Au lieu de continuer à méséduquer les jeunes et à détourner l'attention du peuple de ses véritables problèmes, par des déformations constantes et des arguments racistes selon lesquels les Haïtiens seraient les ennemis principaux des Dominicains, ils devraient s'employer à indiquer quel est le véritable ennemi de la République Dominicaine, de Haïti et de tous les peuples frères d'Amérique latine. ■

Emilio CORDERO MICHEL
Saint-Domingue, 1968.

Quatrième Internationale SOMMAIRE

Périodique trimestriel-39^e année/3^e série, n°7
janvier-février-mars 1982

EDITORIAL :	
Austérité, rémilitarisation, contre-révolution	3
G. Taut et M. Warshawsky - Origines et dynamique du sionisme	15
Livio Maitan - L'eurocommunisme dans l'impasse	41
John Ross - La politique britannique dans les années 1970	57
Alan Freeman - Benn et le socialisme britannique	77
Klaus Meschkat - La social-démocratie et l'offensive socialiste en Amérique latine	91
ARCHIVES DU MARXISME	
Léon Trotsky - Le rapport entre révolution prolétarienne et révolution agraire	101
NOTES DE LECTURES :	
Gérard Chaliand : <i>Rapport sur la résistance afghane</i>	105

TARIFS

ABONNEMENTS : 1 AN,
4 NUMEROS

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges
Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale
12, rue de la Buanderie
1000 BRUXELLES
BELGIQUE

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE

Le dialogue Nord-Sud selon Helmut Schmidt

La théorie du "changement par le commerce" couvre les bonnes affaires avec Pretoria

DEPUIS le mois de septembre dernier, *Inprecor* a publié une série d'articles consacrés à la dénonciation et à l'analyse des relations économiques, politiques et diplomatiques des différents pays occidentaux avec le régime de Pretoria.

Tour à tour, nous avons donc traité de la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy face à l'héritage impérialiste français en Afrique du Sud (numéro 108 du 14 septembre), des responsabilités des bailleurs de fonds suisses de l'apartheid (numéro 109 du 28 septembre), des liens particuliers de la bourgeoisie belge avec Pretoria (numéro 111 du 26 octobre), des fructueux investissements britanniques en Afrique du Sud (numéro 112 du 9 novembre), de la complicité renforcée du gouvernement américain avec Pretoria depuis l'élection de Ronald Reagan (numéro 115 du 21 décembre) et, enfin, dans notre présente édition, des bonnes affaires des capitalistes ouest-allemands en République Sud-Africaine.

Wolfgang WEITZ

La Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a reconnu, dans une résolution votée lors de sa dernière conférence annuelle — par 35 voix et 6 abstentions — que l'Afrique du Sud était responsable de l'échec des récentes négociations sur la Namibie, et elle a formellement condamné la République Sud-Africaine (RSA) pour sa politique d'apartheid.

Les abstentions intervenues lors de ce vote ont été celles des représentants des USA, de la France giscardienne, de la Grande-Bretagne, du Canada, du Portugal et de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Elles ont été justifiées par le refus des demandes de sanctions économiques incluses dans la résolution. S'il faut en croire les arguments avancés, la motivation de ce refus serait le souci du bien-être de la population noire d'Afrique du Sud car — toujours selon l'opinion avancée par les représentants des pays qui se sont abstenus — « de telles sanctions nuiraient à la population noire d'Afrique du Sud et des pays voisins. (1) »

En fait, au cours des débats, il s'est avéré que la position des Etats mentionnés plus haut n'était nullement dictée par un prétendu humanisme. Le représentant de la RFA a rejeté pour sa part les critiques adressées à son pays pour son commerce avec l'Afrique du Sud avec l'argument : « Heureusement, la RFA n'est pas un pays totalitaire dans lequel le commerce peut être ordonné ou interdit. (2) »

Cette attitude est dans le droit fil de la politique traditionnelle de la RFA vis-à-vis de l'Afrique du Sud depuis la fin 1973. La continuité de cette politique est décrite dans les termes suivants par Rein-

hard Rode qui est un éminent spécialiste ouest-allemand des problèmes africains : « La condamnation de l'apartheid est désormais également le fait du gouvernement de Bonn mais, chaque fois qu'il a été question de voter des résolutions en faveur de sanctions économiques, la délégation ouest-allemande (auprès des Nations Unies) s'est refusée à s'y associer. A chaque fois, elle a voté contre ou elle s'est contentée de s'abstenir. (3) »

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU COMMERCE

Si on compare cette attitude à celle des gouvernements précédents, une seule chose a changé : les condamnations verbales se sont quelque peu radicalisées. Mais l'attitude vis-à-vis des relations économiques avec l'Afrique du Sud n'a pas changé ; elle est une constante de tous les gouvernements qu'a connus la République fédérale depuis sa création le 23 mai 1949. La RFA ne se contente pas seulement de « laisser faire », comme on pourrait se l'imaginer sur la seule base de l'argumentation développée devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Son attitude est en réalité celle d'une promotion active du commerce et des investissements avec et en Afrique du Sud.

Les garanties Hermes (*Hermesbürgschaften*) en constituent un exemple. Il ne s'agit rien de moins que des garanties accordées par l'Etat fédéral pour les investissements faits par des entreprises ouest-allemandes à l'étranger. Vers la fin de l'année 1977, les autorités fédérales avaient décidé de limiter le niveau de ces garanties des risques encourus par les investissements en Afrique du Sud au commerce d'exportation à 50 millions de

Pour chacun de ces articles, nous avons fait appel à nos collaborateurs membres des sections de la IVe Internationale dans les pays concernés.

Cette série d'articles représente donc un important travail. Elle constitue de ce fait le support politique et informatif de toute campagne nationale contre l'apartheid sud-africain et pour le droit à l'émancipation des masses noires opprimées de ce pays.

La nécessité d'une telle campagne anti-impérialiste de longue haleine nous est dictée par l'ampleur et la profondeur même des liens des bourgeoisies occidentales avec le pouvoir raciste d'Afrique du Sud. A son niveau, en dénonçant ces relations, *Inprecor* entend apporter sa contribution à cette mobilisation indispensable.

DM. De plus, les crédits n'étaient désormais plus assurés que pour une durée de cinq ans. Cette modification de l'attitude du gouvernement fédéral a en fait moins été dictée par des arguments moraux que par les développements intervenus dans la situation politique :

- les soulèvements de Soweto à partir du 16 juin 1976 et les mobilisations de masse répétées de la population noire contre son oppression politique et économique ont transformé l'Afrique du Sud en pays à « haut risque » pour les investisseurs ;

- les multiples initiatives prises en RFA même contre les relations économiques et politiques entretenues tant par les firmes privées que par le gouvernement fédéral avec l'Afrique du Sud.

Cette décision n'a cependant eu qu'un caractère symbolique. Les *Hermesbürgschaften* ont progressé de quelque 3,8 milliards de DM en 1978 à près de 5 milliards de DM en 1981. Immédiatement après le début des soulèvements de Soweto, les *Hermesbürgschaften* ont grimpé de 656 millions de DM en 1975 à 2,3 milliards de DM en 1976. La couverture des garanties Hermes pour la part des fournitures allemandes destinées au projet de liquéfaction du charbon SASOL-II a revêtu une importance politique considérable. Ce projet d'importance stratégique doit permettre à l'Afrique du Sud de devenir moins dépendante de ses importations de pétrole et à son armée de demeurer opérationnelle même en cas de boy-

1. *Frankfurter Rundschau*, 25 février 1981.

2. *Ibid.*

3. Reinhard Rode, « Bonn und Pretoria » in Bley, *Afrika und Bonn*, p. 9.

cott de ces livraisons de produits énergétiques.

Début juillet 1981, le gouvernement fédéral a dépassé les limitations qu'il avait lui-même édictées en accordant à 9 entreprises des garanties entre 200 et 700 millions de DM à chacune pour leur participation au projet de centrale de Matimba. En 1980 déjà, il avait accordé des garanties de longue durée (huit ans et demi) à diverses entreprises allemandes pour leur participation à la construction des deux centrales thermiques de Tutuka et de Lethabo. A cette occasion, plusieurs millions de DM avaient été répartis entre plusieurs sociétés (4).

Une convention de double imposition est venue renforcer les dispositions encourageant les investissements privés ouest-allemands en Afrique du Sud. Cette convention, entrée en vigueur en 1975 — avec effet rétroactif de dix ans — libère le capital ouest-allemand investi en Afrique du Sud de toute imposition en RFA, et ce pour le montant des sommes que ces entreprises ont investi en Afrique du Sud même.

INVESTISSEMENTS, CREDITS, PROFITS

La politique du gouvernement fédéral assure en fait des profits très élevés aux entreprises ouest-allemandes concernées. Ces entreprises retirent un profit moyen de 18 % de leurs investissements directs. Siegfried Brunnenmiller, de la succursale de la Deutsche Bank à Johannesburg, est bien placé pour affirmer que « les profits annuels sont en augmentation (5) ». Il ne faut donc pas s'étonner de ce que la Chambre de commerce germano-sud-africaine s'attende à « une dynamique d'accroissement du boom des investissements (6) ».

Aujourd'hui, la RFA est devenue le troisième pays investisseur en Afrique du Sud, après la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Pour 1974, le BDI (7) évaluait déjà le total de ces investissements à 3,5 milliards de DM en 1976, tandis qu'en juillet 1977, l'ambassade de la République d'Afrique du Sud à Bonn estimait à 4 milliards de DM le montant des investissements indirects ouest-allemands. M. Seelig, porte-parole du BDI, estimait à quelque 6 milliards de DM le total de ces investissements alors que l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Bonn, M. Sole, estimait le capital allemand investi en RSA à 12 milliards de DM en 1976 (8).

Le développement sur une grande échelle de l'exportation de capitaux ouest-allemands vers l'Afrique du Sud n'a en fait commencé qu'en 1965, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle convention sur la double imposition. A partir de cette date, l'Afrique du Sud est devenue un des pays privilégiés de l'investissement ouest-allemand à l'étranger. L'Allemagne fédérale est également le pays qui a connu le plus fort taux d'accroissement de ses investissements en RSA de tous les pays impérialistes (9). Les entreprises allemandes qui participent directement à ces investissements sont au nombre de



Dessin symbolisant la répression sanglante des émeutes de Soweto en 1976. (DR)

400, auxquelles il faut ajouter les 6 000 qui y participent indirectement.

Participent à ces investissements la quasi-totalité des grandes entreprises industrielles de la RFA, c'est-à-dire des entreprises telles que Daimler-Benz, Luft-hansa, Bayer, Krupp, Siemens, Volkswagen, Hoechst, BASF, MAN, Rheinstahl AG. Les entreprises ouest-allemandes investissent prioritairement dans le secteur commercial sud-africain. Ainsi Volkswagen a-t-il dépassé dès 1973 Ford et General Motors (GM) pour devenir le plus important constructeur de voitures particulières d'Afrique du Sud. Vers la fin 1976, Volkswagen annonçait des investissements supplémentaires pour un montant de 35 millions de dollars.

La République fédérale d'Allemagne est le plus important fournisseur de capitaux de l'Afrique du Sud. Certaines estimations indiquent que la moitié des crédits de l'Afrique du Sud proviendraient de la RFA. Le porte-parole de l'entreprise Siemens, M. Wentges, estimait fin 1976 que l'Afrique du Sud avait reçu, entre 1970 et 1976, quelque 6 milliards de DM sous forme de crédits bancaires, d'émissions, etc. Ce sont en tout 60 banques ouest-allemandes qui ont participé entre 1958 et 1980 à 104 prêts bancaires à l'Afrique du Sud. Parmi ces banques, on trouve la Deutsche Bank, la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, la Bayerische Vereinsbank (10), etc.

Par le biais de ces investissements, les milieux financiers ouest-allemands jouent un rôle capital dans le développement et la consolidation du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Malgré l'essor considérable du capital sud-africain proprement dit (la part des investissements étrangers directs est tombée de 19 % au début des années 1950 à 11 % au début des années 1970), les investisseurs étrangers jouent un rôle important et parfois même décisif. En effet, 80 % de la production industrielle privée sud-africaine sont sous contrôle direct — ou largement sous l'influence — du capital étranger. Ce chiffre ne concerne pas la production des entreprises d'Etat qui couvre les secteurs clés de l'acier, des chemins de fer et de l'énergie, et qui a une influence déterminante sur le fonctionnement du reste de l'éco-

4. Der Spiegel, 13 juillet 1981 ; Stern, 5 novembre 1981.

5. Stern, 5 novembre 1981.

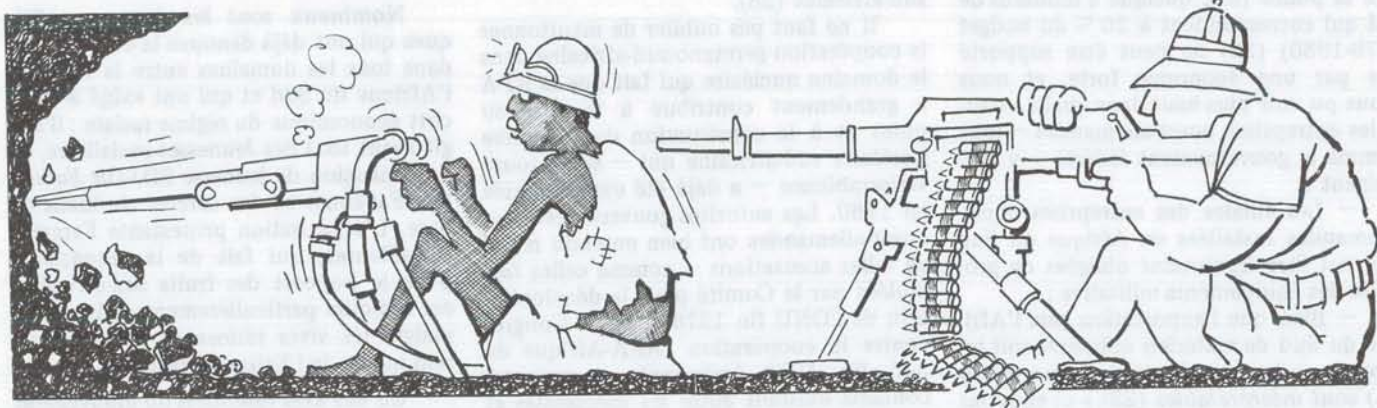
6. Ibid.

7. BDI : Bund der deutschen Industrie, association du patronat industriel ouest-allemand.

8. Cf. la revue AIB, numéro 6, 1981, p. 41.

9. Reinhard Rode, Die Südafrikapolitik der Bundesrepublik Deutschland — 1968-1972, p. 135 et s.

10. Ostrowsky, Geissler, Südafrika, p. 77 ; Rainer Falk, « Die Bundesrepublik und Südafrika », in AIB, numéro 6, 1981, p. 41.



nomie (11). Néanmoins, ce sont ces secteurs qui ont bénéficié le plus largement de l'argent qui est parvenu à l'Afrique du Sud sous forme de crédits.

- octroi des droits syndicaux sans restrictions ;
- paiement d'un salaire supérieur à au moins 50 % du minimum vital ;
- abolition de la ségrégation raciale sur les lieux de travail et dans les équipements sociaux (12).

En juillet 1978, la direction de l'entreprise BMW a déclaré officiellement qu'« aucune activité syndicale ne serait tolérée de la part des ouvriers noirs au sein de l'entreprise ». La ségrégation raciale à tous les niveaux n'a pas été abolie. Un porte-parole de la société Siemens, qui

Et c'est donc en pleine connaissance de cause que le gouvernement fédéral justifie cyniquement les garanties qu'il accorde aux crédits destinés à l'Afrique du Sud en prétendant que « le "Code de bonne conduite" du Marché commun garantissant que les Noirs ne sont pas discriminés lors de ce marché (16) ».

A l'image des autres importations en provenance du reste des pays impérialistes, les marchandises importées de RFA sont essentiellement des produits finis, tandis que les exportations sud-africaines vers la RFA sont surtout constituées de produits semi-finis, de matières premières et de denrées alimentaires d'origine végétale. Pour la période 1968 à 1972, les produits finis couvraient les 80 % des exportations ouest-allemandes vers l'Afrique du Sud : avant tout machines, véhicules et matériel électrotechnique. L'essentiel des machines était constitué de machines-outils, et la plus grande part du matériel électrotechnique était représentée par du matériel de communication et de mesure, y compris électronique.

— Le budget important que le régime de l'apartheid accorde à ses forces armées et à sa police (soit quelque 4 milliards de DM qui correspondent à 20 % du budget 1979-1980) (22) ne peut être supporté que par une économie forte, et nous avons pu voir plus haut dans quelle mesure les entreprises ouest-allemandes — tout comme le gouvernement fédéral — y participent ;

— Les filiales des entreprises ouest-allemandes installées en Afrique du Sud peuvent être légalement obligées de produire des équipements militaires ;

— Bien que l'exportation vers l'Afrique du Sud de matériels militaires soit interdite, « les conditions d'exportation (...) sont interprétables (23) » et elles ont effectivement lieu. Daimler-Benz a exporté vers l'Afrique du Sud environ 2 000 camions tout terrain de type Unimog depuis 1978, tandis que Magirus-Deutz a exporté environ 5 000 véhicules d'un modèle concurrent depuis 1977. Et, en partie par l'entremise de pays tiers non concernés par l'embargo officiel, ce sont des navires de guerre, des avions, ainsi que des moteurs et des pièces de rechange qui sont couramment fournis (24). Des révélations ont été faites sur le trafic d'armes sur une large échelle qui a été « organisé secrètement depuis les années 1960 avec l'Afrique du Sud avec le soutien des services spéciaux ouest-allemands (25) ».

Un autre aspect de la coopération militaire allemande avec l'Afrique du Sud est la production sous licence de matériels militaires en Afrique du Sud même. En novembre 1977, la RFA et le Canada — par leur vote négatif — et les USA, la Grande-Bretagne et la France giscardienne — par leur veto (en tant que membres permanents du Conseil de sécurité) — ont empêché que la production d'armement sous licence par l'Afrique du Sud ne soit interdite par les Nations Unies (26). La concession de licences ouest-allemandes n'était même pas soumises à une procédure d'autorisation préalable (27) jusqu'en mars 1978. Des camions Magirus-Deutz sont donc produits comme avant en Afrique du Sud, et ce avec des pièces venant de RFA. L'entreprise Truckmakers, qui a racheté ses installations sud-africaines à Magirus-Deutz au printemps

1980, n'est autre que l'un des principaux fournisseurs de poids lourds de l'armée sud-africaine (28).

Il ne faut pas oublier de mentionner la coopération germano-sud-africaine dans le domaine nucléaire qui fait que la RFA a grandement contribué à la mise au point et à la construction de la bombe nucléaire sud-africaine qui — selon toute vraisemblance — a déjà été expérimentée en 1980. Les autorités gouvernementales ouest-allemandes ont bien entendu rejeté de telles accusations — comme celles formulées par le Comité pour la décolonisation de l'ONU fin 1978 et par le Congrès contre la coopération RFA-Afrique du Sud fin 1978 également —, mais les contacts existant entre les spécialistes et les organismes responsables des deux pays sont néanmoins établis, tout comme n'est pas contesté le fait que les entreprises ouest-allemandes ont fourni le *know how* (savoir-faire) et la technologie de l'enrichissement de l'uranium (29), ce qui a permis la construction de la bombe atomique sud-africaine.

Comparé à tout ce qui précède, l'accord de coopération culturelle entre le gouvernement fédéral et l'Afrique du Sud paraît bien anodin. Il comprend néanmoins l'échange d'élèves et d'étudiants ainsi que le financement d'écoles allemandes en Afrique du Sud. Le refus opposé par les autorités fédérales à la résiliation de cet accord constitue une preuve supplémentaire — s'il en était besoin — de leur refus de prendre quelque mesure que ce soit qui pourrait affecter le régime raciste.

UN MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ ENCORE FAIBLE

Le gouvernement ouest-allemand pourra se permettre de persister dans son attitude aussi longtemps que n'existera pas une opposition efficace à cette politique en RFA même, une opposition de masse où le mouvement ouvrier jouera le premier rôle. Cette perspective paraît pour l'instant bien éloignée car l'Afrique du Sud ne fait pas partie des préoccupations essentielles. Cette situation peut certainement évoluer, comme l'a démontré le développement qu'a connu le mouvement de solidarité après le soulèvement

de Soweto en 1976 et l'assassinat du militant noir Steve Biko en 1977.

Nombreux sont les groupes politiques qui ont déjà dénoncé la coopération dans tous les domaines entre la RFA et l'Afrique du Sud et qui ont exigé le boycott économique du régime raciste : il s'agit avant tout des Jeunesses socialistes, de l'organisation de jeunesse SDJ-Die Falken (les Faucons) et des cercles chrétiens de base. L'organisation protestante Femmes travailleuses, qui fait de la propagande pour le boycott des fruits sud-africains, est toujours particulièrement active, et ce malgré les vives réticences à l'œuvre au sein même de l'Eglise protestante.

Un des axes essentiels du mouvement de solidarité en RFA est actuellement la propagande pour un boycott économique de l'Afrique du Sud, pour soutenir les luttes de la population noire de ce pays. Cette propagande doit particulièrement combattre la position affichée par la direction syndicale de l'IG-Metall qui emboîte le pas à l'argumentation des autorités fédérales et du patronat ouest-allemand selon laquelle un boycott économique aurait pour seule conséquence d'aggraver encore plus la situation de la population noire.

Ce n'est que sur cette base que pourra se développer un mouvement de masse capable de contraindre gouvernement et patronat à un boycott économique effectif de l'Afrique du Sud, ce qui ne sera pas facile vu l'importance des intérêts des « amis de l'Afrique du Sud » dans cette affaire. L'autre élément nécessaire au développement de ce mouvement de solidarité est bien évidemment le développement des luttes en Afrique du Sud même. ■

Wolfgang WEITZ
Francfort, 20 novembre 1981.

22. *Frankfurter Rundschau*, 18 avril 1979.

23. *Der Spiegel*, 12 octobre 1981.

24. *Der Spiegel*, *ibid.* ; Ostrowsky, Geissler, *op. cit.*, p. 99.

25. *Frankfurter Rundschau*, 14 décembre 1978.

26. Ostrowsky, Geissler, *op. cit.*, p. 103.

27. *Frankfurter Rundschau*, 14 décembre 1978.

28. *Der Spiegel*, 14 décembre 1980.

29. Ostrowsky, Geissler, *op. cit.*, p. 89-97.

LIBRAIRIE "LA COMMUNE"



La librairie "LA COMMUNE" est avant tout une librairie militante, et, un lieu d'accueil pour tous ceux qui souhaitent en savoir un peu plus sur le marxisme, le léninisme et le trotskysme et faire connaissance avec la Quatrième Internationale et la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs.

9 rue des grands carmes
bruxelles 1000

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

ABONNEZ-VOUS,
RÉABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

Quel socialisme pour le Parti des travailleurs ?

Des dirigeants du PT précisent leur conception du socialisme

LE Parti des travailleurs (PT) du Brésil devait tenir le 23 janvier un important Congrès dans lequel il devait définir sa plate-forme, sa tactique et les modalités de désignation de ses candidats pour les élections prévues normalement en novembre 1982.

Dans ce Congrès devaient donc être abordées, pour la première fois, des questions d'orientation concrètes et très importantes. Les premières Conférences de fondation du PT en 1979 et 1980 avaient été consacrées essentiellement à l'adoption de déclarations de principes jetant les bases d'un parti indépendant de la bourgeoisie et fonctionnant comme un réel parti et non comme un simple front électoral.

Depuis, l'essentiel des efforts a été consacré à réunir les conditions d'enregistrement légal du parti pour les élections. Grâce à une extraordinaire mobilisation, le PT est parvenu à franchir tous les obstacles dressés par la dictature. En septembre 1981, il a obtenu son enregistrement provisoire. Il comptait alors plus de 200 000 adhérents. Le chiffre se situe aujourd'hui entre 300 000 et 400 000 ...

Luis Inacio DA SILVA « Lula », président du Parti des travailleurs (PT), ouvrier métallurgiste : — Quand nous refusons le projet social-démocrate, c'est parce que nous considérons que la social-démocratie n'a constitué, à mon avis, rien d'autre que l'étape la plus avancée que le capitalisme a pu trouver pour répondre au socialisme. Cette réponse n'a été possible dans la forme qui lui a été donnée en Allemagne, en Suède ou en Grande-Bretagne, que dans la mesure où il y avait d'autres peuples exploités, comme au Brésil, en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Comme je n'ai aucune illusion sur le fait que le monde permette encore ce type d'exploitation, je suis obligé de refuser la social-démocratie comme solution à quoi que ce soit. La social-démocratie ne sert qu'au maintien de l'exploitation de l'homme, et ce dans la mesure où d'autres peuples continuent à être réduits à l'esclavage.

J'ai critiqué aussi le socialisme bureaucratique, le socialisme dans lequel l'appareil d'Etat n'accepte aucune critique et détermine les règles du jeu sans participation de la collectivité.

Il est logique que beaucoup de gens puissent considérer ça comme un rêve, que je suis un romantique, parce que, dans les expériences que nous connaissons, les choses ne se sont pas produites si simplement. Mais c'est d'une façon simple que je pense et imagine la question du socialisme.

« EM TEMPO » : — Depuis ton discours (à la Convention de Brasilia), il y a eu beaucoup de discussions de tous les côtés. Au cours d'une émission de télévision, certains patrons ont voulu connaître

ta position (ou te provoquer) sur la question de la dictature du prolétariat. Qu'en est-il ?

— Je suis très à l'aise pour répondre. Peu importe si j'ai été provoqué ou non. Le fait est que nous discutons de la question du pouvoir et de ce que feraient les travailleurs quand ils prendront le pouvoir. Je disais que nous ferions ceci, que nous ferions cela ... Je parlais des revendications ouvrières que le gouvernement et les patrons se refusent aujourd'hui à satisfaire.

A ce moment-là, l'un d'eux a dit : « Ah ! mais cela serait une dictature du prolétariat ! » Alors je lui ai répondu que ce serait la volonté de la majorité transformée en réalité, que ce serait un gouvernement de la majorité répondant aux besoins de la majorité. Maintenant, si les travailleurs sont la majorité — car nous sommes démocratiques — le gouvernement et le pouvoir devront leur revenir. Et les choses devront être faites dans leur intérêt. La démocratie n'est-elle pas la volonté de la majorité ?

Si la minorité — les patrons — veulent appeler ça dictature du prolétariat, c'est leur problème, c'est peut-être leur manière de voir la démocratie de la majorité.

— En se définissant pour le socialisme, le PT définit aussi ses relations internationales. Quels sont les critères sur lesquels s'établissent ces relations ?

Luis Eduardo GREENLALGH, membre de la Commission exécutive du PT et secrétaire aux Relations extérieures, avo-

Pour célébrer cette victoire, le PT a tenu au cours de ce même mois de septembre sa Convention de légalisation à Brasilia. Dans son discours de clôture, le Président du PT, Luis Inacio Da Silva « Lula » a abordé, pour la première fois en public, la définition programmatique fondamentale du PT (1). Il s'est réclamé du socialisme tout en rejetant aussi bien la social-démocratie que le socialisme bureaucratique. Ces premières définitions ont ouvert un large débat dans les rangs mêmes du PT et dans tout le Brésil.

Pour y contribuer, le bimensuel *Em Tempo* a publié en décembre un numéro spécial comprenant une quinzaine d'interviews de dirigeants et responsables connus du PT. Cet ensemble de contributions donne une bonne idée de l'éventail des positions, des acquis et des confusions qui peuvent exister. Nous en reproduisons ci-dessous des extraits significatifs. Il faut préciser que ces interviews ont été réalisées et publiées avant le coup de force militaire du 13 décembre en Pologne.

D. J.

cat : — Le PT s'efforce d'établir des relations avec tous les partis socialistes et communistes du monde, en maintenant son indépendance et en privilégiant les mouvements révolutionnaires de libération des pays dits du Tiers Monde. Nous avons des rapports avec le Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua (FSLN), avec le Front de libération du Mozambique, avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ... En Europe, nous avons naturellement des contacts avec les PC et les PS, mais j'insiste sur la totale indépendance du PT vis-à-vis de tout parti ou courant international.

— Le PT a-t-il des rapports avec le syndicat polonais Solidarité ?

— Cela ne s'est pas encore posé. Solidarité est un syndicat et le PT est un parti, et — en ce sens — le cadre des relations est très limité. Mais les syndicalistes du PT cherchent à développer des relations fraternelles avec Solidarité, bien que la rencontre entre « Lula » et Lech Walesa ait posé quelques problèmes ...

Lech Walesa a attiré l'attention de « Lula » sur la difficulté pour une syndicaliste comme lui de s'engager dans la construction d'un parti. Cela n'a pas plu à « Lula ». Vous savez bien qui — ici au Brésil — utilise ce genre d'arguments. « Lula » lui a parlé de la situation dans notre pays en lui montrant qu'ici la lutte syndicale est insuffisante pour conduire le processus de transformation sociale au

1. Luis Inacio Da Silva, « Lula », Discours à la Convention de légalisation du Parti des travailleurs (PT), *Inprecor* numéro 111, du 26 octobre 1981.

bénéfice des travailleurs. Il lui a expliqué que nous avons épuisé les possibilités du cadre syndical avant de faire le saut vers le PT. En même temps, il a expliqué à Lech Walesa que, même en étant un parti, le PT n'avait encore réussi à renverser aucun ministre, alors que Solidarité, qui n'est qu'un syndicat, avait déjà renversé plusieurs ministres et défiait ouvertement le gouvernement (...).

— Comment la politique internationale du PT s'exprime-t-elle dans son activité ?

— Elle s'exprime par le soutien à toutes les forces qui luttent contre les dictatures latino-américaines, en défendant à tout prix la libre détermination des peuples, en condamnant toute intervention politique ou militaire d'une puissance dans un autre pays, comme par exemple les menaces de Ronald Reagan en Amérique centrale. Le PT a exprimé publiquement sa condamnation des tentatives d'invasion contre Cuba, le Nicaragua et le Salvador. Nous en ferons de même, par exemple, si la Russie se disposait à envahir la Pologne.

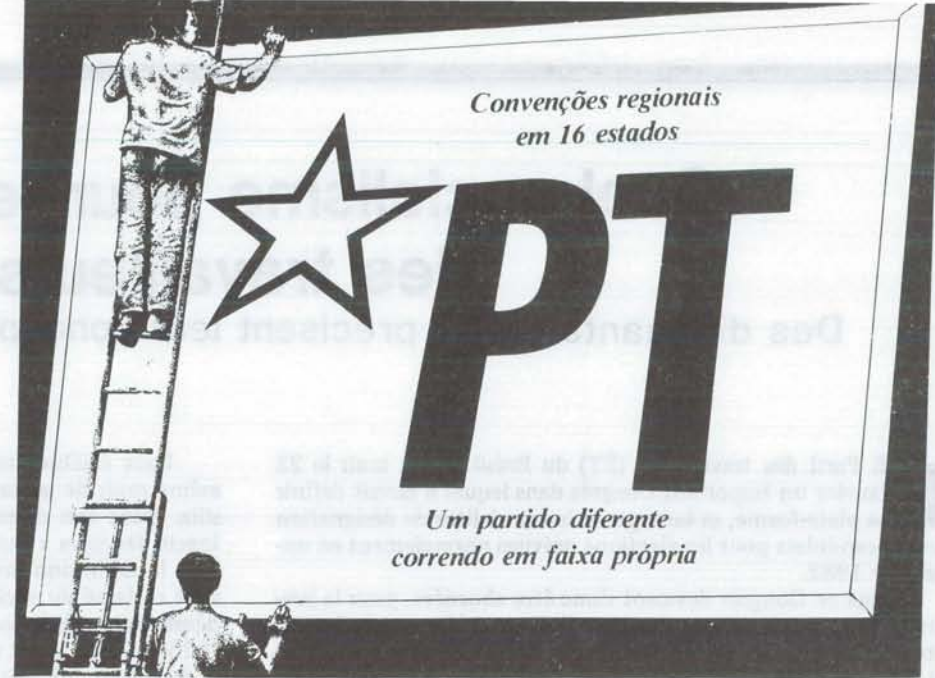
— Comment voyez-vous le socialisme du PT ?

Apolonio DE CARVALHO, vice-président du PT : — Le PT est un parti nouveau. Il a une tactique et des éléments de stratégie qui sont définis dans ses documents fondamentaux. Mais le PT n'a pas d'élaboration stratégique achevée. Il a une vision d'une société nouvelle, sans exploités ni exploités ; il a commencé à dessiner la silhouette de cette nouvelle société, mais pas encore son contenu ni son agencement précis. Le PT définit avec clarté ses objectifs actuels : le premier, c'est d'unir et d'organiser les travailleurs des villes et des campagnes, manuels et intellectuels ; c'est d'imposer la fin du régime et de jeter les bases d'un gouvernement démocratique au service des travailleurs, sous un contrôle et avec une participation croissante des forces populaires.

Francisco WEFFORT, secrétaire de l'Exécutif national du PT, sociologue : — Vous me demandez jusqu'à quel point le PT pourrait accepter le principe réformiste général selon lequel le but ne serait rien et le mouvement tout... Je crois que le PT n'accepte pas ce principe, ou du moins ne veut pas l'accepter. Il veut transformer la société dans la perspective du socialisme (...).

Il n'y a aucune contre-indication à ce qu'un parti de conception révolutionnaire puisse passer des alliances, y compris au niveau du gouvernement. Il faut que l'essence de sa participation se trouve au niveau de la société, des organisations syndicales, des mouvements sociaux et culturels.

J'éviterai l'expression « destruction de l'appareil d'Etat », elle ne correspond pas à la réalité politique du monde moderne. Ce que vous pouvez faire, c'est transformer l'appareil d'Etat, le soumet-



tre au contrôle des organisations sociales et du peuple. Partout où la tentative de destruction a eu lieu, cela a abouti à une bureaucratisation énorme. Ce qui s'est fait en réalité, c'est la reconstitution d'un appareil d'Etat aussi fort que celui qui existait auparavant.

A mon avis, il est difficile de dire à quoi ressemble l'expérience du PT, mais il est facile de dire ce dont elle diffère. Le PT est né au Brésil dans un contexte de faillite historique du travaillisme et dans un contexte où la classe ouvrière ne s'est pas laissée séduire par les propositions du stalinisme.

L'expérience social-démocrate n'a rien à voir avec l'expérience du PT. Ce que vous trouverez chez un grand nombre de militants du PT, c'est une affinité avec la pensée d'Antonio Gramsci, valorisant la lutte pour l'hégémonie, la lutte culturelle, l'idée que le pouvoir se distribue dans la société bourgeoise et ne se concentre pas seulement dans l'appareil d'Etat. Cette affinité est surtout théorique et vous savez qu'il y a un pas énorme de la théorie à la pratique...

Le courant impulsé par Solidarité en Pologne va dans le même sens : la ressemblance résulte de l'existence de deux mouvements qui sont partis des travailleurs et qui revendiquent leur autonomie et leur indépendance au niveau politique. Les différences sont aussi grandes : Solidarité ne se définit pas encore comme parti et lutte contre un type d'Etat très différent du nôtre par les bases sociales et économiques sur lesquelles il repose.

Olivio DUTRA, vice-président du PT, dirigeant des employés de banque de Porto Alegre, suspendu par les autorités gouvernementales : — L'expérience de l'URSS, dans sa première phase de construction d'une société nouvelle, en tant que mobilisation et participation populaire, reste inoubliable. Maintenant, pour les raisons historiques les plus diverses, l'aboutissement de cette expérience a conduit au développement d'un extrême centralisme, de la bureaucratisation et, en conséquence, de l'usurpation des tâches administratives par l'Etat au détriment de

la société. Cette seconde phase constitue une expérience que nous ne devons pas répéter. Le maintien de la liberté et de l'autonomie des mouvements populaires est une condition nécessaire pour que le socialisme soit une étape vers la construction d'une société réellement égalitaire. L'expérience chinoise, dans la mesure où les caractéristiques historiques et socio-économiques de la Chine ont conduit à brûler les étapes plus rapidement encore qu'en URSS, nous livre énormément d'enseignements. En premier lieu, que l'histoire n'est pas mécanique, ne passe pas par des phases linéaires ou étagées. Le problème, c'est que les pays socialistes ne sont pas isolés. Au niveau mondial, le socialisme n'est pas prédominant. En conséquence, la question qui se pose est de savoir comment il est possible de construire le socialisme au niveau national et en même temps d'affronter le capitalisme dominant à l'échelle internationale. En Chine, il me semble que c'est ce qu'ils n'ont pas su faire. Cela a donné une expérience riche, mais où tout un système de contrôle social a dévié le développement et le renforcement des forces populaires, empêchant un bond vers la société égalitaire. Les forces sociales et politiques disposant des privilèges de direction, c'est-à-dire la bureaucratie, ont fini par faire de la Chine ce qu'elle est aujourd'hui. Il y a une terrible confusion politique qui se reflète dans la politique extérieure et qui l'amène à soutenir les pires dictatures en Amérique latine, en Afrique et en Asie (...).

En URSS, il faut considérer la question du stalinisme et de l'expérience de la création du premier Etat socialiste assiégé de toutes parts. Nous ne sommes toujours pas en condition de construire le socialisme sans pressions extérieures, mais il faut quand même éviter de tomber dans le bureaucratisme (...).

Une expérience très importante pour le PT aujourd'hui est celle de la Pologne. Là-bas, le socialisme est arrivé par en haut, dans les circonstances spécifiques de la Deuxième Guerre mondiale, où le Parti communiste est arrivé au pouvoir par l'action de l'Armée rouge, de même qu'en Tchécoslovaquie ou en Hongrie. Ajour-

d'hui, le mouvement ouvrier vivant apparaît comme insupportable pour les bureaucrates retranchés dans leurs forteresses et qui tentent d'empêcher l'émergence d'un véritable socialisme construit à partir de la base.

Regardez : la situation du syndicalisme au Brésil et en URSS est très comparable. Pourtant il y a eu là-bas une révolution socialiste qui en a terminé avec la propriété privée ; cependant, le syndicat est une simple courroie de transmission du gouvernement et un organisateur de cérémonies comme celle du 1er Mai.

Ici au Brésil, le syndicat est aussi un simple instrument dans les mains du gouvernement et du régime militaire. D'un coup, nous qui luttons pour une nouvelle société, nous retrouvons des réalités syndicales comparables dans des conditions opposées à l'extrême. C'est pourquoi la Pologne est aussi passionnante pour nous au PT, dans la mesure où elle apparaît comme la reprise par le mouvement ouvrier de son rôle dans la construction du socialisme. C'est maintenant que commence la construction d'un véritable socialisme, jusqu'à présent aux mains de la bureaucratie, à la base, dans la classe ouvrière.

Helena GRECCO, membre de la Commission exécutive nationale du PT et ex-présidente du mouvement féminin pour l'amnistie : — Nous ne pouvons pas juger de la question des droits de l'homme dans les pays dits socialistes exclusivement sur la base de la grande presse qui ne diffuse que ce qui l'intéresse, du point de vue bourgeois de la question. Aleksandr Soljenitsyne par exemple est un grand écrivain, mais il analyse la question d'une manière erronée. En tant que dissident, il s'oppose au stalinisme et il parvient à montrer la situation telle qu'elle est. Il écrit des pages et des pages sur la terreur rouge, mais il ne dit pas un seul mot de la terreur blanche... C'est pourquoi son discours a pu être autant utilisé par la politique cynique des « droits de l'homme » de l'ex-président Jimmy Carter. En réalité, le mouvement des ouvriers dissidents repose la question d'une manière plus juste : celle de la nécessité de la démocratie dans le socialisme. En tant que militante de la campagne pour l'amnistie, j'ai toujours défendu la dignité et le droit des personnes et les libertés individuelles, et je ne peux admettre un socialisme sans liberté. C'est peut-être une utopie, mais le socialisme de l'URSS n'est pas celui que nous voulons.

Lisaneas MACIEL, membre du Conseil mondial des Eglises et candidat probable du PT à la charge de gouverneur de Rio de Janeiro : — Je vois au Nicaragua une illustration de ma conception. Là-bas, on est en train de construire le socialisme à différents niveaux, fermement et sans grandes proclamations sonores ni imitation de modèles existants. En fonction de principes éprouvés et avec beaucoup de réalisme, en tenant compte des possibilités, la direction sandiniste avance graduellement en serrant la réalité au plus

près et en développant une expérience révolutionnaire à laquelle nous devrions apporter la plus grande attention. Surtout du fait de la grande similitude avec notre réalité. Certains au sein du PT veulent un socialisme directement transplanté d'autres modèles. Je leur réponds que la flexibilité est très importante pour en arriver là. La précipitation ne peut que nous nuire. Les Cubains que j'ai rencontrés au Nicaragua m'ont dit eux-mêmes qu'ils étaient venus là pour apprendre du processus sandiniste. Ils ont fait preuve de cette modestie. C'est encore plus valable pour nous, non ?

Plinio SAMPAIO, dirigeant catholique connu et membre de la Commission exécutive du PT de Sao Paulo : — L'idée de socialisme est déjà très claire et n'a pas besoin d'être réinventée. Sur le plan économique, le socialisme se différencie du capitalisme sur trois points fondamentaux. Sous le capitalisme, le capital et les moyens de production appartiennent à une classe, la bourgeoisie. Dans le régime socialiste, les moyens de production appartiennent à la collectivité. Le régime capitaliste produit des marchandises qui rapportent des profits aux détenteurs du capital. Dans le socialisme, l'économie est organisée pour produire des biens d'usage correspondant aux besoins de la population (...). Sous le capitalisme, le détenteur du capital est libre de faire ou de ne pas faire des investissements ; il est juge de la qualité et de la quantité de ce qu'il produit à tout moment du processus. Dans le régime socialiste que nous construisons au Brésil, il n'y aura pas libre-initiative des particuliers, mais une décision collective par le biais de la planification. Comment nous allons planifier, c'est une question pour l'avenir (...).

« EM TEMPO » : — En tant que catholique, comment envisagez-vous la question de la violence ?

— Historiquement, il n'y a jamais eu aucune transformation sociale et politique profonde sans une commotion sociale incluant certaines formes de violence. Dans ce sens, nous devons être attentifs pour comprendre que, au cours de la transition d'un régime à un autre, une commotion avec une certaine violence est à prévoir. Mais cela ne veut pas dire que ce soit obligatoire. Qu'il en ait toujours été ainsi dans l'histoire n'implique aucune fatalité de cette répétition à l'avenir. D'autre part, il serait faux de croire que la pensée chrétienne n'admet pas la violence ou serait absolument pacifiste. Saint Thomas d'Aquin, par exemple, admet le droit de révolution, de rébellion. Il postule que les citoyens ont le droit de se rebeller et d'utiliser les moyens adéquats pour renverser la tyrannie quand elle ne laisse aucun autre moyen d'en finir avec la soumission. Cependant, le plus important à souligner, c'est que le socialisme n'est pas violent. C'est le capitalisme qui est violent et c'est la bourgeoisie qui réagit nécessairement par la force contre ceux qui veulent en finir avec ses privilèges. En dernière

instance, la violence dépend donc d'elle et non de ceux qui aspirent au socialisme.

Raul PONT, vice-président du PT du Rio Grande do Sul, membre du Directoire national et collaborateur du journal *Em Tempo* : — Bien que le PT ne s'inscrive pas formellement à l'intérieur du mouvement communiste international, bien qu'il présente une série d'ambiguïtés et de lacunes, bien qu'il ne soit pas un parti révolutionnaire au plein sens du terme, je dirai que la perspective ouverte par cette définition du socialisme que nous assumons est une grande espérance et une contribution à la crise que vit le mouvement communiste depuis la faillite de la IIIe Internationale et l'instauration de l'hégémonie stalinienne sur le mouvement ouvrier. Depuis lors, la perspective socialiste (ni social-démocrate ni stalinienne) n'a pas réussi à dépasser de petits cercles et des organisations révolutionnaires sans grands liens avec les masses (...).

La supériorité socio-économique du socialisme est sans cesse plus irréfutable et le seul point que l'idéologie bourgeoise puisse utiliser pour son offensive est celui de la démocratie... En réalité, l'actualisation de la démocratie socialiste, de la dictature du prolétariat telle que l'ont définie Marx, Lénine et Trotsky — et telle qu'elle a existé aux tout premiers temps de la Révolution russe — s'impose comme une question centrale. La dictature du prolétariat, correctement comprise, constitue l'essence même du socialisme révolutionnaire : elle présuppose la socialisation des moyens de production, une rupture révolutionnaire et la destruction de la dictature de classe de la bourgeoisie, et implique le contrôle économique et politique de la société par les travailleurs sous la forme de la démocratie directe des conseils de travailleurs exerçant le pouvoir réel.

Bruno MARANHÃO, membre de la Direction nationale du PT et de la Commission exécutive régionale de l'Etat de Pernambouc : — Il est fondamental d'affirmer clairement que le PT n'a rien à voir avec la social-démocratie qui, comme l'a fort bien dit « Lula », n'est rien d'autre qu'un projet de gestion du capitalisme (...).

Le PT se détache de plus en plus de la crise de la IIIe Internationale et de la tradition stalinienne. Une crise qui a surgi avec l'introduction dans le marxisme de deux éléments complètement étrangers à sa doctrine : la politique d'alliances et l'autoritarisme. Il est important d'étudier aujourd'hui ce qu'a été par exemple la politique du stalinisme pendant la Deuxième Guerre mondiale, qui a sacrifié plusieurs révolutions possibles au nom des alliances avec la bourgeoisie.

En se situant dès le départ en rupture avec ces errements, le PT peut apporter une contribution importante à la recherche d'une alternative vers le socialisme qui rende à la démocratie prolétarienne son sens véritable. ■

Propos recueillis par « EM TEMPO »
Sao Paulo, décembre 1981.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

EL SALVADOR

Rencontre de solidarité avec le Salvador à Mexico fin mars

Aux organisations syndicales, populaires, politiques, paysannes, étudiantes, religieuses et de solidarité du monde entier.

— Considérant que la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador ne se maintient au pouvoir que grâce au soutien que lui accorde l'impérialisme nord-américain, et également d'autres gouvernements du continent américain comme ceux du Honduras, du Guatemala, du Venezuela, d'Argentine, du Chili et de l'Uruguay, tout comme d'autres de ses alliés inconditionnels hors de la région comme Israël, tous coalisés dans l'agression menée contre le peuple salvadorien pour empêcher le développement de sa guerre de libération nationale ;

— Considérant que l'unique force d'intervention au Salvador est celle de l'impérialisme nord-américain, véritable maître d'œuvre de la conduite des armées d'occupation de la région et des initiatives prises par des gouvernements qui ne sont que ses pantins ; que cette intervention a atteint un niveau extrêmement dangereux d'extension régionale du conflit et menace la Révolution cubaine, les processus révolutionnaires et démocratiques en cours au Nicaragua et à Grenade, ainsi que la lutte du peuple du Guatemala ; que le groupe de gangsters bellicistes qui gouverne aujourd'hui l'impérialisme et en dirige les hautes sphères, a accru non seulement ses attaques verbales mais aussi l'aide réelle accordée à la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador, joignant à cela une campagne interventionniste qui inclut la guerre bactériologique contre Cuba, l'accentuation du blocus économique du Nicaragua, le sabotage contre le peuple de Grenade et, en général, un accroissement de l'activité terroriste qui caractérise sa domination ;

— Considérant que le triomphe du peuple salvadorien intéresse tous les peuples du monde, y compris celui des Etats-Unis, contre les intérêts desquels gouverne la coterie dirigeante de l'impérialisme ;

que la victoire du peuple du Salvador n'est empêchée que par l'intervention impérialiste et que c'est pour cela que la solidarité des peuples du monde avec le peuple frère du Salvador en lutte acquiert maintenant plus qu'à un tout autre moment une importance décisive dans la défaite du système de domination et l'ouverture d'une solution populaire du conflit,

Le Comité mexicain de solidarité avec le peuple du Salvador (CMSPS), les comités et organisations de solidarité qui ont participé à la Ire Rencontre internationale des comités de solidarité avec le peuple salvadorien des 10 et 11 octobre 1981 et le Forum national permanent de solidarité avec la révolution salvadorienne, convoquent un Forum international de solidarité avec le peuple du Salvador pour les 26, 27 et 28 mars 1982 à Mexico avec les objectifs suivants :

— Discuter et décider des formes d'action concrètes et efficaces en faveur de la révolution salvadorienne, contre l'intervention de l'impérialisme nord-américain et ses alliés et pour la défense de la lutte de libération nationale et le droit à l'autodétermination de ce peuple ;

— Coordonner les initiatives politiques et économiques prises au niveau international autour des objectifs mentionnés plus haut.

DÉROULEMENT DU FORUM

— Inauguration du Forum international de solidarité avec le peuple du Salvador ;

— Analyse de la situation politique et militaire au Salvador, faite par le Front Farabundo Martí de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR) (ce point n'est pas soumis à la discussion) ;

— Discussion de la résolution politique du Forum international de solidarité avec le peuple du Salvador ;

— Programme d'actions concrètes à l'échelle internationale, en appui à la lutte du peuple salvadorien ;

— Discussion de la situation des réfugiés et initiative internationale pour exiger une solution adéquate à ce problème.

Le Comité mexicain de solidarité avec le peuple du Salvador (CMSPS - avenida Hidalgo numero 107, Altos 230, Mexico 1 D.F.) et le Forum national permanent de solidarité avec la Révolution salvadorienne s'engagent à constituer la documentation de base sur chacun des

points à discuter, mais ils appellent tous les comités et organisations intéressés à présenter par écrit leurs points de vue pour les inclure dans les documents de travail remis aux participants.

Face à l'intervention impérialiste, solidarité internationale des peuples !

Comité mexicain de solidarité
avec le peuple du Salvador
Forum national permanent de solidarité
avec la révolution salvadorienne
Mexico, décembre 1981.

COLOMBIE

Ricardo Sanchez , dirigeant du PSR , enlevé par un commando armé

Le jeudi 14 janvier à 21 heures, le camarade Ricardo Sanchez, l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section colombienne de la IVe Internationale, a été enlevé à Bogota par un commando armé d'une douzaine de personnes vêtues en civil. Il a ensuite été conduit dans un lieu indéterminé à bord d'une Land Rover qui, selon certains témoins, ne portait pas les signes distinctifs de l'armée ou de la police.

La vie du camarade Ricardo Sanchez est en danger. Il est urgent de mener sans attendre une campagne de protestation pour exiger sa libération.

Les dirigeants du PSR craignent en effet — en l'absence de toute confirmation de son arrestation par la police ou l'armée — que son enlèvement ne soit l'œuvre de l'organisation d'extrême droite « Comando Muerte a los Secuestradores » (MAS) (Commando mort aux kidnappeurs). Cette organisation, fortement liée à la mafia de la drogue, a lancé dernièrement une campagne contre les organisations de gauche sous le couvert d'une campagne contre le « terrorisme ».

Le MAS menace de pendre ses victimes aux arbres et de les passer par les armes. La semaine passée, deux dirigeants syndicaux ont été retrouvés morts près de la ville de Medellin. Leur assassinat a été revendiqué par le MAS ...

Récemment, la presse bourgeoise colombienne a mené toute une campagne tendant à démontrer que la IVe Interna-

tionale était le responsable « idéologique » de la lutte armée et des guérillas du Mouvement du 19 février (M-19). L'enlèvement du camarade Ricardo Sanchez pourrait être lié à cette campagne.

En plus de ses responsabilités à la direction du PSR, Ricardo Sanchez est aussi l'un des dirigeants de la coalition électorale de gauche « *Unidad Democrática* » (Unité démocratique) et membre de la direction de la Commission permanente des Droits de l'homme en Colombie. Il est l'auteur d'ouvrages traitant des réformes institutionnelles intervenues ces années passées en Colombie et occupe un poste de professeur de sciences politiques à l'Institut de sciences sociales (INDESCO) de Bogota. Il est aussi l'auteur d'un livre intitulé *la Crise du bipartisme en Colombie*.

Les télégrammes exigeant la libération immédiate du camarade Ricardo Sanchez doivent être adressés au président de la République, Julio Cesar Turbay Ayala, et au ministre des Relations extérieures, Jorge Mario Eastman, Bogota, Colombie.

INPRECOR

Vendredi 15 janvier 1982.

MEXIQUE

Premiers succès de la campagne électorale du PRT

Le samedi 5 décembre dernier a commencé, dans l'Etat mexicain de Guerrero, la campagne électorale du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, et de sa candidate Rosario Ibarra de Piedra (cf. *Inprecors* numéro 112 du 9 novembre 1981). C'est la localité d'Atoyac dans les montagnes de l'Etat de Guerrero qui a été choisie pour en donner le coup d'envoi. Cette localité est très connue dans tout le Mexique pour avoir été le lieu d'émergence du mouvement guérillero le plus important de ces dernières années. C'est en effet dans cette région que le *Partido de los Pobres* (Parti des pauvres) et son principal dirigeant, le camarade Lucio Cabanas, avaient installé leur centre d'opérations. La guérilla de Lucio Cabanas avait eu une grande importance dans cette région, du fait de son impact considérable sur les paysans pauvres. Mais Atoyac est aussi la localité qui détient le nombre record de disparus et assassinés pour des raisons politiques. Près de six ans après l'anéantissement de la guérilla et l'assassinat de Lucio Cabanas, on est toujours obligé, avant d'atteindre cette localité, de passer trois barrages de l'armée où les soldats se livrent à un contrôle minutieux des personnes qui se dirigent vers Atoyac. C'est après être passée par tout cela que la délégation électorale soutenant la candidature de la camarade Rosario Ibarra de Piedra a été reçue à Atoyac par la nièce et la cousine de Lucio Caba-

nas, par le secrétaire général du Syndicat des travailleurs du café de cette localité et par des représentants du Comité des familles de prisonniers, disparus et condamnés politiques. Lors du meeting central qui a regroupé plus de 800 personnes, le dirigeant du Syndicat des travailleurs du café devait déclarer : « *Voter pour le PRT, en juillet 1982, c'est voter contre le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) gouvernemental, c'est aller vers la constitution d'une alternative viable pour le prolétariat.* »

Le lendemain dimanche 6 décembre, la délégation électorale du PRT s'est rendue à Acapulco, cité balnéaire mondialement connue pour ses installations touristiques, qui est au Mexique le symbole de l'injustice et de l'inégalité. C'est là que l'on trouve, aux pieds des grands hôtels de luxe, les quartiers les plus misérables de tout le pays. Une délégation de la direction du PRT et la camarade Rosario Ibarra de Piedra ont pu, lors d'un repas pris à la prison de la ville, s'entretenir avec un certain nombre de prisonniers politiques. Durant cette réunion extrêmement émouvante où, pour quelques heures, les camarades de la délégation électorale du PRT, forte de 25 membres, ont partagé la situation des prisonniers politiques, l'un de ces derniers, le camarade Octaviano Santiago Dionicio, a déclaré que c'était pour les prisonniers politiques « *un jour très spécial ... Nous savons que la camarade Rosario se trouve ici aujourd'hui et nous savons qu'elle va parcourir le pays pour demander des comptes à la bourgeoisie ... Nous sommes sûrs, a-t-il terminé, que nous finirons par recouvrer la liberté, parce que c'est le peuple qui l'exige ...* »

Le lundi 7 décembre, la tournée électorale s'est poursuivie à Copalillo Guerrero. Copalillo est une petite localité de seulement quelque 7 000 habitants. Sa principale activité est la production de hamacs. Récemment, la majorité de la population s'est mobilisée pour porter à la direction de la municipalité des camarades révolutionnaires. Dans cette ville, plus d'un millier de personnes se sont organisées dans le comité municipal du PRT. Aussi n'est-il pas étonnant que 1 600 personnes se soient réunies pour venir écouter la camarade Rosario Ibarra de Piedra lors de son meeting. Le président de la junte municipale démocratique, le professeur Eusebio Sanchez Coronel, a confirmé dans son allocution l'appui de son village au PRT, « *car celui-ci a été le seul parti qui, avec constance et par un travail quotidien, a su gagner la confiance populaire* ».

Les jours suivants, la camarade Rosario Ibarra de Piedra a dû revenir dans la capitale pour assister à la IIe Rencontre nationale de dénonciation de la répression et des violations des droits de l'homme, organisée par le Front national contre la répression (FNCR) dont elle est la principale dirigeante.

Mais, dès le vendredi 11 décembre, la tournée électorale du PRT dans l'Etat de Guerrero a repris. A Iguala, deux meetings ont été organisés. L'un le matin à

l'université où environ 300 étudiants ont exprimé par leur présence leur soutien à la candidate du PRT, et l'autre dans le centre de la ville au cours de l'après-midi.

Le samedi 12 décembre, la campagne électorale du PRT a été lancée à Taxco, cité à la fois minière (mines d'argent) et paysanne. Dans les quartiers pauvres de la ville se développe une importante mobilisation contre la société Transnacional Hotelera Holiday Inc. qui, avec l'aide de l'armée, chasse les gens de leurs terrains. Plus de 200 personnes ont participé au repas organisé par les habitants de ces quartiers en présence de la camarade Rosario Ibarra de Piedra et de dirigeants du PRT. Plus tard, les participants à ce repas ont décidé de manifester jusqu'au centre ville et de tenir face à l'hôtel de ville un meeting qui a réuni plus d'un millier de personnes.

Le dimanche 13 décembre, la délégation électorale du PRT s'est rendue à Chilpancingo, capitale de l'Etat. Dans cette ville, la camarade Rosario a été invitée à déjeuner par les vendeurs du marché populaire qui est le marché des pauvres, que les autorités de l'Etat veulent faire disparaître du centre ville. Plus de 150 personnes ont participé à ce repas. Plus tard, un meeting a été organisé dans le centre ville avec la participation de 600 personnes.

La camarade Rosario a parlé de la Pologne et elle a proclamé son appui total aux travailleurs de Solidarité en déclarant : « *Les travailleurs de Solidarité ne sont pas opposés au socialisme, mais au contraire en faveur d'un véritable socialisme. C'est pour ce socialisme-là — celui des travailleurs de Solidarité — que nous luttons au Mexique. Nous exigeons la levée de l'état d'urgence et que ce soient les ouvriers qui prennent en main le contrôle de l'Etat.* » Dans la soirée, 60 femmes ont informé la camarade Rosario de la formation d'un comité de femmes en soutien à sa candidature. Une longue discussion s'ensuivit sur l'oppression spécifique de la femme dans la société capitaliste.

Dès le samedi 9 janvier, la seconde étape de cette campagne électorale a démarré. Elle devait toucher les Etats de Sinaloa, Sonora, Basse-Californie, etc. Dans le premier meeting tenu à Mazatlan dans l'Etat de Sinaloa, il y a eu plus de 800 participants. Le dimanche 10 janvier, à Culiacan, il était prévu un repas avec 3 détenus politiques. 150 prisonniers de droit commun ont alors invité la camarade Rosario à tenir un meeting à l'intérieur de la prison, ce qu'elle a accepté bien volontiers. Elle déclara en particulier que tous ceux qui étaient en prison avaient été amenés à commettre des délits du fait du système d'exploitation et d'oppression et que, dans ce sens, ils étaient tous des prisonniers politiques.

Les répercussions de ces premières initiatives de la campagne électorale du PRT sont telles que le candidat du PRI gouvernemental, Miguel de la Madrid, utilise dorénavant une bonne partie de ses discours à essayer de répondre aux dénonciations faites par la camarade Rosario Ibarra de Piedra au cours de ses meetings.

INPRECOR

2, rue Richard-Lenoir - 93 108 Montreuil